

■ L'UNE ET L'AUTRE UNITE

Il est une unité de l'Eglise dont on parle, pour laquelle les chrétiens prient... Il y a chaque année, à la fin du mois de janvier, une "Semaine de l'Unité". C'est l'unité atteinte par les déchirures confessionnelles. Déchirures survenues au cours des siècles et qui en portent largement la marque. Il faut bien le dire, aux yeux de ceux qui ont fait l'expérience de se pencher ensemble sur la source vive de la Parole, nombre de ces ruptures paraissent problèmes d'historien ou d'archéologue.

Il est une autre unité de l'Eglise dont on parle moins. Celle qui est blessée par la coexistence de la faim et de la surabondance, déchirure peut-être plus dommageable à l'unité du corps du Christ que bien des schismes du passé. Ce scandale qui fait que, entre frères chrétiens, pour reprendre les mots de Saint Paul, "l'un a faim tandis que l'autre est ivre".

Sans rapport, ces deux unités ? Nous ne le pensons pas. Commentant au XVII^e siècle le récit de la tour de Babel, un pasteur écrivait : "Et (Dieu) divisant leurs langues, il arrête leurs mains."

Des mains de chrétiens se sont arrêtées. Des énergies ont été détournées pour régler d'interminables querelles d'héritages; des experts ont été mobilisés sur des questions qui concernaient plus les appareils ecclésiastiques et leurs prérogatives que la lecture des signes du Royaume. Tant mieux si tout cela appartient au passé, comme certains articles contenus dans les numéros de ce bulletin semblent le montrer.

Il faut se garder d'idéaliser les premiers chrétiens. Vivre l'Evangile n'était pas plus facile pour eux que pour nous. N'empêche; il semble bien qu'ils aient fait de la recherche d'une certaine égalité entre eux une de leurs préoccupations. "Il ne s'agit pas, écrit Saint Paul aux Corinthiens, de vous mettre dans la gêne en soulageant les autres mais d'établir l'égalité; ... ce que vous avez en trop compensera ce qu'ils ont en moins..." Et il écrit cela à propos des frères de Jérusalem, des gens que les Corinthiens ne connaissent pas, des étrangers.

Encore trois ans et la Semaine de l'Unité sera cinquantenaire. Ne serait-ce pas une façon de lui redonner un souffle nouveau que d'élargir sa préoccupation, de l'universaliser... d'en faire une semaine de l'une et l'autre unité ?

"C'est dans les murs que sont les portes."

Guillevic

Au seuil de cette année nouvelle, voilà une phrase — repérée dans un document de l'AOT — que nous vous proposons de garder en mémoire.

Ce sont là nos vœux.

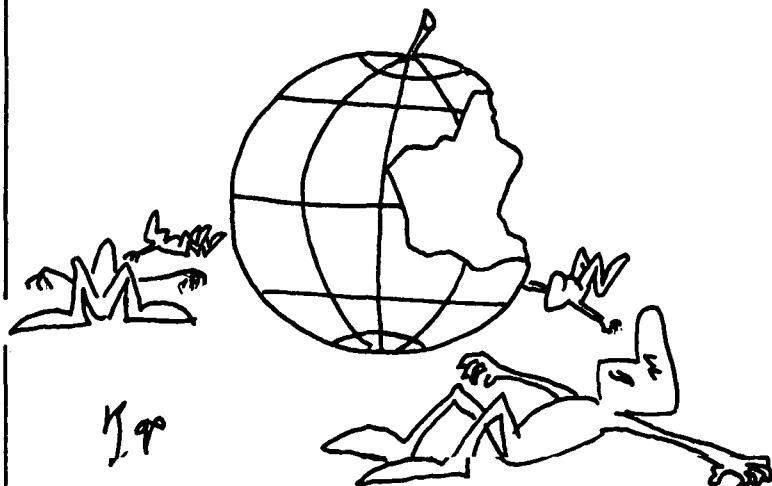
■ MAL DEVELOPPEMENT A propos des insecticides

Elle a la vie dure cette vision du monde qui le scinde entre pays développés, d'une part, et pays sous-développés qui doivent rattraper leur retard, d'autre part.

La réalité est bien différente. Et l'exemple des insecticides, révélé par une étude faite récemment aux USA (clairement présentée dans un dossier du journal de la Déclaration de Berne), nous le montre avec une clarté évidente.

- Des pays occidentaux partent certains pesticides (dont l'usage est interdit à cause de leur toxicité) à destination du tiers monde.
- Comme leur utilisation n'est ni contrôlée ni modérée, ils font des dégâts non seulement aux autres cultures, mais aussi aux animaux et aux hommes. Selon l'OMS, chaque minute, une personne habitant dans le tiers monde meurt à cause des pesticides.
- Ces produits étant utilisés essentiellement sur des fruits ou fleurs destinés à l'exportation, ces poisons reviennent à dose respectable dans les produits qui arrivent sur nos marchés.

Il faudra en reparler car la Suisse occupe sur le marché des produits chimiques une place importante et est largement concernée par ces problèmes. Notamment la firme Ciba-Geigy.



■ HAITI

L'impasse entretenue

La misère comme telle ne force pas la porte de l'actualité : "on ne fait pas la grève avec sa propre faim". Il faut d'autres événements pour que certains pays sortent de l'ombre. Ainsi Haïti, où les manifestations d'exilés à Miami et une tentative de débarquement à l'île de la Tortue le 11 janvier ont attiré l'attention sur une situation dépassant l'entendement.

Haïti en quelques chiffres

Des 5 millions d'habitants que compte l'île, première république noire, 1 % possède le 44 % du revenu national. (On peut estimer que 4 000 familles disposent d'un revenu annuel supérieur à 90 000 dollars et ne paient pratiquement pas d'impôts.) Ceci pendant que 75 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Les salaires ont perdu 20 % de la valeur qu'ils avaient en 1970. Tout cela rend plus explicable le fait que, chaque année, 800 000 personnes tentent de quitter leur pays, parfois dans des conditions aussi dramatiques que les boat people asiatiques.

Une situation "privilegiée"

Dans un passé récent, un certain souffle de libéralisation semblait se lever, permettant notamment la création de syndicats. Mais l'élection de Reagan a déclenché de nouvelles vagues de répression.

Ainsi, un certain patronat — encouragé par le Fonds Monétaire International — peut à nouveau respirer et continuer à profiter de conditions particulièrement favorables : un prix de revient extrêmement bas et la proximité du marché nord-américain. "Depuis, dit l'un d'eux, nous vivons dans une atmosphère de paix et d'effort." Le nombre des implantations d'entreprises continue à augmenter.

Dans ce contexte, une parole d'Eglise

Elle nous a réjouis, venant d'une conférence épiscopale qui n'était pas connue pour la clarté de ses positions à l'égard du régime Duvalier. Dans ce document, paru en décembre 1980, les évêques dénoncent une série de défis, parmi lesquels :

— "L'émigration massive de nos compatriotes, de la campagne inhospitalière vers la ville, du pays vers l'étranger pour échapper à une misère déshumanisante ou chercher de meilleures conditions de vie..."

— Le climat de peur et d'insécurité pour les individus et les familles, engendré par des menaces et des intimidations.

— La transgression des lois, des normes légales les plus équitables, qui favorise un processus d'exploitation et d'accélération de la misère.

Même si cela nous agresse et nous irrite, nous devons reconnaître que de tels défis constituent une situation de péché qui blesse notre sensibilité de chrétien et une honte qui peine notre conscience de citoyen si fiers de notre passé."

Jusqu'où ?

La situation à l'intérieur s'est donc durcie; on procède notamment à des arrestations en série. A l'extérieur, ce n'est pas mieux. Les Etats-Unis refusent aux exilés le droit d'asile et les parquent parfois dans des conditions qui ressemblent à celles des camps

d'internement. Ainsi le camp de Fort Allen à Porto-Rico, d'où est parvenue une lettre signée de 21 femmes chrétiennes cantonnées là-bas depuis le mois d'août et dont l'agence Dial a reproduit le fac-similé.

Que faire ? Au moins répercuter leur cri !

■ SENEGAMBIE

Corriger une aberration

Les modifications de frontières surprennent toujours. Même si les Genevois que nous sommes sont placés pour savoir que les frontières de la Suisse ont mis du temps avant de se fixer...

On comprend mieux celle qui est en cause au Sénégal lorsqu'on en sait l'histoire : comment la Sénégambie a éclaté au moment du traité de Versailles et par quels moyens — dont la signature de conventions avec des chefs locaux analphabètes — les Anglais ont créé la Gambie : une écharde qui sépare le Sénégal en deux et qui créera des incidents de frontières (voir carte ci-dessous).

C'est pour rectifier cette aberration de l'histoire coloniale qu'un comité politique sénégambien a été créé il y a quelques mois. A Dakar, le traité constitutif de la Confédération sénégalaïse a été signé le 14 décembre. Il prévoit de confier la présidence au premier Sénégalais Abdou Diouf tandis que le premier Gambien assurera la vice-présidence.



● La faim est un scandale et non une fatalité

Vous le savez mais autour de vous ce n'est pas encore une évidence. C'est pour rejoindre le plus grand nombre possible de gens que la Déclaration de Berne a organisé une **journée d'information, samedi 13 février**. Stands le matin, manifestation sympathique l'après-midi.

Demandez des renseignements auprès de notre secrétariat. Nous pensons qu'il y aurait là, notamment pour les jeunes, la possibilité d'une action réalisable et importante.

■ DECEMBRES ROUGES Afghanistan, deuxième année

Alors qu'on s'acheminait vers le deuxième anniversaire de l'occupation de l'Afghanistan — le 27 décembre 1979 —, voilà que sont arrivés les événements de Pologne. Un nouveau décembre rouge. Est-on vraiment, face à de tels événements, si démunis qu'on veut bien le dire ?

■ Une résistance tenace

Ce 27 décembre 1979, le président Karmal l'avait évoqué à la radio comme un événement "qui symbolise une intervention du Dieu tout-puissant". Beaucoup ne semblent pas de son avis. Témoins ce 15 % d'habitants en exil. Témoin surtout la force de la résistance qui tient toujours — malgré le peu d'appui international — grâce à un large soutien populaire. "C'est l'ensemble du pays qui travaille pour la résistance", déclarait un chirurgien français après plusieurs séjours dans différentes provinces du pays. C'est ce qui explique que, passés les premiers temps où l'URSS avait annoncé à grand renfort de publicité une diminution de ses effectifs, elle les a insensiblement gonflés jusqu'à maintenir sur place un contingent de 90 000 hommes.

■ Une société traditionnelle mise en dépendance

Comme toute société traditionnelle, la société afghane présente à l'Occidental qui veut l'analyser une grande complexité. Nos critères culturels, économiques, forgés pour saisir notre réalité ne nous sont d'aucun secours. En revanche, le phénomène de mise en dépendance qui est en train de circuler, on le connaît. Il ressemble à s'y méprendre à ce qui s'est passé sous d'autres cieux, avec des légitimations idéologiques différentes.

Les fournitures de gaz naturel dont l'URSS est le seul client sont désormais portées en compte comme diminution de la dette due à l'occupation militaire. Une dette qui ne cesse de s'accroître. Le pays, qui se suffisait généralement en blé, a dû en acheter 300 000 tonnes à son "hôte". L'autonomie de son réseau commercial est lui aussi affecté par l'occupation, etc.

En un mot, si la caractéristique du sous-développement est la mise en dépendance, on assiste au passage d'une société traditionnelle à une société sous-développée. Ceci dans la violence des armes, des bombardements, de tout ce qui accompagne une occupation, aggravée par le fait qu'elle a pour cadre un pays pauvre, dans un climat rude.

■ Impuissance occidentale ? Un soupçon

Impuissance face à l'occupation afghane, impuissance face à la normalisation polonaise... jusqu'à quand ? Le temps n'est-il pas venu de cesser les propos incantatoires vis-à-vis de l'Est et de recenser notre pouvoir effectif, sur le plan économique s'entend ? Depuis de nombreuses années, les transnationales, que les frontières — fussent-elles idéologiques — n'arrêtent guère, se sont implantées largement dans le bloc de l'Est. Depuis de nombreuses années, on a découvert le marché et le réservoir de main-d'œuvre que cela représentait.

Dans de telles conditions, qui nous fera croire que l'on est sans pouvoir ? Qui nous fera croire que, face à un pays comme la Pologne (qui fait avec l'Occident une bonne moitié de ses échanges extérieurs



et qui a, à son égard, une dette de plus de 27 milliards de dollars) on est sans influence ? On est sans pouvoir face à l'état de siège en Pologne comme face à l'apartheid de l'Afrique du Sud, à la violation des droits de l'homme en Argentine ou au Zaïre. On est sans pouvoir car on ne veut prendre aucune mesure qui porte ombrage aux intérêts économiques.

Plus encore. Ils ne manquent pas ceux qui voient partout la main de Moscou et qui sont prêts à y renvoyer tous ceux qui se permettent de poser des questions à notre système. Bien sûr, ils ont applaudi des deux mains les premières manifestations de "Solidarité". Mais, tout au fond, étaient-ils si désireux de voir

FIRMES AUTOMOBILES IMPLANTÉES A L'EST

	Bulgarie	Yougoslavie	U.R.S.S.	Hongrie	Allemagne de l'Est	Tchécoslovaquie	Roumanie	Pologne
Fiat		x	x	x		x	x	x
British Leyland	x	x			x	x		x
Citroën		x		x		x	x	x
Daimler Benz	x	x		x	x			x
General Motors	x	x	x	x				x
Volvo	x	x	x	x	x	x		x
Renault		x	x	x		x	x	x
Ford		x	x	x		x		x
Toyota			x	x				

(in "Vedna-Cala" C. Levinson)

s'installer en Europe un véritable syndicalisme auto-gestionnaire, un mouvement ouvrier prêt à prendre en mains son destin ? Une seconde raison qui permet d'expliquer que les réactions ont été discrètes.

Impuissance, cela ? Quel abus de langage ! ■

Pour en savoir plus sur l'Afghanistan :

- Le livre de Gérard Chaliand, "Rapport sur la résistance afghane", Paris, Berger-Levrault, 163 p.
- Le bulletin du Comité suisse de soutien au peuple afghan, p.a. Me G. Beachtold, 8, pl. St-François, 1003 Lausanne.

Plus des deux tiers des produits alimentaires importés par les USA proviennent de pays où sévit la faim. Oui ? Non ?

● INVITATION Chômage ici et ailleurs

L'Action Catholique ouvrière va consacrer un week-end à poser les problèmes de la restructuration de l'économie (fermeture d'usine dans un pays pour l'ouvrir dans un autre, déqualification du travail...).

Problèmes à la fois suisses et internationaux, et c'est à ce titre que notre commission participera à la réflexion. Toutes les personnes intéressées sont les bienvenues. Particulièrement celles qui se heurtent directement à ces questions.

A Pensier (Fribourg), de vendredi 5 février à 20 h 30 à samedi 6 à 17 h 00.

Pour tout renseignement, téléphonez à notre secrétariat.

■ COLOMBIE Déclaration claire des évêques

La Conférence épiscopale de Colombie est généralement bien discrète. Le fait que le cardinal de Bogota ait reçu le grade de "général de la République" n'aide pas l'expression d'une parole prophétique. On n'en appréciera que plus le long "Message pastoral" publié par la Conférence en août dernier à la fin de son assemblée annuelle. En voici un extrait :

"La Colombie montre un des indices le plus haut de concentration des investissements en Amérique latine. L'injuste accaparement des biens se manifeste dans un appétit insatiable d'enrichissement rapide, par n'importe quels moyens, qui a occasionné un pouvoir suprême au-dessus de toute loi et le surgissement de véritables mafias. Elles ont leur propre éthique, leur code moral dévoyé; elles ne connaissent pas de limites et conduisent à l'exploitation des sans-défense, à la perversion, au crime... Les groupes financiers et ceux qui détiennent la richesse augmentent chaque jour leur pouvoir et s'emparent d'entreprises qui sont le résultat d'efforts de générations de Colombiens. Et cela pas pour chercher une meilleure rationalisation ou un accroissement indispensable mais, au contraire, pour les convertir en objets de spéculation, sans bénéfice pour personne sinon celui de leur égoïsme vorace."

A noter que la Suisse entretient avec ce pays aux si criants contrastes des relations suivies. Neuf firmes importantes au moins y sont implantées et les investissements directs se montaient à 19,9 millions de dollars en 1979.

"Font œuvre de paix ceux qui, par l'information, suppriment l'écran des distances, de telle sorte que nous nous sentions vraiment concernés par le sort de ces hommes et de ces femmes qui, loin de nous, sont victimes de la guerre ou des injustices."

Jean-Paul II, 1er janvier 1982

? OUI. Le Mexique, où sévit la faim, fournit la moitié des légumes d'hiver et des fruits hors saison aux Etats-Unis. L'Europe, elle aussi, importe ce type de produit, du Sénégal et du Kenya, entre autres.

(Extrait du jeu de la Déclaration de Berne. "Le Supermarché mondial", disponible au secrétariat.)

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

CHANGEMENT

A partir de février, les permanences de notre secrétariat auront lieu les **mardis, mercredis et vendredis** de 14 h. à 18 h.

■ SAHRAOIS Avant le sixième anniversaire

Le 27 février, pour la sixième fois, le peuple sahraoui célébrera sa fête nationale. Notre commission saisit cette occasion pour recommander aux lecteurs du bulletin une petite brochure introduite et diffusée par les Commissions tiers-monde des Eglises protestante et catholique. En douze pages agrémentées de photos, elle donne une information utile sur l'histoire et le combat du peuple sahraoui.

En laissant au Comité de soutien au peuple sahraoui la responsabilité de son propos, il a paru important aux commissions tiers-monde de faciliter la diffusion de cette brochure, tant il est difficile pour ce peuple de se faire dans l'information et l'actualité internationales la place à laquelle chaque pays a droit.

▶ Sur demande au secrétariat. Gratuitement. ◀

● Mercredi 17 février, à 20 h 30 au Cercle de l'Espérance - 8, rue de la Chapelle

aura lieu la première de trois rencontres organisées par l'association Carabaya, sur le thème de "La terre au Pérou".

Au programme : un film (excellent, ndr) "Terre volée" suivi d'un exposé de M. Gabino Herrera, professeur à l'université de S. Marcos de Lima : "La forêt amazonienne face aux investisseurs nationaux et étrangers."

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



LE DON D'ENCOURAGER

Dans ses épîtres, Paul cite un certain nombre de dons (= charismes) que l'Esprit fait à une communauté pour son bon fonctionnement. Parmi eux, il place le don d'exhorter ou, pour prendre un mot plus actuel — en affaiblissant quelque peu —, le don d'encourager (Rom 12.8). Pour l'apôtre, certains membres de la communauté ont reçu le don de prononcer cette parole qui va aider un frère à s'engager un peu plus avant dans sa marche vers la vérité, à le soutenir pour les pas déjà réalisés.

Sur le champ du monde, il y aura toujours de l'ivraie et du bon grain. Les chrétiens sont avertis. Ils savent aussi que le Maître les a dispensés de la tâche de faire le tri et d'arracher l'ivraie. Mais qu'est-ce qui les empêche de soutenir le bon grain, de l'arroser, de l'aider à pousser, à se fortifier ?

Des exemples ? Vous entendez à la radio un magazine sur les mécanismes de la faim dans le monde; vous voyez à la TV une émission sur l'exploitation des Indiens au Guatemala; vous lisez dans votre journal un article sur l'éthique bancaire...

Pensez-vous que tout cela se soit fait tout seul, sans obstacles...? Ne croyez-vous pas que leurs auteurs auront dû braver un certain nombre de conseils de prudence du genre : "Estimez-vous que cela va intéresser les gens?" "Croyez-vous opportun de soulever actuellement un tel problème?" Ne pensez-vous pas enfin que, le lendemain de l'article ou de l'émission, les auteurs auront dû avaler un certain nombre de propos acides...?

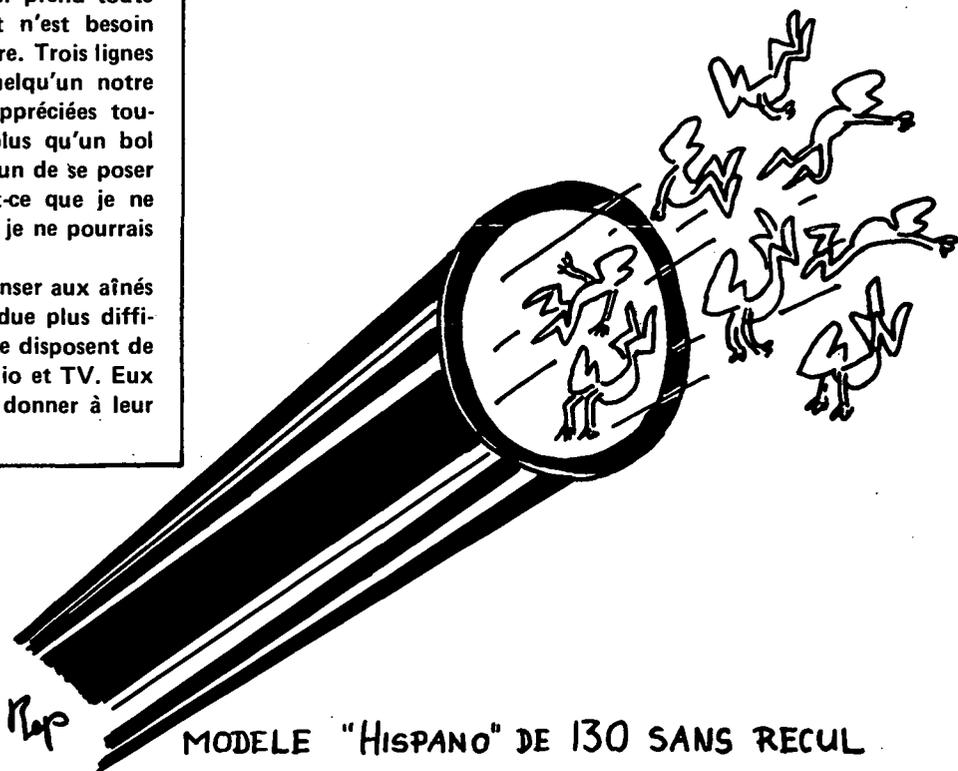
C'est alors que le don d'encourager prend toute son importance. Pour l'exercer, point n'est besoin de papier à en-tête et de machine à écrire. Trois lignes suffiront souvent pour témoigner à quelqu'un notre attention, notre appui. Trois lignes, appréciées toujours, vitales parfois, réconfortantes plus qu'un bol de bouillon au fort de l'hiver ! A chacun de se poser la question : ce don d'encourager, est-ce que je ne l'aurais pas reçu, Moi aussi ? Est-ce que je ne pourrais pas l'exercer plus souvent ?

En disant cela, comment ne pas penser aux aînés en priorité. Eux dont l'activité est rendue plus difficile du fait de l'âge, mais qui par contre disposent de plus de temps pour suivre journaux, radio et TV. Eux surtout qui ont la chance de pouvoir donner à leur réaction le poids de l'expérience.

GENEVE Hispano-Oerlikon licencie

Cent trente personnes vont prochainement être licenciées dans une usine genevoise en partie consacrée à l'armement. Faut-il s'en réjouir ? Certes, nous maintenons ce que nous affirmions dans un bulletin précédent, à savoir que le maintien des postes de travail ne saurait être un argument pour justifier la course aux armements. Mais s'il doit y avoir changement, il ne peut se mettre en place que dans le temps et il ne s'agit en aucun cas de mettre une justification pacifiste à ce qui n'est qu'une restructuration parmi beaucoup d'autres, qui ont nom Firestone, Hermès, Bulowa...

Pour s'en assurer, un simple fait tiré du bulletin d'information de l'IM de décembre dernier. A la fin de l'année passée, le premier canon "Oerlikon" fabriqué au Brésil a été présenté à l'armée brésilienne. Il s'agit d'un modèle très sophistiqué atteignant 800 000 dollars l'unité. Pour le montage de ce premier modèle, tout a été importé de Suisse, mais c'est la société IMS — dont le 75 % des capitaux sont suisses — qui le produira dorénavant au Brésil. Un envoi de techniciens de notre pays est prévu pour "garantir que le canon livré à l'armée brésilienne aura les mêmes caractéristiques que son similaire produit à la maison mère". Ajoutons enfin qu'une des conditions fixées par Oerlikon pour signer ce contrat était la possibilité de vente à l'intérieur du pays et l'exportation à l'étranger sur n'importe quel marché.



MODELE "HISPANO" DE 130 SANS REcul

DROITS DE L'HOMME

Les pauvres perdent un avocat

Théodore van Boven ne verra pas son mandat de directeur de la division des droits de l'homme renouvelé. Ainsi l'a voulu le secrétaire général de l'ONU nouvellement nommé : M. Perez de Cuellar.

Au mois de septembre, Van Boven avait reçu des membres de nos commissions qui, avec des délégués d'autres groupements, s'étaient unis dans un acte de solidarité à l'égard du peuple opprimé du Guatemala. Il nous avait réservé alors un accueil très respectueux de la cause que nous défendions. Et, chrétien lui-même, il nous avait témoigné également sa satisfaction de voir des chrétiens appuyer de leurs efforts le travail difficile des fonctionnaires de la division des droits de l'homme.

Le 20 janvier dernier, il avait fait une place dans un agenda surchargé à deux de nos membres. Une heure de rencontre édifiante – au sens fort du terme – avec un témoin très averti des écueils au travers desquels la session des droits de l'homme allait une fois de plus devoir naviguer. Très décidé à utiliser tout son poids pour que le sort des exclus et des opprimés puisse être amélioré. Ces exclus à qui si volontiers il ouvrait les portes de son bureau. "La réalité on ne la connaît pas à travers des dossiers, disait-il. Si on n'a pas de contact direct avec les personnes cela ne peut pas aller."

A l'issue de telles visites, le grand bâtiment de l'ONU reprenait vie, retrouvait crédibilité. Et on se prenait à rêver... Si c'était vrai, si cette organisation était autre chose qu'une rencontre – polie généralement – de gouvernements si loin de leurs peuples et de leur souffrance ? Si c'était un lieu où le cri d'un homme, le nom d'un disparu retrouvait suffisamment de force pour percer les portes capitonnées du monde diplomatique ?

Mais un tel projet, une telle liberté, rassemble trop d'ennemis, de l'Union soviétique à l'Argentine, des Etats-Unis à l'Iran... et le secrétaire général récemment élu – candidat du Tiers Monde, en fait candidat de certains gouvernements du Tiers Monde –, n'a rien fait pour défendre son subordonné.

Certains bien sûr se demanderont si Théodore Van Boven n'est pas allé trop loin... La même question que l'on se pose à propos de "Solidarité", et de tous ceux qui se font écraser par la raison d'Etat. Mais n'est-ce pas le moment de se demander si ce n'est pas la raison d'Etat qui va trop loin ?

Comité Tiers Monde
de l'Eglise Nationale Protestante

Comité Tiers Monde
de l'Eglise Catholique

"Nous croyons que tout effort pour promouvoir la fraternité humaine est le signe éloquent de la sincérité avec laquelle on désire les réalités futures."

Conférence épiscopale du Nicaragua, décembre 1981.

● A l'occasion de la 38^e session des droits de l'homme, nous invitons vivement les chrétiens et plus largement tous les gens de Genève préoccupés de ce grave problème à une

**célébration œcuménique au Temple de St-Gervais,
place des Terreaux-du-Temple,
mardi 2 mars à 18 h 30.**

Un rassemblement dans le silence, dans la prière, dans l'écoute de textes bibliques qui réveillent à la fois notre souffrance devant la souffrance et notre attention à déceler tous les germes d'une vie nouvelle.

Notre prière et notre participation, nous les voulons comme un appui au travail des délégués qui siègent actuellement et qui sont invités à la célébration.

Le limogeage de Monsieur Van Boven et les incertitudes posées par sa succession rendent encore plus nécessaire notre présence et notre intercession.

! COUP DE GUEULE

Dites-le bien haut ! Dites-le à vos voisins de palier, et à ceux que vous rencontrerez au magasin en allant faire les commissions ! Dites-le à vos collègues de bureau ! Etudiants, dites-le à vos camarades de cours ! N'oubliez pas d'en parler dimanche à la sortie de la célébration et surtout lors de la soupe de carême organisée dans votre paroisse :

LE PRIX DES MATIERES PREMIERES EST AU PLUS BAS DEPUIS 1960.

Plus précisément, OPEP mis à part, le rapport entre ce qu'importent les pays "en développement" et ce qu'ils exportent est aussi défavorable qu'en 1960.

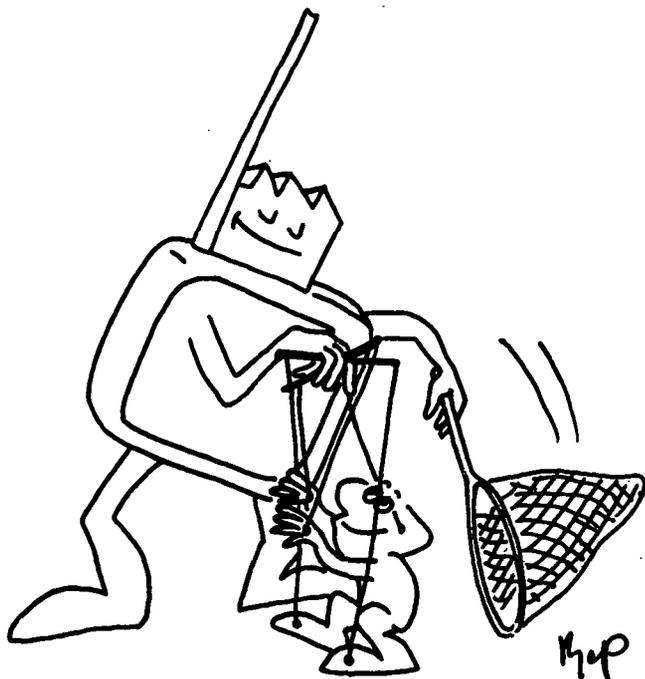
Et les décennies du développement, et les conférences de la CNUCED, et l'encyclique Populorum Progressio, et les interminables palabres autour du Nouvel Ordre Economique International ?... Néant. Et les efforts déployés par les groupes de sensibilisation aux problèmes du tiers monde, ...néant. On N'est pas sorti de la période coloniale. Cette période rêvée où certains pays disposaient au-delà des mers de leur cave à provisions. Ou plutôt si, on en est sorti : C'est "librement" que des pays indépendants nous fournissent leurs produits... au même prix.

Une fatalité ? Laquelle s'il vous plaît ? Qu'est-ce qui empêchait qu'en tant de temps on parvienne à acheter à un prix décent le coton de nos chemises, le cuivre de nos chénaux, le soja qui a permis la viande de nos entrecôtes ? Rien, sinon cette loi, vieille comme la jungle : jamais un chien n'a lâché l'os qu'il avait entre ses dents.

Et que personne ne prononce plus jamais l'expression "aide aux pays en développement". Parlons désormais de restitution, et encore, tellement partielle...

Quand déclare-t-on un bateau en train de sombrer ? Quand l'eau commence à passer sous la porte du salon du pont supérieur et à entrer dans la cabine du capitaine ? Ne lance-t-on pas plutôt le SOS déjà quand les cales sont pleines d'eau et les soutiers noyés ? Quand parlera-t-on de la faillite d'un système (Est compris) ? Quand l'eau entrera dans la Maison Blanche et au Kremlin, d'une toiture qu'on n'aura plus les moyens de faire réparer ? Ou est-ce que nous suffit pour cela le fait de savoir que 800 millions de personnes sont au seuil de la pauvreté absolue ?

MALDEVELOPPEMENT Des enfants manipulés



■ Une fois de plus "Temps présent", dans une excellente émission, a su mettre la caméra sur la plaie. En l'occurrence, l'utilisation éhontée des enfants comme argument de vente.

Il ne s'agit pas seulement d'inciter les petits acheteurs à choisir tel jouet plutôt que tel autre, même si le budget consacré aux jouets en Suisse se monte à 300 millions de francs.

On a découvert en effet que l'enfant n'était pas seulement un excellent consommateur, mais aussi un "prescripteur". C'est-à-dire quelqu'un qui, après un bon dressage, pouvait influencer largement les achats

faits par les membres de sa famille ou de son entourage. Et ceci souvent dans des secteurs bien éloignés de son univers d'enfant.

Pour mettre au point ces séances de dressage que sont les spots publicitaires, il s'agit de connaître les points sensibles, les ressorts sur lesquels s'appuyer. C'est ainsi qu'on a pu assister à une scène insoutenable. Une tablée d'enfants accompagnés d'un psychosociologue pour les faire parler devant un produit. Dans la pièce voisine, le publicitaire et le fabricant, qui, eux, n'ont pas accepté d'être filmés, suivaient la scène en vidéo et recueillaient les indices pour construire leur future stratégie publicitaire. Nestlé, Coca Cola et de nombreuses firmes ont recours à de telles sociétés de marketing.

Qu'est-ce que l'enfant retiendra des 70 000 spots qu'il va ingurgiter jusqu'au sortir de son adolescence ? Peut-être le nom d'une marque ou d'un produit. Sûrement ce qui constitue le fond de tous ces messages : "Il faut consommer", et tout au fond "C'est en consommant que tu seras heureux."

Ainsi des publicités plaisantes à regarder, scientifiquement étudiées, parfaitement exécutées (on s'accorde à dire que c'est ce qui est réalisé avec le plus de soin à la TV) et qui disposent des meilleures heures d'écoute. Et tout ceci pour délivrer journallement un message parfaitement athée. Peut-on imaginer en effet un propos plus opposé aux Béatitudes ? Plus hostile à l'idée même de solidarité ? Un idéal de vie si éloigné de celui auquel la Bible nous invite ?

N'y a-t-il pas là une question adressée aux parents chrétiens mais également aux adultes chargés de catéchèse ou de mouvements d'enfants ?

... Ceci dit

On ne peut pas en rester à ce cri. Cet indice des prix des matières premières ne doit surtout pas nous démobiliser. Il doit bien au contraire nous permettre d'apprécier à leur juste valeur tous les efforts déjà entrepris à la CNUCED pour une tentative de régulation du prix des matières premières. Sans les efforts parfois acharnés des fonctionnaires internationaux qui travaillent dans nos murs, où en serait-on ?

Pareillement, cet indice montre l'urgence de toutes les autres mesures, même si elles ne seront jamais suffisantes, telle l'"initiative 0,7" (dans ce bulletin). Il nous permet aussi de voir ce qu'a de nouveau un contrat comme celui que la France a passé avec l'Algérie (dans ce bulletin).

Il est une invitation à ce que, sur le plan politique, une pression plus forte soit exercée sur nos délégués. Ce que les gens de notre pays demandent de leur part, ce n'est pas la défense des intérêts de la Suisse, ce qui souvent consiste, sous couvert de négociation, à imposer aux matières premières un prix d'un autre âge, alors qu'au même pays en voie de développement nos machines seront bien vendues au prix 1982. Ce qu'on leur demande, c'est de défendre nos intérêts de citoyens du monde, un monde dont la stabilité dépend du sort réservé au plus faible.

■ 0,7 : bon accueil

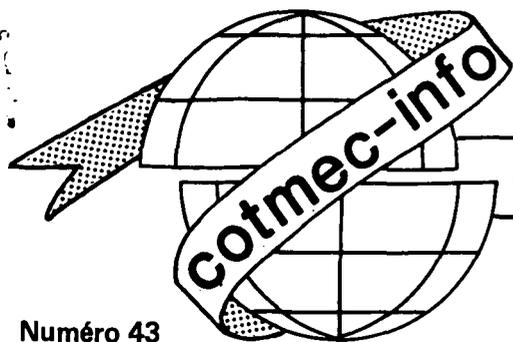
Par 51 voix contre 38 et 7 abstentions, le Grand Conseil a décidé de recommander au peuple genevois d'accepter l'initiative augmentant l'aide au développement de notre canton.

Passionnant débat où certaines personnes et certains groupes parlementaires ont engagé toute leur force de conviction; pensons au PDC par exemple. Intéressant aussi d'entendre les objections de ceux qui veulent renvoyer à Berne de tels soucis (nous pensons aux libéraux). S'ils n'appartenaient pas à une famille politique si prompte à bloquer sous la coupole fédérale les efforts réels pour plus de solidarité, ils auraient certainement été plus crédibles.

Toute initiative est un risque et une chance; on l'a perçu aussi au cours de cette soirée. Le risque notamment que les personnes bloquées sur une vision du développement d'un autre âge entraînent un score trop défavorable. Un échec qui fournirait à certains opposants à la solidarité internationale un appui démocratique.

Mais une chance aussi. Celle de poser un problème actuel et mondial sur la place publique. Celle d'inscrire la solidarité internationale dans notre charte fondamentale. Celle enfin de faire tache d'huile auprès des autres cantons, auprès de la Confédération. L'enjeu est important.

Avec l'appui de ses lecteurs, la COTMEC pense mettre tout en œuvre pour que les chances l'emportent largement sur les risques.



■ Ni hier ni demain AUJOURD'HUI SUR LE CHEMIN

Récemment, un groupe de chrétiens réfléchissait à la question du travail. Depuis un moment, la discussion s'immobilisait face à la complexité des problèmes qui menacent l'emploi. Ni ceux qui appartenaient à une entreprise qui licencie, ni ceux qui étaient dans un secteur encore dynamique ne savaient que proposer concrètement pour atteindre une solution satisfaisante pour tous. "Tant qu'on ne regardera que le but, on n'en sortira pas", dit alors quelqu'un. "Le but est toujours inatteignable. Mais faire une démarche parce que c'est vrai de la faire, pour être soi-même. Tout simplement pour essayer d'être cohérent; c'est déjà quelque chose."

Préparant ce billet en relation avec la Fête de Pâques, cette histoire nous est revenue à l'esprit. Elle nous paraît si proche de l'épisode raconté par l'évangéliste Luc, à propos des pèlerins d'Emmaüs. Vous vous rappelez : deux disciples de Jésus, consternés par les événements de la passion, quittent Jérusalem et regagnent, têtes basses, leur village. Pour Cleophas et son ami, l'essentiel est derrière, dans ces espoirs suscités un moment par la rencontre de Jésus. Mais tout cela est bien fini et chaque pas qui les éloigne de Jérusalem les éloigne inexorablement de ce qui les faisait vivre.

A l'inverse, pour beaucoup, c'est devant que se situe ce qui les motive. Dans l'attente d'un monde enfin juste, d'un système économique enfin égalitaire, d'une paix enfin instaurée... Ne vivant qu'en fonction de ce but, chaque pas semble les en rapprocher mais, hélas, le but ressemble souvent à l'horizon : il fuit au fur et à mesure qu'ils avancent...

La découverte fantastique que les disciples d'Emmaüs vont faire et qu'ils s'empresseront de retourner partager — toute peur dépassée — c'est que le Ressuscité, c'est d'abord sur le chemin qu'on le rencontre, dans l'aujourd'hui.

Comme eux, le Vivant, l'essentiel, ce qui permet d'espérer... — trouvez d'autres mots si vous voulez —, c'est dans le présent que nous le découvrirons. Même si ce présent est souvent triste. Moins séduisant que le passé auquel il est facile d'effacer toute ride; moins brillant que le futur que l'on peut rêver comme on le voudrait.

Aujourd'hui et sur le chemin. Avec ses cailloux qui ont nom "licenciements", "complicité internationale", "démobilisation"... Mais ce chemin qui est le lieu du réel, donc d'une possible liberté, si limitée soit-elle.

La Bonne Nouvelle de la Résurrection, elle ne s'écrit ni au passé, ni au futur. Elle s'écrit au présent : "Je suis avec vous tous les jours..."

■ NESTLÉ : Oui au code de l'OMS, mais...

Ces jours derniers, Nestlé a fait parvenir à l'Organisation mondiale de la Santé les directives adressées à toutes ses sociétés subsidiaires et à ses agents pour régler en détail l'application du Code de conduite dans la vente de substituts du lait maternel.

Cette nouvelle, largement diffusée et qui a même fait la manchette d'un grand quotidien, doit nous réjouir.

D'abord parce qu'il est important que soit mis fin à cet exemple typique de pénétration culturelle et de maldéveloppement qui consistait, dans les faits, à priver les femmes du tiers monde de leur seule ressource. Egalement pour la victoire que cela représente pour tous les groupes qui, avec des moyens dérisoires, ont entrepris de mettre en question les géants de l'alimentation.

Et pourtant...

On ne peut pas ignorer toutefois le document réalisé au Zimbabwe par le ministère de la Santé, paru en janvier de cette année et financé par l'UNICEF. Selon ce rapport, Nestlé aurait enregistré une augmentation de 73 % des ventes dans le secteur du lait en poudre au cours de l'année 1980. "Nestlé ne fait aucune publicité à l'heure actuelle... Mais elle assure la promotion de ses produits avec un telle énergie et un tel enthousiasme que l'on peut considérer cela comme une publicité indirecte." (Cité par Forum du développement.)

■ CONSOMMATEURS Un anniversaire

Le journal de la Fédération romande des consommatrices a sorti son centième numéro; au terme de ses seize ans d'existence, il tire à 50 000.

Réussite exemplaire d'un mouvement né à la base et qu'aucune entreprise commerciale ne peut plus se permettre d'ignorer. Si parfois certaines prises de position nous ont paru un peu trop limitées à la défense de l'intérêt des consommateurs suisses, le dernier numéro élargit en revanche largement le regard : "*Il faut essayer de voir, un peu plus loin, les conséquences pour les autres des rabais qu'on fait miroiter sous nos yeux. Devons-nous profiter des prix dérisoires de nombreux produits du tiers monde obtenus grâce à l'exploitation des plus faibles ou tenter chaque fois que c'est possible de corriger cette situation ?*"

Tous nos vœux pour la poursuite d'une tâche plus nécessaire que jamais.

+ MONSIEUR ROMERO Deux ans déjà

Voilà deux ans, le 24 mars, Monseigneur Romero s'affaissait au pied de l'autel où il s'apprêtait à poursuivre la célébration de l'eucharistie, à faire mémoire du don total de Jésus de Nazareth : "Ceci est mon sang qui sera versé pour vous et pour la multitude... Vous ferez cela en mémoire de moi..."

Une balle venait de le frapper en pleine poitrine.

Le 23, la veille, au cours de la célébration dominicale, il avait dit la parole de trop, celle qu'il ne fallait pas dire: "Je voudrais lancer tout spécialement un appel aux membres de l'armée et concrètement aux hommes de troupe de la Garde nationale, de la police et des casernes. Frères, vous êtes du même peuple que nous, vous tuez vos frères paysans. Devant l'ordre de tuer donné par un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir, la loi qui dit : tu ne tueras pas."

Il avait condamné la mort, il devait mourir.

A toutes les époques de leur histoire, les chrétiens ont gardé mémoire de leurs frères morts en confessant leur foi et en la vivant dans toutes ses exigences. Non pour alimenter une soif de revanche, mais pour retremper leur courage et leur détermination.

C'est dans cet esprit qu'aujourd'hui nous voulons nous souvenir.

Nous souvenir du geste. De celui de Monseigneur Romero et de tous ceux qui dans ce pays ont versé leur sang pour avoir dit le prix de l'homme et de sa liberté.

Nous souvenir de l'appel lancé aux soldats, plus actuel que jamais puisqu'en deux ans, le nombre d'assassinats a atteint un pour cent de la population de ce pays.

Peut-on aller plus loin ?

Un geste de partage qui permet de soulager des souffrances ou de redonner des chances à la vie ? C'est toujours une possibilité.

D'autres chrétiens en choisiront peut-être un autre. A l'heure où nous parvient des Etats-Unis l'écho de la résistance de l'opinion publique et des Eglises à l'appui accordé par leur président à la junte au pouvoir, certains voudront associer leur désaccord. Ils pourront se joindre à la manifestation organisée à Berne le 3 avril par les groupes de solidarité au Salvador.

A chacun de décider, en se rappelant que la fidélité au souvenir se vérifie dans les décisions qui s'inscrivent dans le présent. ■

Commission tiers monde de l'Eglise nationale protestante
Commission tiers monde de l'Eglise catholique — Genève.

Action catholique ouvrière romande.

Association Carabaya — Pérou.

Commission tiers monde de Caritas Genève.

Département témoignage et solidarité — ENPG.

Equipe Vie et Foi (Genève).

Frères sans frontières — Genève.

Groupe Réflexion-Action de Champel.

Œuvres pontificales missionnaires — Genève.

Pax Christi — section romande.

● Temps forts

Deux moments marquants dans le calendrier des Commissions Tiers-Monde :

— Le 2 mars, une célébration à l'occasion de la 38e session des Droits de l'homme au Temple de St-Gervais. Moment riche où, dans l'écoute de la Parole, s'enracine une espérance plus tenace que la succession des événements qui la malmènent.

La célébration a été aussi l'occasion pour les participants de s'associer par leur signature à un appel envoyé à chaque délégué à la session ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU à New York. Occasion aussi de s'associer à un hommage rendu à M. Van Boven "invité" à quitter la présidence de la division des Droits de l'homme.

— Le 12 mars, au Conseil Œcuménique, rencontre des Prêtres, pasteurs et permanents d'Eglise. Après avoir écouté M. Tevoedjré, sous-directeur du BIT, et M. André Biéler, théologien et docteur en économie, rappeler les enjeux de la solidarité internationale et le nécessaire engagement des chrétiens, nous avons cherché comment inscrire cette solidarité dans la pratique de l'Eglise locale.

Un résumé des exposés sera envoyé aux participants. Si des lecteurs du bulletin souhaitent le recevoir, ils peuvent s'adresser au secrétariat.

■ ERYTHREE Vingt ans de guerre

S'il est une cause qui ne fait pas recette, c'est bien celle de la résistance érythréenne : depuis vingt ans que dure son affrontement contre la domination éthiopienne, elle ne compte plus ses morts ou ses exilés. D'abord sous la menace du Négus (soutenu par les Etats-Unis), aujourd'hui "pilonnée" par son successeur Mengistu, lui-même appuyé cette fois par Cuba et l'URSS, qui semble mettre dans la bataille les armements les plus sophistiqués.

Dans le camp de l'Erythrée qui, rappelons-le, n'a jamais appartenu à l'Ethiopie avant 1962, il n'y a personne, à part la Somalie. Kadhafi a cessé d'apporter son soutien dès qu'il a vu que le mouvement n'allait pas faire avancer la cause de l'Islam.

Jusqu'à quand ces combats vont-ils durer ? Ils entrent dans une phase décisive, disent certains observateurs, décelant des signes de fatigue dans les rangs de la résistance qui doit faire face à un tel potentiel militaire. André Fontaine (Le Monde) pense au contraire que l'URSS a besoin de la guérilla pour justifier sa présence en Ethiopie et qu'elle fera tout pour éviter la victoire complète. Un article paru dans la Pravda, faisant état de craintes quant à la fidélité du régime de Mengistu à l'égard de Moscou, irait à l'appui de cette thèse.

Au milieu des alliances et des sombres calculs, des hommes et des femmes tentent de vivre debout.

A Genève, dans les milieux chrétiens, il faut relever l'excellent engagement d'accueil et de partage réalisé par la paroisse protestante de la Jonction.

● Le jeu de la banane

Le groupe Frères sans frontières invite toutes les personnes intéressées à découvrir des mécanismes des échanges internationaux au moyen d'un jeu de simulation.

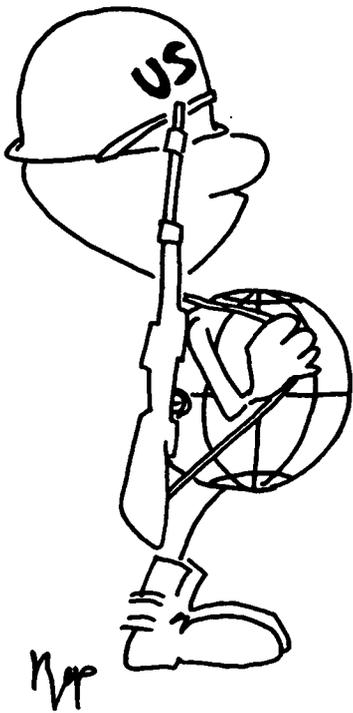
Rendez-vous samedi 3 avril à 15 h. 30 (jusqu'à 18 h. 30) au Foyer Saint Vincent, 11 rue des Minoteries.

● Poursuivant sa réflexion sur la question de la Terre, le Groupe Carrabaya invite tous ceux qu'intéresse

la réforme agraire au Pérou

à se rendre le 20 avril à 20 h. 30 à St-Nicolas de Flüe (Montbrillant).

Le sujet sera traité par Monsieur Montoya, de Lima, enseignant actuellement à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED).



■ **AMERIQUE CENTRALE**
Derrière les actes
Le document de Santa Fe

En Amérique centrale, l'actualité s'avance sur le chemin de la démente. Témoin la mort des quatre journalistes hollandais qui ressemble fort à un assassinat.

Parfois, il est bon de se dégager de l'actualité, même brûlante, pour découvrir à quelle logique elle obéit. C'est dans ce but que nous reproduisons des extraits de la Déclaration de Santa Fe (28 pages) élaborée par des membres éminents du parti républicain en mai 1980. A cette date, Ronald Reagan n'avait pas encore accédé à la présidence, mais l'influence sur sa politique des thèses contenues dans ce rapport paraît indubitable.

- Le document commence par rappeler la doctrine de Monroe (pas d'intervention des Etats-Unis dans les affaires européennes, pas d'interventions européennes dans les gouvernements du continent américain) et en redit l'actualité.

"L'accession des Etats-Unis à une puissance d'envergure mondiale repose sur la coopération avec les Caraïbes et l'appui de l'Amérique du Sud. (...) L'Amérique latine, tout comme l'Europe occidentale et le Japon, est une des bases de la puissance des Etats-Unis. Les USA ne peuvent accepter la perte d'aucun des fondements de leur puissance, que ce soit en Amérique latine, en Europe occidentale ou dans le Pacifique occidental, s'ils veulent maintenir une force d'appoint suffisante pour leur permettre de jouer un rôle stabilisateur dans n'importe quel endroit du monde. Un Etat responsable de l'équilibre comme les USA ne peut envisager de manœuvrer avec souplesse à l'échelle mondiale si sa puissance est immobilisée ou mise en échec dans une quelconque région." (...)

- *"En combinant notre arsenal d'armements et la puissance humaine des Amériques, nous pouvons créer un continent américain libre et capable de résister à l'agression soviéto-cubaine. Grâce à l'entraînement militaire dans leur pays, les Etats-Unis peuvent offrir non seulement une direction professionnelle de première classe, mais aussi un modèle modéré pour*

le reste du personnel militaire des Amériques et leur famille. Vivant aux Etats-Unis et observant directement notre fonctionnement politique, les chefs militaires de ce continent pourront à nouveau gagner le respect et l'admiration des Etats-Unis. Les avantages militaires stratégiques, obtenus par un entraînement, une logistique et un équipement communs, sont évidents." (...)

- *"La manipulation des moyens d'information par des groupes liés à l'Eglise et d'autres soi-disant groupes de pression en faveur des droits de l'homme, a joué un rôle d'importance croissante dans le renversement de gouvernements autoritaires mais pro-américains et leur remplacement par des dictatures anti-américaines, communistes ou pro-communistes, à caractère totalitaire. La politique extérieure des Etats-Unis doit commencer à affronter (*) (et non simplement à réagir a posteriori contre) la théologie de la libération telle qu'elle est utilisée en Amérique latine par le clergé de la "théologie de la libération". En Amérique latine, le rôle de l'Eglise est vital pour le concept de liberté politique. Malheureusement, les forces marxistes-léninistes ont utilisé l'Eglise comme arme politique contre la propriété privée et le système capitaliste de production, en infiltrant la communauté religieuse d'idées plus communistes que chrétiennes." (...)*

- *"La politique des droits de l'homme – concept relatif au point de vue culturel et politique, utilisé par l'actuelle administration pour intervenir en faveur du changement politique dans les pays de ce continent, affectant ainsi la paix, la stabilité et la sécurité de la région – doit être abandonnée au profit d'une politique de non intervention basée sur un réalisme politique et éthique." (...)*

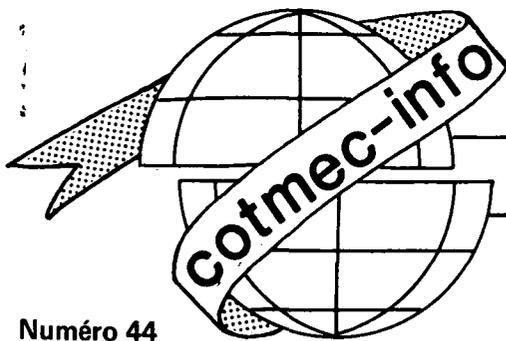
- *"La culture est le moyen par lequel les cultures se maintiennent, progressent et même explorent leur passé. Celui qui contrôle l'éducation définit son passé – ou plutôt la façon dont il est perçu – ainsi que son avenir. Le futur appartient à ceux que l'on instruit aujourd'hui." (...)*

- *"Une campagne sera lancée en vue de s'attirer l'"élite" intellectuelle latino-américaine. Cette campagne sera basée sur la radio, la télévision, des livres, des articles, des brochures, ainsi que des dons, des bourses et des prix. Les intellectuels sont friands de considération et de notoriété et ce programme pourrait les attirer. Les efforts des Etats-Unis doivent refléter les véritables sentiments du peuple américain et non le spectre étroit de New York et de Hollywood; si l'image n'est pas authentique, elle ne portera pas. Si les Amériques veulent survivre et prospérer, les Etats-Unis doivent transmettre des convictions et une philosophie aussi bien que des directives politiques." (...)*

- *"Dans la guerre rien ne remplace la victoire, et les Etats-Unis sont engagés dans la troisième guerre mondiale. (...) L'Amérique latine est vitale pour les Etats-Unis : la projection du pouvoir mondial des Etats-Unis a toujours reposé sur la coopération des Caraïbes et l'appui de l'Amérique du Sud. L'isolationnisme est impossible pour les Etats-Unis. Il ne suffit pas de contenir l'Union soviétique; la détente est morte. (...)"*

(extrait de DIAL)

* Cette thèse est à mettre en rapport avec la fondation à Houston d'un institut nommé "Religion et démocratie" qui est doté de possibilités financières très importantes et a pour tâche de lutter par tous les moyens contre une Eglise ouverte aux aspirations du peuple et à la justice.



■ SORTIR HORS DU CAMP

Lourde de conséquences cette petite phrase de l'épître aux Hébreux (13.12) que l'Église a relue ces temps derniers. "... Jésus a souffert en dehors de la porte. Sortons donc à sa rencontre en dehors du camp en portant son humiliation..."

Il faut sortir du camp, de la ville, avec son code, sa hiérarchie, son ordre et les moyens de le faire respecter, voire de les légitimer religieusement.

On peut penser à ces centres de villes médiévales où cathédrale, hôtel-de-ville, palais de justice et prison semblent faire si bon ménage...

Pour rencontrer Jésus, il faut sortir du camp, déplacer le projecteur, le fixer près de l'exclu. Et c'est là qu'il s'agit de regarder la réalité, à partir de là qu'il faut réentendre la parole de Dieu.

Etonnant comme alors la réalité change... Le statut des saisonniers, vu par le regard d'un étranger; la vente de nos avions "civils" au Guatemala, vue par un réfugié; ... nos pratiques bancaires, vues par un Noir du Zaïre ou d'Afrique du Sud...

Etonnant comme notre lecture de la Bible change, elle aussi. A chaque page, on découvre un Dieu qui choisit de se mettre du côté des plus faibles (Exode 3), un Esprit qui fait tenir debout ensemble ceux qui étaient écrasés et disséminés (Ezéchiel 37), un Père qui n'économise pas sa tendresse mais se fait appeler "l'indomptable" lorsqu'il s'agit de défendre un opprimé (Esaïe 49).

Même les mots les plus dociles, les voilà qui se rebellent. L'obéissance (Hébreux 5) devient obéissance à un dissident condamné en partie pour avoir dit que le sabbat — la loi — était fait pour l'homme et non l'inverse; le jeûne s'identifie au fait de lutter pour rompre tous les jougs (Esaïe 58); et la parole de Dieu devient une épée à deux tranchants (hébreux 4).

Cette lecture renouvelée de la Bible, elle ne va pas de soi. Elle nécessite une rupture. Il faut retrouver la liberté d'une époque où la croix n'était "ni un ornement du trône de l'empereur ni un symbole d'ordre et d'honneur, mais un signe de contradiction et de scandale"... (Moltmann).

Cette rupture, cette sortie du camp, beaucoup de nos frères chrétiens ont dû la faire, dans les bidonvilles de Sao Paulo ou de Manille. Et lorsqu'ils partagent la Parole de Dieu avec nous, apparaissent alors des trésors insoupçonnés.

Si nous tentons de "sortir du camp", comme la lettre aux Hébreux nous y invite, alors la Parole retrouvera pour nous aussi son goût de sel, sa force de levain, sa nouveauté pascale.

■ Croquis : LA MARCHÉ DE PAQUES

Impressionnante cette immense cohorte (on l'a dit de plus de vingt-cinq mille personnes) qui franchit trois frontières et marche dans un calme remarquable des heures durant. Mélange des nationalités, mélange des langues, mélange des âges (les têtes blanches ne manquent pas, ni dans le cortège ni aux fenêtres, pour encourager les marcheurs).

Irritants certains slogans ou calicots. Comme si c'était si simple... comme si les autres n'avaient qu'à... On ne marche pas pour "la paix", pas plus qu'on ne marche pour "l'amour" ou contre "la violence" ou encore "l'égoïsme"...

La paix, si c'est un don, c'est aussi une tâche, c'est aussi la conséquence d'un certain mode de vie, le fruit d'un certain combat.

Ambiguë, comme Jeanne Hersch — commentant en studio le téléjournal du soir de Pâques — la qualifiait avec une pesante assurance ? Peut-être, mais quel autre moyen non violent de crier son indignation face à la course aux armements, aussi récente que profondément scandaleuse ? Est-on condamné à vivre dans cette fin de siècle où vont continuer à augmenter le nombre des victimes de la faim et de la peur et le nombre de milliards consacrés au surarmement ?*



Un moment. Une telle journée ne peut être qu'une étape d'une marche qui doit se poursuivre dans le pas-à-pas quotidien, beaucoup moins spectaculaire. Prière, travail de militant, lutte contre le maldéveloppement où s'enracine la violence que l'armement aura pour tâche de contenir... Tout nous pousse à dire que c'est bien ainsi que l'entendait l'immense majorité des participants.

* Il faut signaler la prise de position positive de la commission nationale "Justice et Paix" pour qui "de tels actes publics méritent considération et doivent susciter de la réflexion, car ils expriment la volonté de s'opposer à la guerre et à l'autodestruction qui menace l'humanité... Les fêtes pascales expriment l'espérance qui ne cède pas à la résignation..."

A PROPOS DE LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX

Cette commission a fait parvenir ces temps derniers le bilan de ses activités, un bilan fort intéressant. S'il nous est arrivé dans ces colonnes de regretter, dans les années passées, la trop grande discrétion de la commission, il faut relever que ses dernières publications sont d'excellente qualité et d'une réelle indépendance de jugement. Nous pensons à celle qui concerne "l'initiative sur les banques" (4 francs) et, tout dernièrement, celle qui concerne "le service militaire - objection au service militaire - service civil" (6 francs).

Souhaitons qu'elles trouvent auprès des chrétiens tout l'écho qu'elles méritent. En effet, commission consultative de la Conférence des évêques, "Justice et Paix" désire que ses services profitent directement à la base également, "aux prêtres et aux laïcs préoccupés des questions de droits de l'homme, de paix et de développement".

Réagir face aux événements et même les précéder, comme dans le cas du communiqué ci-dessus, est pour la commission le meilleur moyen de se faire connaître et de montrer aux communautés chrétiennes les services qu'elle peut leur offrir et dont ils auraient tort de se priver.

INDE Une pierre deux coups

La jacinthe d'eau est une des plantes aquatiques qui menace le plus le Tiers Monde. Avec sa rapide croissance, elle obstrue les cours d'eau, gêne la navigation et la production d'électricité.

Or, les chercheurs du laboratoire régional d'Hyderabad ont réussi à transformer cette plante en papier à écrire de qualité supérieure. Technologie simple destinée aux zones rurales, elle devrait permettre d'offrir un papier à un prix très intéressant, et cela en assainissant les marais et en évitant de s'en prendre aux arbres, si menacés dans le Tiers Monde.

(d'après "Forum de Développement")

BRESIL Victoire des Indiens Tapirapé

Il arrive parfois des victoires dans le combat pour la justice ! Ainsi celle qu'ont obtenue des Indiens du Brésil, grâce notamment à un large appui international. Ci-dessous la lettre qu'ils adressent en remerciement à tous ceux qui les ont soutenus dans leur revendication. Actuellement, les opérations de cadastrage de leur terre sont en cours.

Village Tapirapé, le 5 février 1982

*Compagnons indiens,
Compagnons toris paysans (tori = non indien, c'est-à-dire blanc),
Compagnons toris de la ville du Brésil et de l'étranger,*

On vous remercie de votre soutien. Vous avez donné un soutien important pour nous. On vous remercie de tout le soutien que vous avez donné.

Maintenant, il faut aller de l'avant. Il faut, vous aussi, lutter comme nous on a mis le paquet pour obtenir cette terre-là. Parce que nous, on a besoin de la terre. Parce que nous, on en a vraiment besoin pour vivre. Combien de fois on a lutté pour obtenir cette terre-là. Ça fait presque vingt ans rien qu'en bagarres.

Maintenant on a réussi à régler notre terre. On est contents du soutien que vous avez donné. On va vous soutenir vous aussi. Vous ne pouvez pas mollir devant le grand domaine. Vous ne pouvez pas croire le grand domaine. Le grand domaine nous trompe complètement, mais nous, on a réussi à garder notre région. Vous aussi vous pouvez garder votre terre. La garder comme nous. C'est comme ça qu'on a lutté sur notre terre. Vous aussi vous pouvez. Et vous allez réussir à obtenir votre terre.

Si vous mollissez devant le grand domaine, le grand domaine l'emporte sur vous.

Un abraço à vous tous, compagnons.

(Dial)

PAIN POUR LE PROCHAIN Bons résultats

On se souvient de la polémique qui avait suivi la parution du calendrier Pain pour le Prochain et de l'Action de Carême 1981 sur le thème "risquer la paix". Essentiellement venues de la Suisse alémanique, ces critiques allaient-elles avoir pour résultat une baisse dans les soutiens financiers accordés à cette organisation ?

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 19 février à Berne, Hans Ott, son secrétaire central, a annoncé qu'il n'en était rien. Au contraire, les cantons où les discussions furent les plus vives ont enregistré les plus fortes augmentations de recettes (Zurich, plus 4 %, Argovie, plus 7 %, Berne et Saint-Gall, plus 11 %).

Il est permis de voir dans ce fait un signe réjouissant. Des chrétiens sont prêts à soutenir financièrement une organisation d'Eglise lorsqu'elle prend des positions parfois plus engagées. Voilà qui doit inviter les Eglises au courage.

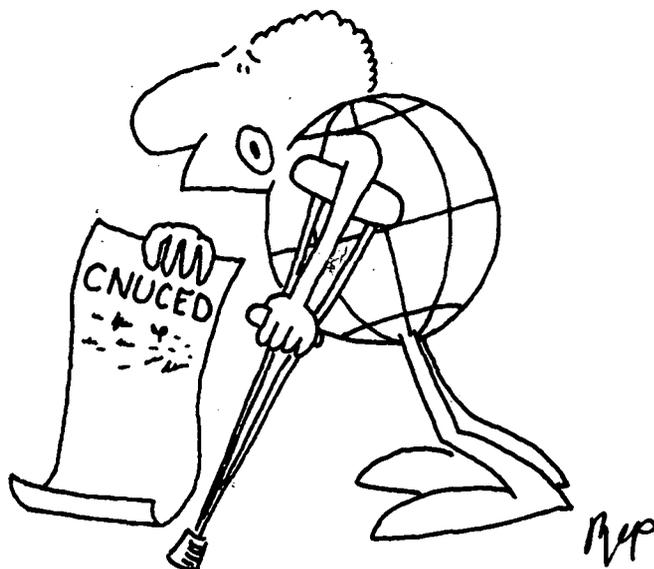
■ PRIX DES MATIERES PREMIERES Nouvel échec

Lors de la conférence de la CNUCED qui s'est tenue à Nairobi en 1976, la décision avait été prise de créer un fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières.

Sans entrer dans le détail, on peut rappeler que ce projet devait permettre d'éviter la spéculation sur le prix des matières premières, si ruineuse pour les économies du Tiers Monde. Avec la mise en place de stocks régulateurs, on assurait ainsi aux pays producteurs une rémunération plus régulière de leurs exportations. Ce qui est vital quand on sait le degré de dépendance de certains pays par rapport à une seule production : le Ghana dépend du cacao pour 76 % de ses devises, le Soudan du coton pour 61 %, le Zaïre du cuivre pour 60 %.

Eh bien, cet accord, accepté pour l'essentiel en juin 1980, n'a été ratifié que par vingt-trois pays et n'a donc pas pu entrer en vigueur le 1er avril comme prévu.

Décidément, que d'obstacles dressés pour éviter un commerce international plus équitable !



MEILLEURS VOEUX...

... au bulletin "INTERROGATION", qui souffle ce mois ses dix bougies.

■ ZAIRE

Pierre de Quirini, jésuite et professeur à Kinshasa, a entrepris la rédaction de brochures destinées à faire connaître aux Zaïrois quels sont leurs droits. Tirées à 60 000 exemplaires, elles ont pour titre : "Le droit des Zaïrois" et "Comment fonctionne la justice au Zaïre". Trois autres brochures sont sous presse pour compléter l'information des gens. Ce projet, qui reçoit le soutien de chrétiens hollandais, est une forme d'aide un peu surprenante mais combien importante pour un développement qui aide vraiment tout homme à se mettre debout.

► Education au Développement

Cette tâche difficile fait l'objet du dernier numéro de la revue "Entwicklung-Development", publication de la DDA (Coopération au Développement officielle de notre pays).

En une trentaine de pages, Pierre Pradervand mène l'enquête sur les efforts réalisés dans le domaine de la sensibilisation au développement dans dix pays européens et au Canada.

La lecture de ce dossier, jamais doctrinaire, est très stimulante. On y découvre l'évolution d'une problématique, les faux pas que l'on n'a pas su éviter (par exemple la culpabilisation toujours stérile), enfin les ressources en fonds et en créativité mobilisées par des pays proches du nôtre.

A lire par tous ceux qui, dans leur classe, leur parti, leur syndicat, leur communauté, leur famille..., tendent à l'avènement d'une Suisse plus solidaire.

Rappelons que l'on peut recevoir cette brochure gratuitement et régulièrement en s'adressant à DDA/DFAE Information - 3003 Berne (parution trimestrielle).

1. En Suède, le gouvernement alloue à des tiers des sommes très importantes pour le travail d'information/éducation sans poser de conditions quant à la façon dont l'argent sera dépensé.
2. La très grande liberté de critique à l'égard des programmes gouvernementaux laissée aux ONG (même subventionnées par le gouvernement), ceci aux Pays-Bas et en Suède surtout.
3. Le fait qu'aux Pays-Bas, siège de quelques puissantes multinationales, le gouvernement finance indirectement des études critiques de la politique de ces mêmes multinationales hollandaises.
4. Aux Pays-Bas encore, le musée pour enfants d'Amsterdam et l'impact remarquable de la revue Samsam lue par près de 40% des enfants du pays âgés de 9 à 14 ans.
5. En Suède encore, l'éducation au développement est considérée comme tellement importante que le Ministre de l'Éducation nationale l'a incluse officiellement dans les programmes des écoles du pays entier et que des milliers d'enseignants ont déjà suivi une formation spéciale dans ce domaine.
6. Dans tous les pays visités, l'information sur le développement inclut de plus en plus une critique du «mal-développement» et situe l'origine de certaines formes du sous-développement du tiers monde dans les modes de vie et les structures économiques des pays industrialisés.
7. Dans la plupart des pays, seule une petite minorité du public touchée par les ONG est sensibilisée aux problèmes du tiers monde et souvent encore bien superficiellement. La nécessité d'une nouvelle approche, complétant le travail des ONG, est vivement ressentie. La création du Secrétariat pour la Prospective canadienne («Futures Secretariat») témoigne de ce besoin.
8. L'action de conscientisation en milieu ouvrier entreprise par l'organisation IKVOS aux Pays-Bas montre clairement que même dans ce milieu — considéré comme souvent assez hostile au tiers monde — l'éducation au développement passe parfaitement dès lors qu'on sait mettre en relief l'analogie entre la situation d'ouvriers européens et celle de travailleurs de pays en développement lorsque les économies n'obéissent qu'aux seuls critères de rentabilité économique.

■ PHILIPPINES
L'Eglise et la répression
sous le régime de Marcos

"L'Eglise des Philippines doit se lier avec les pauvres et les opprimés, fût-ce au risque de devenir la cible de l'appareil répressif de l'Etat." C'est ce qu'a déclaré le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, dans une allocution prononcée à l'Université Saint-Thomas. Le prélat a indiqué trois terrains d'affrontement entre l'Eglise et l'Etat : l'absence de pluralisme dans la société, le manque de liberté de l'information, les atteintes aux droits de l'homme.

Quelques semaines plus tôt, le cardinal Sin avait écrit à Mgr John R. Roach, président de la conférence des évêques des Etats-Unis, pour que ces derniers usent de leur influence afin que change la politique américaine aux Philippines. Selon lui, l'aide matérielle américaine au régime Marcos alourdit les souffrances du peuple philippin.

Par ailleurs, le Comité pour les prisonniers politiques aux Philippines, qui dépend de l'Eglise, a recensé 307 cas d'exécutions sommaires en 1981, contre 502 pour les cinq années précédentes, et un total de 268 disparitions en six ans.

(I.C.I.)

● A propos de haricots

Hiver comme été, les haricots verts ne quittent désormais plus leur place sur les marchés européens. Ces légumes produits à contre-saison, d'où viennent-ils ? Au profit de qui ? Que penseraient les missionnaires allemands qui ont introduit en 1920 la culture maraîchère en Haute-Volta s'ils savaient qu'aujourd'hui le paysan fournit, en travaillant pour 0,26 francs français à l'heure et au risque de l'appauvrissement de sa terre, les marchés européens ?

Un dossier intéressant de Faim et Développement, "La filière du haricot vert", 70 pages, 5 FF.

■ "0,7"
Du nouveau

Pour nos lecteurs, l'initiative "0,7" n'est plus à présenter. Ils se rappellent qu'il s'agit d'une contribution qui permettrait à notre canton d'atteindre progressivement, dans son aide au développement, le pourcentage proposé à la CNUCED : 0,7 %.

La date de la votation est fixée au 26 septembre, moment guère favorable puisque suivant de peu la démobilisation de l'été.

Ces jours prochains, les Commissions Tiers-Monde vont se concerter pour voir de quelle manière elles vont apporter leur soutien à cette initiative. Le prochain bulletin vous donnera davantage de renseignements concrets.

Ceux qui le veulent peuvent déjà s'associer au travail du groupe qui a lancé l'initiative. Par exemple, par un appui financier, car une telle action nécessite des moyens.

Genève 0,7 – Case postale 44 – 1211 Genève 25
CCP 12 - 84

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Rappelons que le document contenant les interventions de MM. Tevoedjré et Bieler lors de la journée pasteurs-prêtres du 12 mars au COE est disponible au secrétariat.

Dans le cadre de l'Eglise catholique, il parviendra d'office aux prêtres ainsi qu'aux permanents d'Eglise.



J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

■ Faudra-t-il que nous attendions
d'avoir un pape du Guatemala ?

"Je suis une religieuse du Guatemala et j'ai dans les yeux et dans le cœur les terribles souffrances de mon peuple, des indigènes, des paysans, des travailleurs et de tous ceux qui tombent, victimes de tant de violence de la part des militaires et des paramilitaires du gouvernement. Ceci avec la complicité et la protection des Etats-Unis et des autres gouvernements et avec le silence trop grand des plus hautes autorités et de la hiérarchie de l'Eglise.

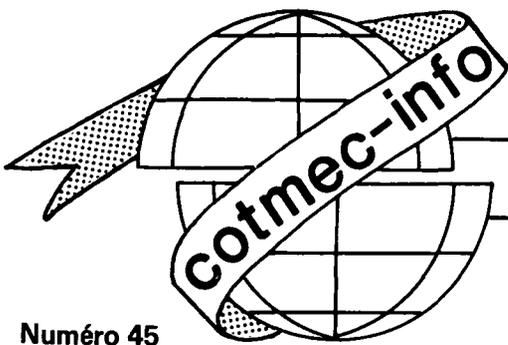
Le pape Jean-Paul II, qui est polonais, a parlé souvent et très clairement de la situation de la répression militaire en Pologne. Il a affirmé le droit à la résistance et a dénoncé la violation des droits de l'homme et des consciences.

Cela est bien. Mais pourquoi n'a-t-il pas parlé aussi clairement à propos du Guatemala et du Salvador dans ces années où nous souffrons tant de violations ?

Au Guatemala et au Salvador, on a assassiné plus de dix prêtres dans chaque pays, plusieurs religieuses, un archevêque au Salvador et un évêque expulsé au Guatemala. Chaque fois, œuvre des militaires et des paramilitaires du gouvernement. Que se passerait-il si, en Pologne, on assassinait maintenant prêtres, religieuses et évêques ? Au Guatemala, l'Eglise est persécutée.

Pourquoi tant de différence dans les déclarations du pape sur la Pologne et sur le Guatemala ou le Salvador ? Faudra-t-il que nous attendions d'avoir un pape guatémaltèque ?"

(Revue C.R.I.E. – Mexico)



■ A propos des Malouines "PLUS JAMAIS LA GUERRE"

Plus le temps passe plus l'événement des Malouines nous apparaît comme "une bonne question mal posée".

Une bonne question, car la décolonisation est un processus irréversible. De nombreux dossiers auraient gagné à être empoignés avant qu'ils ne s'enveniment. Les Malouines étaient de ceux-là.

Mais une question mal posée. Dans la violence. Par un pays qui souffre d'une hypertrophie de l'armée (l'Argentine compte deux cents généraux) et qui avait besoin de créer un événement extérieur pour détourner l'attention des problèmes intérieurs.

■ ■ ■

Il fut un temps où les différends entre les gens se payaient au comptant. Chacun se promenait armé et se chargeait lui-même de réparer les offenses ou les torts dont il estimait être la victime.

Depuis, les choses ont changé. le port d'arme est réglementé et le droit de s'en servir plus encore. Les conflits individuels ont trouvé pour se régler d'autres voies, plus longues probablement, moins meurtrières sûrement.

Les premiers qui ont dû émettre l'idée qu'il y avait une autre façon de régler les conflits et qu'il était sage de ne pas trop s'armer... ont certainement dû s'entendre traiter d'inconscients, faisant bon marché de la sécurité. Et on peut s'imaginer que les marchands d'épées et d'escopettes ne devaient pas être absents des débats. Dieu merci, ils n'ont pas eu le dessus. Et on est parvenu à enlever toute légitimité à la vengeance. Honneur et sang versé ont à jamais été dissociés.

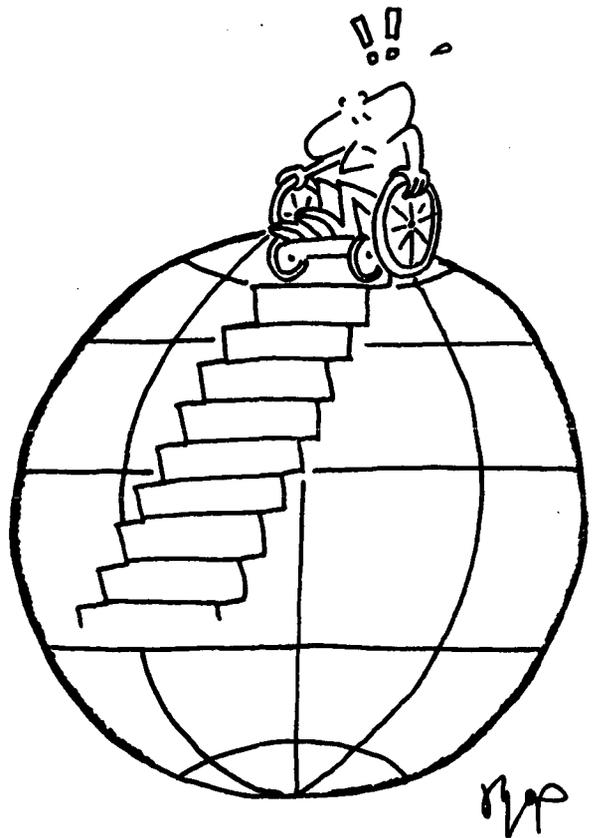
Il a fallu des siècles pour cela. Et la part qui revient au message de l'Évangile dans ce long cheminement n'est pas mince.

Il est temps de transposer ces pas de civilisation dans les conflits entre nations. De retirer toute légitimité à une résolution armée et directe d'un conflit. Il est temps de réglementer le "port d'armes" à l'échelon international. Et cela malgré ceux qui crieront à l'insécurité, malgré la propagande de ceux, nombreux, qui vivent de la guerre, soit qu'ils travaillent à la production, à la vente, à la revente des cinq cents milliards de dollars d'armement annuels, soit qu'ils trouvent à l'armée le poste stable et bien rémunéré dont ils ont besoin.

On nous fera remarquer qu'il y a armée et armée, conflit et conflit. A juste titre. Mais dans le cas des Malouines, si tous les soldats engagés dans le conflit ont droit à notre respect, notre estime ne devrait-elle pas aller à ceux qui — dans les deux camps — auraient fait acte de désobéissance ? ■

■ ENVIRONNEMENT Il y a dix ans, Stockholm

Le 5 juin 1972, s'ouvrait la première conférence des Nations Unies pour l'environnement. Partage d'informations et d'utopies, de projets, de cris d'alarme.



Par la vision de nombreux handicapés en chaises roulantes, victimes de la pollution de la baie de Minamata, l'Occident découvrait mieux que par le plus documenté des exposés les conséquences d'un développement industriel à tout prix, tel qu'il était pratiqué au Japon, ce Japon qui semble encore actuellement — dans ce domaine — l'exemple à ne pas suivre. La revue "Forum du Développement" consacre, à l'occasion de cet anniversaire, un dossier passionnant d'où nous extrayons les quelques remarques ci-dessous.

■ Sauver le droit d'être grand-père

La sauvegarde de la planète et des ressources qu'elle peut nous offrir, cela n'est pas un problème de luxe, un sujet de discussion pour rêveurs. Voilà comment Olof Palme voit cette tâche : "Qu'on ne s'y trompe pas : renverser le courant, changer le cours de l'histoire sera la tâche la plus ardue que le genre humain ait jamais accomplie, car il lui faudra renoncer à quelques-uns de ses droits les moins précieux : celui de faire la guerre, de surpeupler le monde ou de le ▶ ▶

dépeupler, de polluer, d'opprimer, afin de préserver ses droits les plus précieux : celui de manger, de boire, de respirer, de vivre et d'aimer sans promiscuité et en bonne santé et le droit d'avoir des petits-enfants. Le chemin menant à ce choix de droits, conduisant à ce que Hegel a appelé la reconnaissance de la nécessité, sera long et ardu. Mais tous les chemins doivent partir de quelque part. Ceux qui attachent plus de prix à un amour réfléchi de l'homme qu'à un amour émotionnel de l'argent et de la puissance se joindront à nous pour espérer que ce chemin part aujourd'hui de Stockholm."

■ Des femmes accrochées aux arbres

Le problème de l'environnement a été perçu — et c'est le cas encore pour beaucoup — comme un problème pour pays industriels avancés et qui ont les moyens d'opérer les changements nécessaires. Quant au Tiers-Monde, il a d'autres soucis... Il n'est pas totalement révolu le temps où des dirigeants du Tiers-Monde disaient aux directeurs des entreprises occidentales : "Venez vous servir de nos arbres et de notre eau. Venez implanter vos usines, même polluantes". Mais des mouvements ont commencé à apparaître. Ainsi le mouvement Chipko dans le Garwal (Himalaya) : des femmes, par une série d'actions spontanées et notamment en s'accrochant aux arbres avec les bras, empêchent les abattages. S'opposant ainsi à l'Etat mais aussi parfois aux membres de leurs propres familles pour qui la vente d'un arbre alimenterait de trop maigres ressources.

■ Des faits réjouissants

Le rapport que le "Programme des Nations Unies pour l'environnement" a réalisé au terme de cette décennie empêche toute illusion. Toutes les nuisances ont augmenté : CO₂ dans l'atmosphère, hydrocarbures dans les océans, consommation d'engrais chimiques et de pesticides, utilisation de l'énergie, dépenses militaires... Ceci dit, il convient de relever que si, en 1972, douze pays seulement avaient un service de l'environnement, cent six pays en ont actuellement un. Pour ce qui est du Tiers-Monde, certains faits méritent d'être relevés :

- ainsi le projet du Canal Jouglai, au Soudan, qui a été modifié;
- ainsi une usine chimique prévue dans l'ouest du Kenya et qui a été déplacée dans une région du pays moins vulnérable;
- ainsi certains autres projets considérés comme viables du seul point de vue économique et qui ont été abandonnés.

Il faut mentionner ici la multiplication des études écologiques, la création de nouvelles réserves et certains projets à vaste échelle (eau, culture, sol, forêt), tel celui qui est à l'étude pour l'Ile du Cap Vert.

● Une bonne nouvelle

Le groupe genevois de la Déclaration de Berne a décidé d'employer à un cinquième de temps une animatrice. Avec sa formation en sciences politiques, avec son expérience d'enseignement et le journalisme, Arlette Kaiser sera certainement en mesure d'aider des groupes à Genève à avancer dans l'action "la faim est un scandale" et dans toute prise de conscience en matière de solidarité internationale.

■ Derrière l'environnement, le partage

Le problème de l'environnement risque d'être une question annexe, une opération cosmétique, tant qu'on ne découvre pas son véritable enjeu : le droit à l'existence de tous les hommes, vivants et à venir.

On avait demandé à Gandhi, au début du siècle, ce que deviendrait l'Inde après son indépendance. Une autre Angleterre ? "Certainement pas", répondit le sage. "Réfléchissez. Il a fallu à l'Angleterre la moitié du globe pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. De combien de globes aurait besoin l'Inde ?"

Pourtant des gens du Tiers-Monde se méfient lorsque les Occidentaux leur prêchent la sauvegarde de l'environnement. N'est-on pas en train de les fixer dans un rôle de "réserve touristique" ou d'éternel fournisseur de matières premières ?

Ceux qui demandent aux pays non industrialisés de ne pas les suivre dans leur façon de vivre ne seront crédibles que dans la mesure où ils s'emploient chez eux à la modifier. On ne peut que souhaiter que les écologistes — certes avec réalisme — reprennent souffle, recommencent à nous déranger, redeviennent activement les porteurs d'une prise de conscience. Comme le dit un journaliste interrogé, "ce n'est pas le moment d'être raisonnables".

■ Pax Christi SEMER LA DIVISION...

Qu'il est tentant, lorsque quelqu'un dénonce une situation, de l'en rendre responsable ! Les exemples ne manquent pas dans l'actualité de notre pays.

N'est-ce pas par un tel procédé que le mouvement Pax Christi se retrouve aujourd'hui au banc des accusés ? Ce que lui reproche le CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), c'est le côté unilatéral des rapports publiés récemment (à propos du Salvador, du Nicaragua et du Honduras). C'est surtout la mise en cause de l'attitude de certains évêques et du CELAM lui-même. C'est surtout le fait de "semer la division dans l'Eglise".

Dans le cadre de ce bulletin, nous avons déjà eu l'occasion de recommander les rapports incriminés. Ils ont généralement été accueillis comme faisant preuve de liberté, élaborés à la suite de nombreuses rencontres dans divers milieux.

Ils comportent, certes, une certaine mise en question de personnes et de structures mises en place. Mais pouvait-il en être autrement lorsqu'il est question du CELAM dont nous avons souvent pu mesurer l'ambiguïté politique et la vérifier au cours de nombreux contacts, notamment avec des personnes dont le sens de l'Eglise et la réflexion évangélique ne peuvent être mis en doute ?

A combien de chrétiens les rapports de Pax Christi auront-ils rendu espérance en attestant d'une Eglise qui accepte de regarder l'aujourd'hui avec courage ?

Pax Christi a-t-il "semé la discorde" dans l'Eglise d'Amérique centrale ? L'unité de l'Eglise est une question difficile sur laquelle nous pourrions revenir dans le cadre de ce bulletin. Certes, elle est déterminante et condition de son témoignage. Elle ne peut pourtant pas s'établir à n'importe quel prix. Sans quoi l'Eglise serait semblable aux faux prophètes dont parle Ezéchiel qui égarent le peuple en disant "Paix, alors qu'il n'y a pas de paix" (13.10).

Une question que doivent se poser ceux qui reprochent à Pax Christi d'introduire la division dans l'Eglise : comment se fait-il que lors des obsèques de Mgr Romero plusieurs évêques salvadoriens étaient absents ?

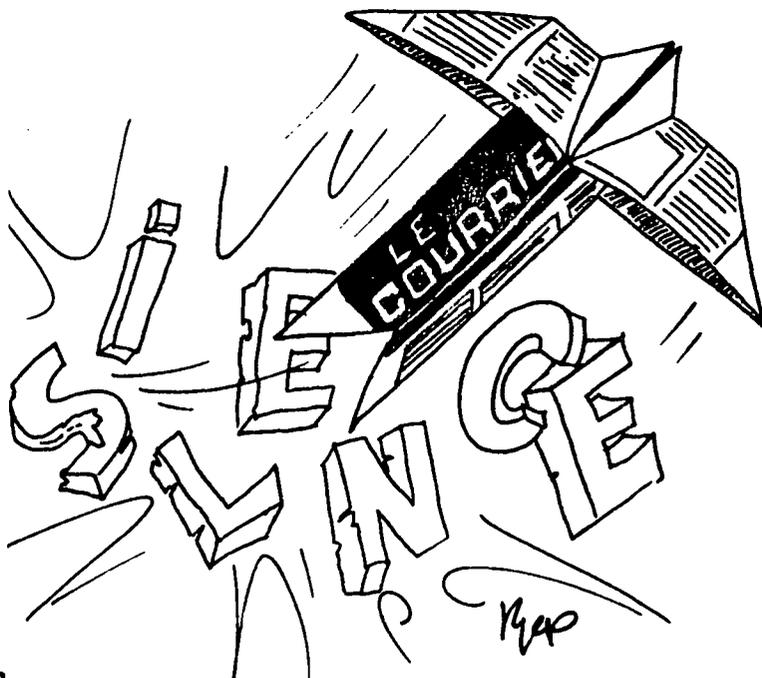
! Publicité

Une fois n'est pas coutume, notre bulletin aimerait se faire publicitaire l'espace d'un instant. Il voudrait s'associer à la campagne de promotion entreprise par le journal "Le Courrier".

Une commission comme la nôtre se doit d'être attentive à l'information sur les problèmes du Tiers-Monde, la défense des droits de l'homme et sur les conséquences internationales de nos décisions en matière de commerce et de politique. Eh bien, dans tous ces domaines, elle ne peut pas ne pas relever l'ouverture certaine du "Courrier", en quantité et en qualité.

Mais la différence, notre commission la "sent" plus encore lorsqu'elle envoie à la presse genevoise des communiqués et des prises de position qui, à part dans "Le Courrier", ne parviennent pas à franchir le mur du silence.

Pour ceux qui veulent faire l'essai et permettre à d'autres de le faire : "Le Courrier" - 3, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève. Tél. 28.22.77.



■ PROCES A NEW YORK La Suisse et les pavillons de complaisance

A New York, récemment, s'est ouvert le procès de l'Amoco-Cadiz. On se souvient de ce drame qui déversa sur les côtes bretonnes des tonnes de mazout, causant des torts pratiquement irréparables. Si une large mobilisation de bonnes volontés a pu aboutir à une toilette de surface, les fonds marins, eux, ont été atteints durablement, avec toutes les conséquences qui en résultent pour la pêche et l'ostréiculture...

Une fois faite la part des concours de circonstances, il faut rapidement en venir au problème des pavillons de complaisance, sous lequel naviguait le bateau qui a fait naufrage. Par "pavillon de complaisance" on entend cette façon de faire immatriculer son bateau au Liberia, au Panama, à Chypre... Il pourra ainsi naviguer à moindres frais sans être astreint aux mêmes normes de sécurité, sans que les matelots soient au bénéfice des mêmes conditions sociales (sécurité de l'emploi, salaire, assurances).

Maintes fois cette injustice légalisée a fait l'objet de discussions à la CNUCED mais tout assainissement de la situation trouve, dans les pays occidentaux, des adversaires résolus.

Il est intéressant de savoir que, selon une enquête de 1980, la Suisse (des entreprises de ce pays) venait au neuvième rang parmi les pays naviguant sous pavillon de complaisance, en exploitant cent vingt-six navires.

Il est fréquent de sourire de la "marine suisse". C'est un sourire jaune qui convient.

■ IRAK Quand on abat les médiateurs

Un train peut en cacher un autre. Les excès de la révolution iranienne et sa façon préoccupante de faire régner "l'ordre" peuvent détourner notre attention d'une guerre aussi discrète que meurtrière. Déclenchée par l'Irak le 22 septembre 1980, elle comptait déjà - cent jours plus tard - ses morts par milliers de part et d'autre.

Les Irakiens aimeraient probablement sortir d'une opération qu'ils avaient voulue éclair, destinée notamment à déstabiliser le régime de l'imam Khomeiny. Mais il est plus facile d'entrer en guerre que d'en sortir, et les mois passent sans que des espoirs sérieux de négociations apparaissent. Seuls augmentent les coûts de cette guerre insensée. Au mois de mars, on avançait les chiffres de quatre-vingt-huit mille morts du côté iranien et trente mille dans le camp adverse.

C'est sur cette toile de fond que, le 3 mai, s'est passé un événement particulièrement scandaleux : la destruction d'un avion ayant à son bord le ministre algérien des Affaires étrangères ainsi que treize autres personnes. Personnalité politique de grande valeur, négociateur avisé, Mohamed Séddik Benyahia entreprenait une mission de bons offices pour réconcilier les frères arabes ennemis. C'est ce qu'on a craint dans certains milieux irakiens hostiles à tout processus de paix. Et on continuera à tomber sur le champ de bataille.

■ LA LUTTE CONTRE LA TORTURE Un travail de fourmis

On le relevait dans l'éditorial à propos de la vengeance individuelle, de nombreux comportements, bannis par nous et nos contemporains, ne l'étaient pas dans le passé. S'ils ont quitté le champ des choses légitimes, possibles, nécessaires, c'est parce que nos aînés se sont battus, par la plume des penseurs ou le refus des opinions publiques.

Ainsi la torture. Certes, et depuis longtemps, elle a cessé d'être légitime. Les appareils de torture (magnéto et autres instruments) n'ont pas leur place dans les défilés et ceux qui les utilisent choisissent

des caves capitonnées pour le faire.

Mais il ne s'agit pas d'en rester là. Il faut se donner les moyens de limiter sa pratique qui, pour être souterraine, n'en est pas moins largement répandue. C'est à cela que s'emploie le "Comité suisse contre la torture" qui a fait un travail remarquable dans le cadre limité de l'ONU - où des pas, même timides, semblent prendre un temps infini à être franchis - ou pour la recherche de nouvelles pistes d'action.

Recevoir le bulletin d'information du "Comité suisse contre la torture" est un moyen de se tenir au courant des progrès de cet important combat, c'est aussi une façon d'appuyer ceux qui le mène. (Case postale 2042, 1002 Lausanne.)

■ Après neuf ans de travail LES DROITS DE LA MER

Vendredi 30 avril s'est achevée à New York une conférence ouverte il y a huit ans. Elle visait à régler un nombre important de questions litigieuses autour de l'utilisation des mers et l'exploitation des fonds marins. Car si la mer a été longtemps l'espace de la liberté et de l'infini, depuis quelques décennies elle est devenue objet d'intérêt, de convoitise : on y pêche soixante milliards de tonnes de poissons, on en tire un quart de la production pétrolière. Sans parler des nodules, ces gros "cailloux" déposés sur certains fonds marins et dont l'estimation des ressources qu'ils renferment atteint des chiffres astronomiques (six-cents fois la quantité de manganèse produit en 1973, par exemple). Mer-réservoir, mais aussi mer-dépotoir : on évalue à vingt-neuf mille tonnes le DDT qui y a été déversé depuis la deuxième guerre mondiale. Et mer-autoroute, avec tous les problèmes que cela entraîne (Amoco-Cadiz, etc...).

On comprend que le travail ne manquait pas pour arriver à la conclusion de ce traité refusé par quatre pays (USA, Israël, Turquie, Vénézuëla) et avec absence par dix-sept autres (dont les pays du bloc socialiste, la Grande-Bretagne et l'Allemagne notamment).

Une disposition intéressante mérite d'être relevée : celle de considérer comme "patrimoine commun de l'humanité" la "zone" comprenant tous les fonds marins situés au-delà des limites des Etats. Cette zone étant placée sous le contrôle d'une "Autorité internationale" qui a la tâche d'explorer et d'exploiter les ressources. Que deviendra cette clause si les USA n'approuvent pas le traité, eux qui devraient assurer le 25 % du financement de "l'Autorité" ? Et si elle fonctionne, ira-t-elle renforcer le privilège des forts ou pourra-t-elle réellement tenter de rétablir, par les ressources tirées de la mer, le déséquilibre causé par la répartition des ressources terrestres ? La revue "Vivant Univers" — qui a consacré un excellent numéro à ce sujet (337) — est plus que sceptique.

Pour ce qui est de la Suisse, elle qui fait partie de la trentaine de pays sans littoral (se trouvant ainsi en compagnie de nombreux pays africains notamment), elle a approuvé ce traité estimant que les droits des pays sans littoral étaient reconnus (liberté de navigation, garantie du droit pour les navires de séjourner dans des ports étrangers, obtention de la garantie du libre trafic).

■ "+ 0,7" Un rêve

● Dès maintenant, une quantité innombrable de groupements (groupes d'ânés, assemblées des pompiers, assemblées de quartier, séances d'information pour catéchistes...) consacrent une demi heure de leur réunion à parler de "0,7" après avoir évoqué les problèmes de solidarité internationale...

● Le 26 septembre 1982, au fond des urnes genevoises, 80 % de bulletins approuvant l'initiative 0,7. Autant de citoyens disposés à "investir pour la paix" en consacrant un pourcentage de leur revenu cantonal à combattre l'injustice par le développement...

● Plus important encore : dès l'année prochaine, autant de Genevois que de personnes prêtes à faire pression sur leurs élus pour plus de justice dans les rapports internationaux, dans les décisions fédérales, prêtes à gérer leur épargne d'une façon solidaire (SCOD...) parce qu'elles auront compris que l'injustice internationale n'est pas une fatalité...

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



INVITATION

Proposée par "Evangile et Culture" d'une part et le "Centre romand de formation permanente" d'autre part, une semaine œcuménique de formation biblique se déroulera à Sornétan du 27 juin au 3 juillet.

Au programme, un thème particulièrement actuel :

"Un prophète en temps de crise : Jérémie"

Renseignements auprès de :

Bernard Bonvin
Tél. 021 27.31.57.



■ CAOUTCHOUC Petite victoire

Le caoutchouc est un des produits agricoles qui rapporte le plus de devises dans le Tiers-Monde. On peut donc se réjouir de l'accord qui est entré en vigueur récemment. Les mesures approuvées éviteront au prix du caoutchouc de faire de trop grands écarts. Elles permettront également une certaine indexation de son cours pour éviter la détérioration des "termes de l'échange", ce mécanisme bien connu par lequel il faut toujours plus de matière première pour acquérir une quantité déterminée de produits industrialisés.

Les améliorations ainsi obtenues par le Tiers-Monde se répandent sur un nombre limité de pays (la Malaisie et l'Indonésie assurent le 73 % de la production mondiale). Toutefois, le fait mérite d'être souligné. Depuis 1976 où le programme sur les produits de base a été adopté, le caoutchouc est le premier produit pour lequel un accord est définitivement conclu.

Profitons de signaler que le Conseil fédéral a ratifié, ces jours derniers, la participation de la Suisse au fonds commun des matières premières. Lorsque ce fonds commencera à fonctionner, c'est-à-dire quand quatre-vingt-dix pays auront accordé leur participation, la Suisse pourra apporter son appui à un moyen relativement important d'améliorer les échanges internationaux.

Un rêve, certes. Mais qu'est-ce qui empêche d'essayer de le concrétiser ?

Pour aider à cela, il y a besoin de chacun, en particulier de chaque lecteur de Cotmec-Information. Pour un appui, une information, notez, en plus de l'adresse de notre secrétariat, celle de "0,7" : Paul-Olivier Valotton, tél. 20.04.20.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

NI DANS LE TREMBLEMENT DE TERRE, NI DANS LE FEU...

C'est une découverte de taille que le prophète Élie a faite et que nous a rapportée le livre des rois (ch. 19). Nous racontant sa rencontre avec Dieu, l'auteur écrit : "Il y eut un vent fort et puissant qui érodait les montagnes et fracassait les rochers : le Seigneur n'était pas dans le vent. Après le vent il y eut un tremblement de terre : le Seigneur n'était pas dans le tremblement de terre. Après le tremblement de terre, il y eut un feu, le Seigneur n'était pas dans le feu. Et après le feu, le bruissement d'un silence ténu..." Et le Seigneur était présent dans ce silence.

Depuis que le monde est monde, dans toutes les religions de tous les continents, c'est toujours dans l'extraordinaire, dans le gigantesque que l'on a cherché des signes de la présence de Dieu.

Et voilà qu'Élie découvre que ce n'est ni dans le fracassant, ni dans le terrifiant que Dieu se cache, mais au contraire dans le silence.

Est-ce que sa découverte s'est communiquée, est-ce que le message a passé ? Les racines païennes sont tenaces et on sait comment, de nos jours encore, c'est lorsque l'extraordinaire survient que Dieu retrouve sa place dans les conversations.

Et cela malgré les paroles et l'attitude de Jésus de Nazareth qui a veillé avec la plus grande attention à éviter cette méprise. Au point, nous dit Marc, de demander le silence à ceux qui avaient bénéficié de sa rencontre. Au point de renvoyer la foule lorsqu'elle était tentée par le culte du sensationnel.

L'enjeu est décisif. Si c'est dans l'extraordinaire et le démesuré que Dieu est présent, il y a bien des chances qu'il soit singulièrement absent de notre vie quotidienne. Et nous n'aurons rien retenu du message du charpentier de Nazareth. Lui qui souhaite qu'on fasse mémoire de lui avec un peu de pain et un peu de vin.

• • • • •

Un rapport avec la visite du Pape ?

Il n'est pas question de juger d'une façon légère l'histoire qui a chargé l'évêque de Rome d'un poids excessif, peu conforme à la tradition.

Il n'est pas question non plus d'en vouloir aux médias — dont c'est le rôle de braquer des projecteurs — de l'avoir fait sur cet homme habité d'une force sereine. Et cela particulièrement à une époque où le vent de l'insécurité souffle de façon persistante.

Enfin ce n'est pas nous qui allons regretter le fait que Jean-Paul II ait voulu faire place, dans son ministère, aux préoccupations internationales.

**AU NOM DE L'HOMME.
DE L'HOMME SOLIDAIRE PAR VOCATION
ET PAR NECESSITE**



Durant la célébration — comme durant toute la journée — le monde et ses blessures constamment présents.

Et pourtant...

Tout en réaffirmant notre solidarité avec cette Eglise que nous aimons et notre attachement à son ministère d'unité dont l'importance est décisive dans la construction d'une Eglise vraiment universelle, on ne peut pas ne pas se poser la question : n'y a-t-il pas une autre façon de dire ce que Jean-Paul II a à dire ? N'y a-t-il pas une autre forme à donner à ce ministère ? N'est-il pas temps de quitter l'engrenage de la démesure, dont l'ampleur des sommes dépensées, les attentats et l'augmentation des moyens de sécurité sont quelques signes révélateurs ?

N'est-il pas temps de rêver ? Un ministère de l'évêque de Rome, universel par l'écoute des Eglises locales et particulièrement des pauvres qui s'y rassemblent. Un ministère d'accueil — de voix parfois discordantes issues aussi d'autres cultures — qui sache pourtant, lorsque l'essentiel est menacé, être témoin de la Parole qui vient d'ailleurs.

N'est-il pas temps de rêver et de rêver efficacement ?

Que retenir de la journée genevoise de Jean-Paul II, pleine à ras bord ?

Le visage serein, grave parfois, d'un témoin de l'homme. Un témoin qui a déjà payé le prix et dont le ton et la démarche se sont faits plus pesants. Le changement n'est peut-être pas pour déplaire aux Genevois souvent réticents à trop d'enthousiasme.

■ AU CERN

Un propos nuancé, témoignant d'un intérêt réel porté par Jean-Paul II au domaine scientifique. Témoignant également d'une délicatesse certaine dans la façon de s'adresser aux non-croyants. On comprendra que, dans notre bulletin, ce discours ne nécessite pas un plus important commentaire.

■ AU CICR

Un satisfecit à une organisation dont l'efficacité et le rayonnement ne sont plus à démontrer. Une occasion de stigmatiser la torture en des termes que les chrétiens ne devraient plus oublier :

"A ce propos, dans le cadre des Droits de l'homme, je me permets d'insister encore sur la torture et les autres traitements inhumains..."

(...) Dans ce service de l'homme, les chrétiens rejoignent facilement les buts et la pratique de la Croix-Rouge. Ils trouvent dans leur foi un stimulant et des motivations supplémentaires pour voir dans l'homme blessé, avili ou dans la détresse, un prochain à aimer et à secourir, quelle que soit son identité; bien plus, ils y voient la figure même du Christ qui s'est identifié au prisonnier, au malade, à l'étranger, à l'homme dépouillé de tout. Combien de pages de l'Evangile prennent ici un relief saisissant, à commencer par la parabole du Bon Samaritain ! Et pour ce qui est de la torture, le chrétien est confronté dès son enfance avec le récit de la passion du Christ. Le souvenir de Jésus mis à nu, frappé, tourné en dérision jusque dans ses souffrances de l'agonie, devrait toujours lui faire refuser de voir un traitement analogue appliqué à l'un de ses frères en humanité. Spontanément, le disciple du Christ rejette tout recours à de tels moyens, que rien ne saurait justifier et où la dignité de l'homme est avilie chez celui qui est frappé comme d'ailleurs chez son bourreau."

■ A L'OIT

■ Réaffirmation de l'Evangile du travail

Entre la visite prévue il y a un an et ce 15 juin, l'Encyclique sur "le travail humain" a paru. Personne n'attendait donc des orientations très nouvelles dans l'allocution adressée aux participants de la 68e Conférence internationale du travail.

Dans notre bulletin no 38, nous avons fait une lecture assez approfondie de l'encyclique. Nous nous bornerons donc à souligner les accents nouveaux contenus dans le discours.

■ Au centre, l'homme

Comme dans l'encyclique, à plusieurs reprises, Jean-Paul II a conscience de devoir proclamer ou rappeler un "évangile du travail" (No 7). C'est le lien entre travail et personne humaine, travail et sens de la vie — au point de parler de "la nature spirituelle du travail".

... "Le problème du travail a un lien extrêmement profond avec celui du sens de la vie humaine. Par ce

lien, le travail devient un problème de nature spirituelle, et il l'est réellement. Cette constatation n'enlève rien aux autres aspects du travail, aspects qui sont, pourrait-on dire, plus facilement mesurables et auxquels sont liées des structures et des opérations diverses de caractère "extérieur", au niveau de l'organisation; cette même constatation permet au contraire de replacer le travail humain, de quelque manière qu'il soit exécuté par l'homme, à l'intérieur de l'homme, c'est-à-dire au plus profond de son humanité, dans ce qui lui est propre, dans ce qui fait qu'il est homme et sujet authentique du travail."

■ Progrès, pour qui ?

Dans une époque où les performances semblent s'accumuler et indiquer une marche vers le progrès, Jean-Paul II pose une question qu'il faut entendre : c'est un progrès pour qui ? Quels sont les critères d'évaluation du travail ?

... "Si le travail doit toujours servir au bien de l'homme, si le programme du progrès ne peut se réaliser qu'à travers le travail, il existe alors un droit fondamental à juger du progrès selon le critère suivant : le travail sert-il réellement l'homme ? Correspond-il à sa dignité ? Par lui, le sens propre de la vie humaine s'accomplit-il dans sa richesse et sa diversité ? Nous avons le droit de penser ainsi le travail de l'homme; nous en avons aussi le devoir. Nous avons le droit et le devoir de considérer l'homme non pas en tant qu'il est utile ou inutile au travail, mais d'envisager le travail dans sa relation avec l'homme, avec chaque homme, de considérer le travail pour autant qu'il est utile ou inutile à l'homme. Nous avons le droit et le devoir de réfléchir sur le travail en tenant compte des diverses nécessités de l'homme, dans les domaines de l'esprit et du corps, de traiter ainsi du travail de l'homme, dans chaque société et dans chaque système, dans les zones où règne le bien-être, et plus encore là où sévit l'indigence. Nous avons le droit et le devoir de prendre cette manière de traiter du travail dans son rapport avec l'homme — et non l'inverse — comme critère fondamental d'appréciation du progrès lui-même. Car le progrès exige toujours une évaluation et un jugement de valeur : on doit se demander si tel progrès est suffisamment "humain" et en même temps suffisamment "universel"; s'il sert à niveler les inégalités injustes et à favoriser un avenir pacifique du monde; si, dans le travail, les droits fondamentaux sont assurés, pour chaque personne, pour chaque famille, pour chaque nation. En un mot, on doit se demander constamment si le travail sert à réaliser le sens de la vie humaine..."

■ Solidarité pour la justice...

En affirmant que le travail "fait l'union de tous", Jean-Paul II souligne une évidence : aucune activité professionnelle ne peut s'exercer individuellement. Faut-il en conclure que le pape nie tout affrontement entre partenaires sociaux ? Comme ils l'avaient fait au lendemain de la parution de l'encyclique, certains ne manqueront pas de le lui faire dire. A tort. Sans quoi il n'aurait pas tant insisté sur le droit à la liberté syndicale. Sans quoi il n'aurait jamais affirmé : L'homme au travail doit lui-même assumer la défense de la vérité et de la vraie dignité de son travail" (13). Ceci dit, il reste vrai — et il a raison de le souligner — que certains conflits de classes et certaines

revendications peuvent, dans la conjoncture actuelle, être suicidaires et se retourner contre leurs auteurs.

■ Une solidarité sans frontières

Mais la concertation au sein de l'entreprise ne suffit pas. Elle doit étendre son regard plus largement. Quelle dévalorisation si le mot "solidaire" servait à désigner les efforts des ouvriers de l'hémisphère nord s'organisant pour augmenter leurs avantages... sur le dos des gens de celui du sud. En d'autres termes, la terre appartient à tous. Quoi de plus biblique ?

... "Le problème de l'homme au travail se présente aujourd'hui dans une perspective mondiale qu'il n'est plus possible de ne pas prendre en considération. Tous les grands problèmes de l'homme en société sont désormais des problèmes mondiaux ! C'est à l'échelle du monde qu'ils doivent être pensés, dans un esprit réaliste, certes, mais aussi dans un esprit novateur et exigeant. Qu'il s'agisse des problèmes des ressources naturelles, du développement ou de l'emploi, la solution adéquate ne peut être trouvée qu'en tenant compte des perspectives internationales. Il y a quinze ans déjà, en 1967, Paul VI faisait remarquer dans l'encyclique "Populorum progressio" : 'Aujourd'hui, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale' (n.3). Depuis lors, bien des événements ont rendu encore plus évidente cette constatation. La crise économique mondiale avec ses répercussions dans toutes les régions du globe nous force à reconnaître que l'horizon des problèmes est de plus en plus un horizon mondial. Les centaines de millions d'être humains affamés ou sous-alimentés, qui eux aussi ont droit à sortir de leur pauvreté, doivent nous faire comprendre que la réalité fondamentale, c'est désormais l'humanité tout entière. Il existe un bien commun qui ne saurait plus se limiter à un compromis plus ou moins satisfaisant entre des revendications particulières ou entre des exigences uniquement économiques. De nouveaux choix éthiques s'imposent; une nouvelle conscience mondiale doit être formée; chacun, sans renier ses appartenances et ses enracinements dans sa famille, son peuple et sa nation, ni les obligations qui en découlent, doit se considérer comme membre de cette grande famille, la communauté mondiale."

■ Les conséquences de la productivité

En présentant l'encyclique en octobre dernier, nous avons regretté que certaines questions — fondamentales — ne soient pas évoquées. Par exemple celle de savoir si, avec l'augmentation de la productivité, un travail tel que semble l'entendre Jean-Paul II pourra encore longtemps être offert à tous. Nous avons donc été heureux de lire le paragraphe ci-dessous :

... "Une de ces causes peut être trouvée dans le perfectionnement des instruments de production qui limite progressivement la part directe de l'homme dans le processus de la production. On entre ainsi d'une nouvelle manière dans l'antinomie qui risque d'opposer le travail humain au "capital", entendu comme l'ensemble des moyens de production, comprenant les ressources de la nature et aussi les moyens par lesquels l'homme s'approprie ces richesses qui lui sont données gratuitement et les transforme à la mesure de ses besoins. Ainsi est posé un problème nouveau, qui commence à peine à se manifester dans toutes ses dimensions et ses conséquences. Le distinguer, même avec des contours encore vagues et imprécis, c'est être disposé à chercher une solution dès le début, sans trop at-

tendre qu'il s'impose par la force des dégâts qu'il cause. la solution doit être trouvée dans la solidarité avec le travail, c'est-à-dire en acceptant le principe de la primauté du travail humain sur les moyens de production, la primauté de la personne au travail sur les exigences de la production ou les lois purement économiques. La personne humaine constitue le critère premier et ultime pour la planification de l'emploi; la solidarité avec le travail constitue le motif supérieur dans toutes les recherches de solutions et ouvre un nouveau champ à l'ingéniosité et à la générosité de l'homme..."

Lire cela au pays de l'horlogerie — où s'opèrent les restructurations que l'on sait — voilà qui ne devrait pas rester sans écho.

■ Une parole pour tous

Une bonne nouvelle (évangile) du travail n'est pas un rapport d'une commission d'experts. N'allons pas en attendre le fruit des dernières analyses, ou des propositions de stratégies à court, moyen et long termes.

Une bonne nouvelle a rempli son rôle si elle dénonce un certain nombre de slogans qu'on est si prompt à transformer en dogmes : "le chômage, une fatalité". "Les temps sont durs, il faut penser d'abord à la Suisse." "Le travail aliénant ?... au jour d'aujourd'hui, il ne faut pas faire les difficiles." "C'est neuf heures à tirer, après il y a les loisirs..."

Une bonne nouvelle remplit son rôle si, d'autre part, elle invite à reconstruire. En suscitant chez celui auquel elle s'adresse la volonté d'en devenir l'artisan, sujet libre et responsable.

A tous — à commencer par les chrétiens — d'utiliser la part (même minime) de liberté dont ils disposent. Evaluer avec les critères cités plus haut les progrès et les projets de leur entreprise, s'ils sont cadres. Elargir à l'échelle de l'humanité la dimension de leur solidarité, s'ils sont employés...

Personne ne peut légitimement esquiver les questions que Jean-Paul II a adressées ce 15 juin au monde du travail.

Nous enverrons volontiers les photocopies des discours et de l'homélie à ceux qui en feront la demande au secrétariat.

■ Reflets de l'homélie

Dans la pensée de ceux qui, à Genève, ont préparé la célébration, la liturgie avait l'ambition d'être le lieu où serait proclamée une parole forte. En écho aux autres discours prononcés au cours de la journée. Le pari a été tenu. Le commentaire que le pape a donné aux textes choisis y a contribué. Nous aimerions pouvoir le reproduire intégralement, tant il nous paraît remarquable.

... "La première lumière qui jaillit de cette liturgie de la parole c'est qu'il n'y a pas de religion authentique sans recherche de justice entre les hommes. Isaïe appelle ses compatriotes à la conversion, à la reprise sérieuse des accords constitutifs de l'Alliance entre Dieu et son peuple. La pénitence et le jeûne expriment, bien sûr, cette conversion, mais pour être vrais, pour "justifier" l'homme, pour atteindre Dieu qu'on ne voit pas, encore faut-il qu'ils intègrent un engagement pour la justice envers le prochain que l'on voit : "faire tomber les chaînes injustes", "bannir les gestes

de menace", "briser les jougs", "libérer les Opprimés", faire place à celui qui manque de pain, de toit, de vêtements. Alors, pour toi qui cherches une aube d'espérance en ce monde difficile, "ta lumière jaillira comme l'aurore, tes forces reviendront rapidement, ta justice marchera devant toi"...

Précisons encore : la justice et la charité ne sont que du vent si elles n'envisagent pas des gestes concrets envers des hommes concrets. Sans doute, ni Isaïe ni Jésus n'ont fait une énumération exhaustive des injustices ou des détresses appelant l'amour. Celles-ci ont mille visages, et nos sociétés modernes en secrètent sans cesse de nouvelles; chez les chômeurs, les réfugiés, les torturés, les innocents séquestrés, chez ceux qui sont idéologiquement opprimés, etc. Mais il serait insuffisant de parler de problèmes; il faut en venir à des mesures précises, trouvant une application précise. Jésus parle de celui qui avait faim, de celui qui avait soif. Le prochain a un visage humain...

Nous faisons nôtre l'attitude à la fois humble et forte de la Vierge Marie, manifestée le jour de sa Visitation dans son Magnificat. Comme je le rappelais devant les ouvriers à Saint-Denis, les travailleurs — et je considère que tous ceux qui sont ici sont des travailleurs — "doivent être capables de lutter noblement pour toute forme de justice... La disponibilité à entreprendre une lutte aussi noble, une lutte pour le vrai bien de l'homme dans toutes ses dimensions, dérive des paroles que prononce Marie... au sujet du Dieu vivant : 'il a déployé la force de son bras, il a dispersé les hommes au cœur orgueilleux; il a renversé les puissants de leur trône, il a élevé les humbles'" (Homélie à Saint-Denis, 31 mai 1980).

Devant Marie, devant son Fils Jésus qui a proclamé cette béatitude, nous devons tous nous demander : 'Avons-nous suffisamment faim et soif de la justice, de la justice de Dieu?'

Appeler de tous nos vœux un autre mode de fonctionnement du ministère du pape ne doit pas nous empêcher de saluer les pas qui, déjà, se réalisent :

C'ETAIT UNE MESSE

Entre la grandeur et la grandiloquence, entre l'affirmation de la foi et le triomphalisme, entre l'accueil d'un responsable dans l'Eglise et son culte, la frontière est aisée à franchir. Ce soir-là, elle ne l'a jamais été.

Au centre du podium, la Parole. A une extrémité, une immense sphère de trois mètres de diamètre : le monde. Des œillets rouges figuraient ces 37 lieux où il saigne particulièrement.

Entre cette Parole qui invitait à briser tous les jougs (Esaïe 58), qui identifiait le Christ à tous ceux qui souffrent (Matthieu 25) et le monde qui les rendait présent, une immense tâche se dessinait.

C'est dans un espace ainsi délimité que présidait Jean-Paul II. Un espace où seule l'humilité était de mise. "Un langage fort, mais aussi un langage humble", a-t-il dit dans son homélie.

Il ne s'en est jamais départi. Aucun effet de foule. Une foule, bien sûr, qui contient sa part de gens qui attendent peut-être le miracle du contact avec le pape. Mais l'essentiel est bien qu'ils aient été invités à faire eucharistie, à prendre leur part dans le combat contre l'humain. "Faites ceci en mémoire de moi...!"

Le simple, surtout avec tant de monde, c'est le fruit d'une conquête. Il ne s'obtient qu'au prix de beaucoup de travail, beaucoup de réflexion, beaucoup de complicité entre liturgistes, architectes, chœurs...

A tous va le plus grand compliment qui puisse leur être adressé : c'était une messe !

■ ISRAEL AGRESSEUR

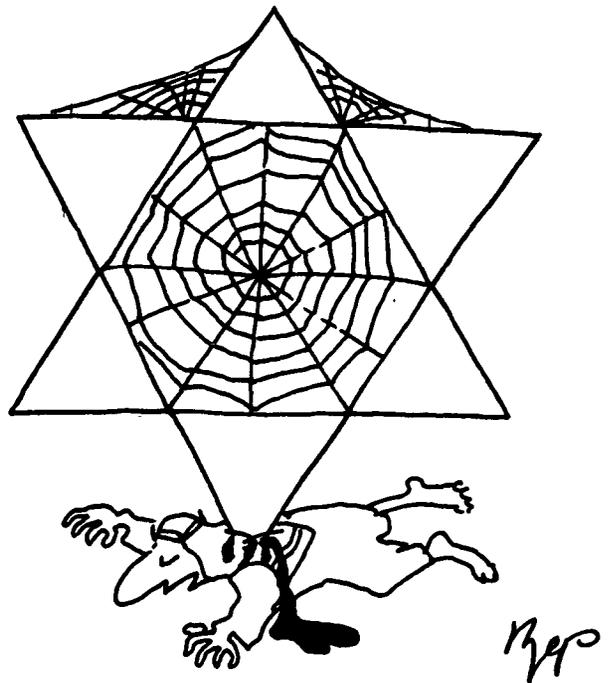
Plus les jours passent, plus se révèlent les intentions de l'opération "Paix en Galilée". Il s'agit — à s'y méprendre — d'apporter au problème palestinien sa "solution finale", pour employer une expression que la dernière guerre a rendue célèbre.

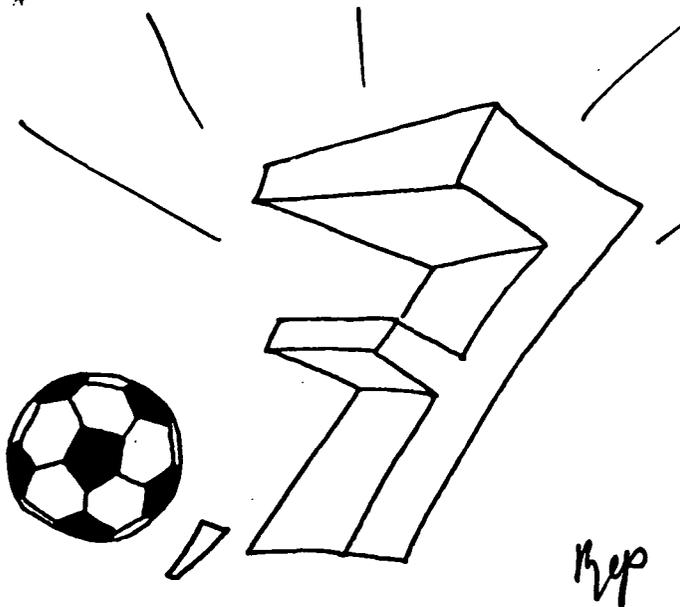
Lorsque les victimes se comptent par milliers dans les rangs des civils, quand le nombre des sans-abris augmente de jour en jour, les justifications (légitime défense, sécurité, etc...) perdent toute authenticité.

C'est l'honneur de nombreux juifs de le comprendre et de se désolidariser de la politique de M. Begin. Le 15 juin, une manifestation a eu lieu à Paris à l'initiative de certains d'entre eux.

C'est la honte de tant d'autres pays, organisations, personnalités de garder le silence. Que ce silence soit issu de froids calculs politiques ou qu'il ait sa source dans la mauvaise conscience, pas encore effacée, des manques de courage passés, lorsque les juifs étaient dans le camp des persécutés. Mais c'est un faux calcul: on ne corrige pas une démission par une autre.

Souhaitons que dans les rangs des chrétiens se lèvent des propos énergiques et des initiatives efficaces. Antisémitisme que cela? Bien au contraire. Cette exigence, c'est dans une commune Parole de Dieu — largement partagée avec le peuple juif — qu'elle doit trouver sa source. C'est d'une exigence du même ordre que celle qui nous fait élever la voix lorsque, en Amérique latine par exemple, c'est au nom de "valeurs chrétiennes" que s'exerce la violence.





Prochain but après le Mondial

■ +0,7 Avant le début du compte à rebours

Le 26 septembre sera soumise au peuple la participation accrue de Genève à la coopération au développement. En bonne règle démocratique, consulter les gens présuppose qu'ils aient été informés. Seules des personnes non informées — et elles sont encore nombreuses — peuvent esquiver le problème posé par le développement du Tiers-Monde en se réfugiant derrière certains slogans.

Nous souhaitons que tous nos lecteurs répondent favorablement à cette tâche de sensibilisation. Qu'ils puissent aussi annoncer leur disponibilité de temps au secrétariat pour du travail de manutention. Qu'ils n'oublient pas leurs disponibilités d'argent. Le combat pour la justice se paie, aussi financièrement.

Soulignons, à ce propos, la part qu'ont acceptée de prendre des organismes comme l'Action de Carême et Pain pour le prochain. Voilà qui devrait encourager les chrétiens genevois.

■ APARTHEID

La répression continue...

L'ordre d'interdiction prononcé contre Shangalisc Khatshawa, secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques romains de l'Afrique du Sud, a été renouvelé quelques heures avant l'expiration de l'ordre précédent, décrété en 1977. Shangalisc Khatshawa sera assigné à résidence durant la nuit et les week-ends, il ne pourra être légalement cité en public et il verra réduire ses contacts avec d'autres gens.

La résistance également

Un appel a été lancé aux actionnaires par les Eglises canadiennes — anglicane, catholique romaine et unie. Les Eglises proposent à Alcan Aluminium Limited de reconsidérer ses investissements en Afrique du Sud, faisant valoir que ceux-ci soutiennent la politique d'apartheid (séparation des races) du gouvernement. Cette proposition a obtenu le soutien des actionnaires qui détiennent 8,8 % des titres enregistrés pour la réunion annuelle de la compagnie le mois dernier.

En Suisse romande, signalons la décision prise par le mouvement chrétien pour le développement

LENDEMAIN DE VOTATIONS

! Et si nous recevions bientôt la lettre suivante...

A l'intention des prêtres
et des permanents d'Eglise

Berne, le...

Suite à l'approbation de la révision du Code pénal lors de la votation du 6 juin passé, nous nous sentons le devoir de vous adresser le présent avertissement.

Pour respecter l'article 259 alinéa 2 qui concerne le fait de troubler l'ordre en provoquant publiquement à la violence, nous vous invitons à faire preuve de la plus grande attention dans votre façon de citer dorénavant les documents du magistère. Nous pensons que certains passages de l'encyclique *Populorum Progressio*, certains discours des derniers papes qui invitent à un changement de structure, notamment en matière économique, doivent dans l'avenir être passés sous silence.

Concernant la lecture de la Bible, certains passages ne seront tolérés qu'assortis d'un commentaire expliquant qu'il s'agit d'image sans aucune portée autre que spirituelle. Nous pensons par exemple au Ps. 110 v.5 : "Le Seigneur brise les rois au jour de sa colère..." Egalement des passages de l'Exode où Dieu s'affirme décidé à libérer les opprimés (Exode 3.14). Il en va de même des passages du Nouveau Testament lorsque, par exemple, le Christ dit qu'il est venu apporter le glaive et non la paix (Matthieu 10.34) ou des passages des Actes des Apôtres où les apôtres disent devoir obéir à Dieu plutôt qu'aux Hommes (Actes des Apôtres 4.19).

Quant au texte habituellement appelé le Magnificat (Luc 2.47) dont nous rappelons quelques versets ci-dessous, nous pensons qu'il ne doit plus être utilisé dans les célébrations :

"Le Tout-Puissant a déployé la force de son bras
Il a dispersé les hommes à la pensée orgueilleuse
Il a jeté les puissants au bas de leurs trônes
Il a élevé les humbles
Les affamés, Il les a comblés de biens et les riches,
Il les a renvoyés les mains vides..."

En espérant vous permettre, par cette mise en garde, d'éviter des démêlés avec les autorités compétentes et en vous rappelant que les textes ci-dessus peuvent toujours faire l'objet d'une lecture privée, nous vous assurons, Madame, Monsieur, de nos meilleures salutations.

Le Département de l'Intérieur

"Frères sans Frontières" :

"Interpellé par les Eglises et les chrétiens d'Afrique du Sud qui demandent expressément de faire pression sur le régime raciste qui les opprime, Frères sans frontières, mouvement chrétien pour le développement, au cours de son assemblée générale ordinaire, a décidé à l'unanimité des membres présents de retirer de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse les fonds dont il dispose pour son fonctionnement.

Par ce geste, Frères sans frontières veut marquer son désaccord avec la politique de placement des banques incriminées en ce qui concerne l'Afrique du Sud, pays où sévit l'apartheid.

■ AFRIQUE L'Eglise appelée à s'engager

Nairobi (SOEPI) — Des dirigeants de divers pays africains ont demandé récemment que l'Eglise s'engage d'une façon plus décisive dans les causes sociales et politiques.

S'adressant à un groupe de prêtres catholiques romains à Fort Victoria, au Zimbabwe, le vice-premier ministre Simon Muzenda a exhorté l'Eglise à lutter contre les mensonges, les mythes et les préjugés concernant le type de socialisme pratiqué par le parti au pouvoir ZANU (PF). "Mon gouvernement ne voit aucune différence fondamentale entre l'enseignement chrétien et le socialisme du Zimbabwe, pour autant que la confusion ne soit pas faite entre la culture occidentale et le christianisme", a déclaré Simon Muzenda, reprenant ainsi les propos exprimés précédemment par le premier ministre et le président du Zimbabwe.

A Accra, Kwabena Damuah, membre du clergé faisant partie du Conseil provisoire de la Défense nationale, qui a remplacé le gouvernement depuis la fin de l'an passé, a déclaré lors d'un colloque sur "L'Eglise et la politique" que l'Eglise avait "échoué misérablement" car elle n'avait pas su mesurer la nécessité du changement dans les conditions de vie des opprimés et des déshérités. Il a ajouté que c'était là le but essentiel de la "guerre sainte" engagée par le Conseil provisoire.

Lors d'un colloque qui s'est réuni à Cape Coast sur "l'Eglise et la révolution", le juge à la Haute Cour du Ghana, Kwesi Gyan-Ainuson, a exhorté l'Eglise à s'attacher à l'édification d'une société dans laquelle chaque citoyen participerait à la prise de décisions. "Le système actuel selon lequel les prêtres et les ecclésiastiques sont les seigneurs de la paroisse doit être changé en une société dans laquelle chacun doit avoir son mot à dire sur la pratique du culte", a-t-il ajouté.

SOEPI

■ A TRAVERS LE MONDE Des cloches sonneront pour la paix

L'Institut œcuménique pour la Paix, aux USA, invite les Eglises du monde entier à faire sonner leurs cloches en même temps que celles des églises de New York, pendant la durée de la Conférence internationale de l'ONU sur le désarmement.

A Genève, des membres des communautés protestante et catholique ont demandé à leurs Eglises de s'associer à cette action.

Les cloches sonneront chaque jour à 17 h.
(Pour respecter le décalage horaire avec les cloches de New York, qui sonneront à 12 h)
du 28 juin au 3 juillet.

Cette action veut souligner la nécessité d'un désarmement et appelle à la paix en une période de l'histoire où existent les moyens d'une destruction totale de l'humanité.

Elle entend saluer les travaux qui ont lieu simultanément à New York et à Genève — où reprennent les négociations américano-soviétiques sur les armements stratégiques — et rappeler l'espérance dont ils sont porteurs.

Des moments de recueillement, à 18 h, auxquels sont invités à s'unir dans un esprit œcuménique les chrétiens des diverses Eglises, sont prévus dans les lieux

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Le bulletin ne paraîtra pas durant les mois de juillet et août.

A tous nos lecteurs, nous souhaitons de bonnes vacances riches de présence, de re-création.

Bonnes vacances aussi aux jeunes handicapés qui nous rendent le service d'agrafer et de plier ces pages.

NON VIOLENCE Session au Louvain

Du 12 au 17 juillet, dans le beau cadre du Louvain (Jura neuchâtelois), Pierre Parodi participera à une session de formation sur la non-violence. Médecin ayant vécu dans le Tiers-Monde, c'est lui qui a succédé à Lanza del Vasto à la Communauté de l'Arche. Dans la mesure où les problèmes de développement et d'engagement pour la justice peuvent servir de cadre à une réflexion sur la non-violence, la semaine promet d'être enrichissante.

On peut participer en famille. Renseignements au secrétariat.

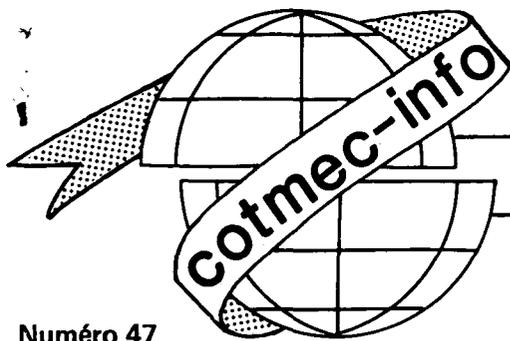
de culte suivants :

Lundi 28 juin Eglise protestante de la Servette
Mardi 29 juin Eglise catholique de St. Nicolas de Flue
Mercredi 30 juin Eglise protestante de la Jonction
Jeudi 1er juillet Eglise catholique du Sacré Coeur
Vendredi 2 juil. Eglise protestante de St Gervais
Samedi 3 juillet Eglise catholique-chrétienne de St Germain.

Signalons encore que notre commission a signé une lettre remise à Jean-Paul II à son passage à Genève. Proposée par des membres de "Femmes pour la Paix", cette lettre demande au Pape d'étudier la possibilité d'organiser — en collaboration avec les autres Eglises — une conférence œcuménique internationale sur le désarmement.

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



UN EVENEMENT

Un événement, dit le dictionnaire, c'est tout ce qui "arrive". Souvent sans qu'on n'y puisse rien. Et c'est tragique lorsqu'il s'agit d'événements malheureux. On pense au drame de Mercueil entraînant la mort de plus de cinquante enfants et qui est "arrivé" le 31 juillet.

Le 26 septembre, date de la votation de l'initiative 0,7, c'est aussi un événement. Cela va "arriver", qu'on le veuille ou non, qu'on s'en désintéresse ou que l'on s'en préoccupe.

Différence de taille : cet événement-là on peut l'infléchir, l'orienter, lui donner un sens. Il suffit de le vouloir. "C'est le privilège de l'espérance, dit Henri Desroche, de promouvoir un événement en un avènement."

Certes, il ne s'agit pas de monter en épingle le sacrifice auquel on nous demande de consentir en acceptant l'initiative 0,7. Que notre canton parvienne, en s'y préparant pendant dix ans, à octroyer quelque trente-cinq millions (l'équivalent, dit-on, d'un kilomètre d'autoroute!), il n'y a pas de quoi trembler. Pourtant cette décision, modeste finalement, peut être un avènement.

— Parce que de nombreuses personnes, en se mobilisant pour l'initiative, auront découvert la dimension internationale de leur vie.

— Parce que notre canton aura accepté d'inscrire la solidarité internationale dans sa constitution et que cela risque de faire tache d'huile auprès des autres cantons.

— Parce que des gens, pour qui l'intérêt immédiat ne doit pas forcément avoir le dernier mot et qui aspirent à plus de justice internationale, auront pu se compter et pourront s'organiser pour mieux se faire entendre.

Transformer l'événement du 26 en un avènement, oui, c'est un privilège. Le privilège de l'espérance. Et les chrétiens y sont particulièrement invités.

Certes, la réponse à la question posée par l'initiative ne se trouve pas dans la Bible. En revanche, ce qu'on y trouve, et en toutes lettres, et à toutes les pages, c'est le refus de Dieu devant la souffrance de l'homme.

Il ne faut jamais l'oublier : le Maître dont nous nous réclamons, il n'a pas eu la patience d'attendre la fin du sabbat pour guérir quelqu'un que son bras faisait souffrir.

Par quel moyen concret allons-nous témoigner de l'impatience de Dieu face à la situation d'injustice dans laquelle vivent tant d'hommes et de femmes? — une situation qui, à en croire le dernier rapport de la CNUCED, ne fait qu'empirer — voilà la question posée en permanence à la conscience de tout chrétien.



Quant à nous, commission Tiers Monde, nous nous autorisons à faire un pas de plus en invitant tous les lecteurs de ce bulletin à se faire les artisans efficaces du succès de cette initiative. A faire de cet événement du 26 septembre, l'avènement d'un canton encore plus fidèle à sa tradition.

► ► Des silences parlants

"Dans le doute, abstiens-toi", affirme la sagesse populaire. Et comme, dans la complexité des problèmes actuels, les questions posées aux citoyens à chaque votation ne sont pas si faciles à trancher, beaucoup s'abstiennent, sûrs que, comme cela au moins, ils n'auront pas fait d'erreur.

Mauvais calcul.

Il faut en effet se demander : "Mon silence, à qui va-t-il profiter?" Car, ainsi le zéro en arithmétique, qui peut avoir de grandes conséquences suivant où il va se loger, ainsi mon abstention.

Au soir du 26 septembre, immanquablement, les abstentions seront interprétées comme autant de marques de désintérêt à la cause de la solidarité internationale. Et ce chiffre, s'il est important, apportera un soutien à tous les apôtres d'une Suisse repliée sur ses propres intérêts.

► ► A signaler

— Il existe du matériel de sensibilisation qui devrait vous permettre d'entrer en contact avec votre voisin (tract, mouchoirs, badges...) à disposition.

— Des réunions d'information sont organisées. Par exemple au foyer de la paroisse protestante, 10, av. Bertrand, le jeudi 16 septembre à 20 h. 30. "0,7, quel enjeu?" avec Mme Monique Bauer-Lagier et M. Jacques Freymond.

— Du 17 au 24 septembre, dans les halles de l'île, la Fédération genevoise de Coopération a mis sur pied un programme très intéressant de films, conférences, ainsi qu'une exposition sur des exemples de projets soutenus par la Fédération. L'invitation s'adresse à tous les âges.

■ NICARAGUA Une lettre de Jean-Paul II

Le 29 juin, le pape a écrit aux évêques du Nicaragua. Après avoir lu le commentaire de Joseph Vandrissse dans "Le Courrier" et "La Liberté", nous avons craint le pire : tout n'était que condamnation.

La lecture du document intégral donne tout de même un autre son.

■ Un appel à l'unité

Le premier rôle de l'évêque de Rome, c'est de présider à l'unité. On ne va donc pas s'étonner si, dans cette lettre, il insiste beaucoup sur cet aspect. Unité des évêques avec le pape, unité des évêques entre eux, unité des évêques avec leurs communautés locales. Cette unité, l'Evangile le répète assez, est décisive pour le témoignage que l'Eglise a à donner. Il y a, indiscutablement, un grand souffle spirituel dans la façon avec laquelle le pasteur rappelle cette exigence. Et l'évocation de la figure de St Ignace d'Antioche (qui, alors qu'il était enchaîné et entraîné vers Rome pour y mourir, appelait les Ephésiens à l'unité) est pleine de force.

■ Une "Eglise populaire" ?

L'expression retient longuement l'attention du pape. Il la remet en question comme trop périlleuse. De fait, elle est indéfendable si, comme le croit Jean-Paul II, "cela signifie une Eglise qui naît beaucoup plus des valeurs supposées être partagées par une couche de la population que la libre et gratuite initiative de Dieu". Si cela signifie également "une Eglise qui est achevée dans l'autonomie de ce qu'on appelle les bases, sans référence à leur pasteur légitime...".

Il n'y a d'Eglise (le mot l'indique) qu'assemblée par l'initiative de Dieu. Mais les théologiens sérieux qui tentent de penser à la position de l'Eglise au Nicaragua ont-ils jamais défendu une autre orientation? Certes le pape dit plus haut que l'expression "Eglise populaire" peut avoir un autre sens, plus positif. Mais le poids de ses réserves est tel qu'il affecte d'un coefficient négatif une expression que nous persistons à croire susceptible d'un sens très riche.

Ces mises en garde, massives il est vrai, vont certainement cacher, aux yeux d'un lecteur pressé, d'autres passages de cette lettre qui nous paraissent décisifs : "Puissent les chrétiens unis par la même foi et repoussant tout ce qui détruit cette unité, se rencontrer, unis dans les idéaux évangéliques de justice, de paix, de solidarité, de communion et de participation, sans que les séparent irrémédiablement des options contingentes nées de systèmes, de courants, de partis ou d'organisations."

"Sous votre responsabilité de pasteurs, puissent les fidèles du Nicaragua donner constamment un clair et convainquant témoignage d'amour et de capacité de service de leur pays ni moindre, ni moins efficace que celui des autres. Un témoignage de clairvoyance en face des faits et des situations. De pleine disponibilité à servir la cause authentique du peuple..."

Ce n'est donc, en aucun cas, un appel à se réfugier loin des affaires de ce monde que Jean-Paul II a adressé aux chrétiens. On peut même y lire, sans solliciter le texte, une invitation à participer, certes de façon critique, au processus de transformation sociale en cours.

■ Ce que le pape ne peut pas dire...

Si c'est la tâche du pape de rappeler l'unité, c'est aux chrétiens, évêques et fidèles, à recevoir de Dieu et à vivre cette unité dans le pas à pas de chaque jour. Car il y a unité et unité. Rappelons-nous ce passage de la passion où, en renvoyant un condamné à Pilate, Hérode s'était réconcilié avec ce dernier (Lc 23, 12). Il est une unité qui peut se faire sur le dos du pauvre, comme entre Pilate et Hérode elle s'était faite sur le dos du Fils de Dieu.

Au plus fort de l'insurrection, le nonce apostolique au Nicaragua sablait le champagne avec Somoza dans son bunker. A ce moment, comment devait-elle s'exprimer, l'unité de l'Eglise? Il n'y a d'unité dans l'Eglise que dans la fidélité à une foi commune, comme le dit Jean-Paul II dans sa lettre. Une foi en Jésus de Nazareth, proche des plus pauvres jusqu'à en mourir.

En invitant, par l'intermédiaire des évêques, les chrétiens du Nicaragua à rester critiques face aux idéologies, Jean-Paul II fait son devoir. A ceux qui sont engagés dans la révolution de vérifier alors si les critères d'évaluation de leur action s'enracinent bien dans la Parole de Dieu. Mais, bien sûr, cet avertissement concerne aussi les chrétiens qui défendent une position opposée — et parmi eux certains évêques. A eux aussi de mesurer si leur réticence face à la révolution s'enracine dans l'Evangile ou dans l'idéologie capitaliste — bien sûr inconsciente —, qui n'a rien à voir avec lui.

L'unité de l'Eglise, la vraie, elle n'est pas facile. Le conflit entre Pierre et Paul, dans l'épître aux Galates, nous le rappelle.

Lorsque cette unité doit se vivre dans un contexte très polarisé, la difficulté redouble.

Est-ce que le message aide les chrétiens à avancer dans cette authentique unité? Souhaitons-le...

• • • • •

Un exemple de participation critique

Au cours de la manifestation du 1er mai, un des couplets du chant entonné a été ressenti par des chrétiens présents comme offensant pour leur foi.

Le Père Uriel Molina a donc écrit au secrétaire politique de la Direction du Front Sandiniste. Le 13 mai, il recevait de son correspondant, René Nunez, la réponse dont nous extrayons ces lignes : "... *Nous voulons te manifester, et à tous les compagnons, que nous sommes totalement d'accord avec ta critique. Outre le fait que c'est une offense au sentiment religieux de notre pays, plus encore, ce n'est pas compatible avec l'engagement que les croyants de notre pays et du dehors ont assumé pour la cause du peuple. (...) Nous acceptons devant vous cette faute qui ne se répétera plus.*"

● C'était précieux...

...d'avoir au Conseil des Etats une députée pour qui la solidarité internationale avait de l'importance. Précieux aussi parce que cette députée jouait le jeu du dialogue démocratique, prenant la peine de répondre à ceux qui l'interpellaient.

C'est tout cela que nous allons regretter avec la démission de Monique Bauer-Lagier.

■ Les lauriers de l'OSEC

Il est intéressant de feuilleter la parution mensuelle de l'Office Suisse d'Expansion Commerciale (OSEC). Cet organisme, rappelons-le, reçoit sept millions de nos francs pour stimuler l'activité économique de notre pays à l'étranger, ouvrir de nouveaux marchés.

Dans le numéro de juin, en parcourant le programme d'activité 1983-1985, on mesure l'ouverture tous azimuts de nos commerçants... Europe de l'Est, Amérique latine, Afrique du Sud... *"De même, compte tenu des désirs et des besoins de notre économie, des voyages à mandat et/ou la participation à des foires en Afrique du Sud sont prévus."*

Le même numéro reproduit un exposé de D. Amstutz (Holderbank Financière S.A.) où s'exprime la réticence de l'auteur devant la mise en place des codes internationaux. On sait que ces codes, péniblement mis en place par des organismes comme la CNUCED, tentent d'assainir quelque peu les règles du jeu économique. *"Il importe pour le moins qu'elles (ces dispositions) aient le caractère de réglementation facultative"* (souligné dans le texte).

Au cours de son exposé, D. Amstutz a classifié les politiques des pays de l'Amérique latine face au transfert de technologie selon les catégories "libérales", "restrictives", "en partie prohibitives". Il continue : *"Dans le groupe des pays à réglementation libérale, nous trouvons aujourd'hui l'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay, plus quelques pays d'Amérique centrale, tels que le Costa Rica et le Honduras. En Argentine, par exemple, des contrats de transfert de technologie peuvent être conclus entre partenaires indépendants sans aucune autorisation des pouvoirs publics. Il y règne à cet égard une entière liberté de contracter. Lorsqu'il s'agit d'entreprises liées institutionnellement entre elles, les contrats exigent, il est vrai, une autorisation, mais la procédure est expéditive et il n'y a pas de difficultés à prévoir. Il en va de même au Chili. Nous saluons la politique à longue vue des autorités de ces pays; à long terme, elle rendra les meilleurs services à leurs économies nationales. ..."*

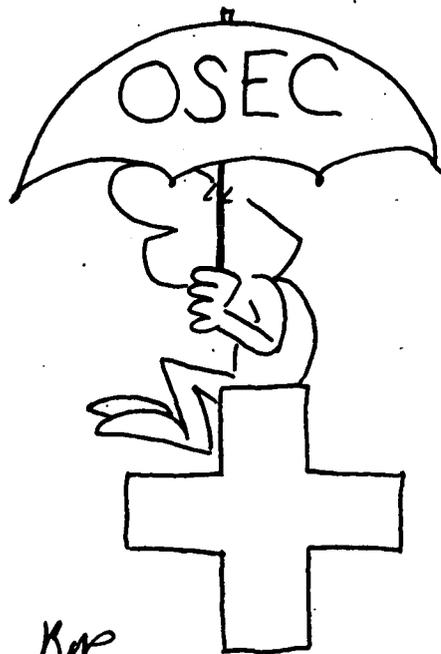
■ AU CONSEIL FEDERAL La Suisse et le FMI

Il n'est pas facile de s'y retrouver dans les organisations internationales. Et ceux qui souhaitent une Suisse ouverte au monde ont peut-être salué avec plaisir le feu vert donné par le Conseil fédéral à l'adhésion de la Suisse au Fonds Monétaire International et à la Banque mondiale.

Et pourtant. Ceux qui suivent les interventions du FMI ne peuvent pas ne pas être frappés par une constante : la violence des mesures préconisées qui ouvrent le marché au commerce international retombe très souvent sur les plus pauvres. Limitation des dépenses sociales, dévaluation qui fait monter le prix des produits...

En donnant son accord à l'entrée au FMI, la Suisse doit savoir qu'elle entre dans un club fait par des riches, dirigé par eux, pour défendre leurs propres intérêts (les pays industrialisés ont 64% des voix — dont 20% pour les seuls USA — à peu près comme tout le Tiers Monde réuni qui en a 26%!).

Nous n'en sommes pas encore au moment des décisions. A nous de nous informer et de voir comment notre pays pourrait concilier sa place dans les organisations internationales et nos aspirations à la solidarité.



... AU SEC !

■ CNUCED Perspectives toujours plus sombres

Au mois d'août la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) publiait son "Rapport sur le commerce et le développement 1982".

Sombre. Très sombre... pour les pays en développement. Pourtant leurs efforts ne se sont pas relâchés et les récoltes ont été bonnes, ce qui a permis des résultats améliorés dans le secteur agricole.

Mais qu'est-ce que cela par rapport à l'ensemble des facteurs négatifs, accentués par la crise des pays occidentaux? Détérioration des termes de l'échange (entendez : entre ce que vendent les pays en développement et ce qu'ils achètent, la différence se creuse), fermeture aux exportations du Tiers-Monde, stagnation de l'aide...

Outre cela, l'augmentation des taux d'intérêts. Imaginons ce que peut représenter pour des économies largement endettées de voir les taux d'intérêts subir des hausses vertigineuses.

Bref, les pays en développement connaissent la plus grave crise économique depuis celle des années 30.

Va-t-on, une fois, pouvoir aider ces pays à se doter des moyens de défense suffisants? Est-il juste que ceux qui survivent quand nous allons très bien dépérissent quand notre croissance ralentit?

Ce sont ces questions que la prochaine session de la CNUCED — qui se réunira en juin 1983 à Belgrade — devrait se donner pour tâche de résoudre.

Et les délégués suisses, quelle y sera leur position? Vont-ils hurler avec les loups ou se faire les porte-parole d'une Suisse plus solidaire? Il n'est pas trop tôt pour que l'opinion publique se mobilise et les aide dans leur détermination.

■ A Genève aussi

Depuis le mois de mai, chaque dernier jeudi du mois de 12 h. à 13 h., plus d'une centaine de personnes se sont réunies. Avec un foulard blanc ou une pancarte portant un nom de disparu, ils posent, au cœur de la cité commerçante — devant Aerolinas Argentinas, à Chantepoulet — le signe d'une solidarité dans le refus. Echo lointain de la manifestation hebdomadaire de ces mères de la Plaza de Mayo, à Buenos Aires, qui refusent que leurs enfants soient déclarés "disparus".

A Genève, où les manifestations ne soulèvent pas les foules, c'est nouveau de voir un acte public se répéter avec un succès croissant; un succès que même la démobilisation de l'été n'a pas entamé.

Passer une heure par mois devant le Plaza, c'est d'abord unir nos forces à une dénonciation dont l'efficacité n'est plus à prouver, contre l'arbitraire des régimes militaires. C'est aussi découvrir par la pratique ce qu'est un acte non violent, apprendre à perdre sa peur de l'acte public. C'est enfin — pourquoi pas ? — retrouver des amis sensibles aux mêmes valeurs. On ne peut donc qu'inciter largement les lecteurs de notre bulletin à réserver, sur leur agenda, cette heure mensuelle.

■ Pas comme ça !

Bien difficile à comprendre le projet d'initiative des jeunesses socialistes visant à supprimer l'armée. A quoi pensent-ils aboutir, sinon à exaspérer le débat sur le service civil et à susciter un bouillant plébiscite pour la défense nationale? Et l'intervention du député chargé de défendre ce projet sur les ondes au journal de midi, un jour de juin, n'a fait que confirmer notre avis.

Regrettable surtout au moment où l'initiative pour un authentique service civil va être soumise au débat des Chambres et aura besoin de toutes les forces disponibles.

■ BRESIL... avec des fleurs

Lors de la remise du Doctorat "honoris causa" de l'Université de Sao Paulo à dom Helder Camara, de nombreux habitants des bidonvilles avaient tenus à être présents. Au nom de ces pauvres, Maria, leur porte-parole, monta à la tribune avec deux roses à la main : la rose rouge voulait remercier dom Helder pour le long combat qu'il avait mené pour et avec les plus démunis.

A la surprise générale, Maria remit la rose blanche au représentant de la police : *"Souvent, dit-elle, on envoie la police contre nous, les habitants des bidonvilles. Or nous voulons témoigner que nous sommes pour la paix. Nous ne voulons pas avoir, nous aussi, des armes pour nous battre. J'offre cette rose en gage de notre lutte pacifique; nous voulons simplement être respectés, nous voulons de la justice, du travail, des conditions de vie et de logement dignes pour nos familles."* Cette intervention inattendue a bouleversé la salle.

(Espérance des pauvres)

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Mardi, jeudi et vendredi
après-midi, vous êtes sûrs
de trouver quelqu'un au
secrétariat.

Changeements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

A l'occasion de la
"journée mondiale de l'alimentation"

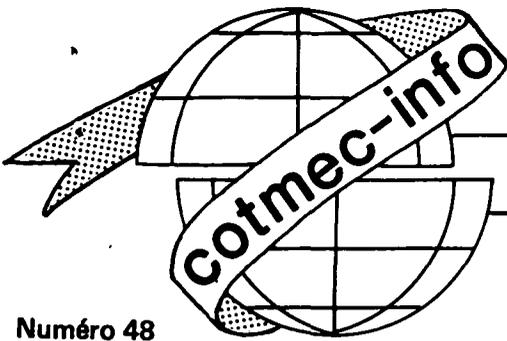
FORUM ROMAND



samedi 16 octobre 1982 - 14 h. 30 / 01 h. 00

à LAUSANNE - EPFL, AV. DE COUR 33

Pour la première fois en Suisse romande, des groupes et organisations d'horizons différents - paysans, consommateurs, tiers-mondistes, écologistes - ont décidé de débattre ENSEMBLE de problèmes abordés d'habitude séparément !



■ "SUR LE BANC DES RIEURS"

Dans la vie de tous les jours, il y a rire et rire.
Dans la Bible aussi.

Il y a le rire salutaire, il y a le rire délétère. Celui qui redonne mesure aux choses, celui qui les détruit. Celui qui gratte le vernis, celui qui attaque la charpente. Celui qui déboulonne l'idole, celui qui s'acharne sur ce qui est menacé...

Si le premier verset du livre des psaumes nous demande de ne pas nous "asseoir au banc des rieurs" c'est probablement du second rire qu'il s'agit.

A la tribune internationale, il y a un "banc des rieurs". De là partent des propos d'autant plus brillants qu'ils sont sans nuances, d'autant plus assurés qu'ils ont les majorités de leur côté, d'autant plus séduisants qu'il s'en tiennent à l'évident (et le mal l'est tellement plus que le bien).

C'est de ce "banc des rieurs" que viennent les sarcasmes orchestrés contre tout ce qui s'attaque aux changements profonds. Solidarité en Pologne, le travail des évêques au Brésil ou celui du gouvernement du Nicaragua...

Plus près de nous, c'est de ce banc que naissent les critiques qui font mouche contre ceux que préoccupe le surarmement, contre ceux qui pensent que les affaires ne sont pas que les affaires, contre ceux qui refusent l'engrenage de l'accumulation et de la peur...

Et c'est lourd de conséquences. En effet l'image que nous avons d'une réalité n'est pas inoffensive. Elle a au contraire le pouvoir de modifier cette réalité. Qu'est-ce qui fait monter ou baisser les actions cotées en bourse sinon, dans une large part, la conviction pour les cambistes que ces valeurs vont monter ou baisser?

A ne parier qu'à la baisse, c'est sûr, elle a des chances d'arriver.

Et les "rieurs" auront en prime la satisfaction d'avoir prévu juste... Comme ceux qui étaient un jour au pied d'une croix (Evangile de Marc 15.29), un certain vendredi...



■ AFGHANISTAN Incertitudes

Ainsi une mission de la Croix-Rouge, dûment acceptée par les autorités afghanes, a dû être annulée par la volonté de ces mêmes autorités. Décidément ce pays, qui a déjà chassé les journalistes, ne souhaite pas d'observateurs. Est-ce pour cacher une intensification des activités de l'armée — certaines informations reçues ces derniers temps vont dans ce sens — ou au contraire son enlisement dans une situation inextricable ?

Un article de la revue "Croissance des jeunes nations" du mois d'octobre nous ferait pencher par contre pour la seconde hypothèse.

Alors que les "contre-révolutionnaires" afghans devaient être ramenés à l'ordre en six mois, voici que, après trente mois de combat, le corps expéditionnaire soviétique a dû être augmenté de 20.000 hommes.

En face d'eux une résistance qui arrive à dépasser ses propres divergences, qui améliore sa coordination, qui voit naître en son sein des chefs de grand format.

Une seule chose est sûre. Le peuple afghan souffre à la limite du supportable. Trois millions d'Afghans (un sur trois) ont fui au Pakistan et un quatrième million ont fui en Iran. Sans compter, chaque année, les 15.000 qui trouvent la mort, les exodes dans les montagnes, la dévastation des récoltes et des systèmes d'irrigation...

Et tout cela face à une solidarité internationale bien discrète. Rappelons à ce propos l'adresse du Comité suisse de soutien au peuple afghan :
Me. G. Beachtold, 8 pl. St.-François, 1003 Lausanne.

● Comme chaque année à pareille époque, nous nous permettons de joindre un bulletin de versement. Cette année encore, les frais du bulletin (Fr. 7.909.—) ont pu être couverts par vos versements. Nous vous en remercions. Ce qui nous permet de laisser à Fr. 8.— le prix de l'abonnement annuel.

Faut-il rappeler que ceux qui reçoivent ce bulletin pour la première fois, que ceux à qui il parvient à titre d'échange et ceux pour qui son paiement ferait problème sont invités à ne pas tenir compte de ce bulletin vert ? Quant à ceux qui nous versent plus de Fr. 8.—, qu'ils sachent qu'ils nous permettent de plus larges envois, notamment dans le Tiers-Monde.

Les rapports de nos activités et de nos finances seront envoyés volontiers à ceux qui en feront la demande.

■ APRES 0,7

La générosité est sauve...

Dans un tract diffusé largement avant la votation, le Comité contre l'initiative exprimait sa crainte en ces termes : "L'impôt ne va-t-il pas tuer la générosité?" Eh! bien, les voilà rassurés... L'initiative 0,7 ayant été largement repoussée, la générosité de Genève est sauve...

Mais la justice?

Car là est bien la question. C'est de justice qu'il s'agit et non pas de générosité. Une illustration? Regardons l'extrait du dernier rapport de la Banque mondiale : en 1981, une baisse des cours du café de 17,4%, alors qu'on en a acheté pour 355 millions de francs cette même année; une baisse de 20,1% des cours du cacao, alors qu'on en a acheté pour 91 millions de francs, une baisse de 15,6% du prix de l'étain, alors qu'on en a acheté pour 22 millions... Qu'est-ce que cela signifie sinon que, l'an dernier, par rapport à la précédente année, le Tiers-Monde a été contraint de faire un "don" de plus de 100 millions de francs à notre pays. Et ceci pour trois produits seulement...

La voilà, la réalité. Et l'on ose, après cela, parler de générosité? Quel abus de langage!

Le verre à moitié plein

Ceci dit, il ne faut pas être amer et savoir voir le verre à moitié plein (ou plutôt au tiers plein). Combien de débats, sur un sujet habituellement réservé aux tiers-mondistes, n'ont-ils pas eu lieu? Quelle place les journaux — ordinairement discrets sur cette question — ne lui ont-ils pas accordé? Quels échos dans des partis et syndicats qui ne donnent généralement pas trop d'intérêt (à quelques méritoires exceptions près) à ces problèmes peu électoralistes?

De toutes ces graines, c'est sûr, quelques-unes germeront. L'essentiel, pour cela, est que personne ne démobilise. A ce propos, elle nous a réjouis, l'invitation adressée à notre commission par une paroisse voulant réfléchir sur ce qu'il y avait lieu de faire au lendemain de 0,7.

● A lire (ou plutôt à voir) LES COULISSES DU TRAVAIL

En cent vingt-huit photos de bon format, promener le lecteur dans les coulisses du travail en Suisse, lui montrer ce qu'on ne montre pas, lui révéler, derrière la froideur des appareils et des piles de marchandises, un regard d'homme ou de femme, fragile, isolé, fatigué, voilà ce à quoi parvient le livre que vient de publier Interphoto aux éditions "Que faire?".

De texte, il n'y a qu'une série de citations — excellentes — toutes tirées de témoignages d'ouvriers et d'ouvrières publiés ces dernières années ainsi qu'une postface de Jean Steinauer qui pose de bonnes questions.

A recommander à tous ceux qui seraient tentés de faire commencer le combat pour la solidarité et pour la dignité de l'homme hors de nos frontières.

Prix : Fr. 21.—

Variation des prix des principaux produits de base

	Variation des prix en 1981 par rapport à l'année précédente (%)
Principales exportations de produits de base des pays en développement	
Cacao	- 20,1
Café	- 17,4
Caoutchouc	- 22,9
Sucre	- 40,8
Thé	- 9,6
Tabac	- 11,0
Cuivre	- 20,2
Étain	- 15,6
Bois (tropical)	- 25,1

Source : Banque Mondiale

■ UN APPEL QUI VIENT A POINT NOMME

Cent personnalités romandes — vingt genevoises parmi elles — ont signé un appel pour un effort sans précédent dans le domaine de l'éducation. Ils veulent éviter que s'accroisse un désastreux décalage entre la Suisse économique en étroite interdépendance avec le reste du monde et la Suisse des mentalités et des attitudes, trop souvent repliée sur elle-même...

"Les soussignés estiment que seul un effort éducatif sans précédent peut permettre de surmonter le décalage. Cet effort doit commencer à l'école, parce que les jeunes qui la fréquentent aujourd'hui seront les responsables et les citoyens de demain.

Il visera à éviter, par de nouveaux comportements, le gaspillage, l'épuisement des ressources et la destruction du milieu naturel, et montrera comment préserver ce dernier. Par une instruction civique dynamique, il suscitera une meilleure sensibilisation aux droits de l'homme et la participation politique. Sur-tout, il rendra les jeunes conscients de l'importance de nos relations avec le tiers monde, relations qui portent en elles un immense potentiel d'espoir, mais aussi le risque d'une explosion, explosion qui menacerait autant nos sociétés industrielles que celles du 'Sud'.

Nous invitons toutes les autorités responsables de la formation et de l'éducation dans tous les cantons — et en premier lieu les directeurs de l'Instruction publique et les enseignants — à introduire ou à intensifier une sensibilisation à ces problèmes à tous les degrés du système éducatif."

Nous avons déjà pu constater l'effort que font certains enseignants dans ce domaine et les excellents fruits que les jeunes en retirent. Cet appel va certainement renforcer ce courant en décidant d'autres maîtres à s'engager sur ces sujets considérés trop souvent comme extra-scolaires... En félicitant les signataires de cet appel, nous ne pouvons que les inviter à aller jusqu'au bout : s'assurer qu'il trouve rapidement les voies de la concrétisation : heures attribuées dans les programmes, matériel adéquat, etc...

■ ROY PREISWERK Le courage et la science

Lorsque la nouvelle de la mort de Roy Preiswerk nous est parvenue, le bulletin précédent était déjà composé. C'est pourquoi nous n'avons pas mentionné plus tôt un départ qui nous a pourtant beaucoup touchés, comme il a touché tous ceux à qui tiennent à cœur les problèmes de développement à Genève, dans notre pays et largement au-delà de ses frontières. L'assemblée nombreuse et largement internationale qui s'est réunie le 5 octobre à l'occasion de l'hommage qui lui a été rendu était là pour en témoigner.

Au cours de sept allocutions qui se sont succédé, la brillante carrière et les recherches minutieuses de Roy Preiswerk ont été évoquées.

A Roy Preiswerk notre pays doit entre autres un livre petit de taille, mais impitoyable par son contenu et dont l'écho n'a pas encore fini de se répercuter : "Le mal développement Suisse-Monde". Pour réaliser une telle étude, même à titre de coordinateur d'une équipe de recherche, il fallait beaucoup de compétence et beaucoup de courage. Roy Preiswerk possédait les deux.

■ QUELLE PAIX AU LIBAN ? Un fructueux débat

Au lendemain des événements de Beyrouth, que pouvaient faire des commissions comme les nôtres pour tenter de rompre l'engrenage de la démoralisation et des jugements sommaires ?

Sur la suggestion de membres du Conseil œcuménique des Eglises et grâce à leur appui, décision a été prise de mettre sur pied une table ronde où — dans la mesure du possible — chacune des principales parties engagées dans le conflit (un Libanais musulman et un chrétien, un Palestinien et un Juif) pourrait à la fois s'exprimer et s'écouter. Il fallait une bonne dose d'optimisme pour se lancer dans une telle entreprise. Elle a été payante.

Les nombreuses personnes qui se sont déplacées ont eu la chance de participer à une soirée de haut niveau où la volonté de dialoguer a triomphé constamment des pulsions de violence, tellement explicables après de telles souffrances.

Au cours de cette rencontre, beaucoup de préjugés se sont effrités. Il y a dans chaque camp des gens capables d'écoute, prêts à reconnaître certaines valeurs de "l'adversaire", certaines erreurs de son propre groupe.

Mais aussi beaucoup de feux rouges : on ne peut pas vivre sans identité, même lorsque le commerce est florissant. "On souffre d'une castration d'identité", a dit M. El Feghali, Libanais chrétien. Mais on ne peut pas vivre sans une terre : "Il y a soit un peuple de trop à exterminer, soit un pays à créer", s'exprimait de son côté M. Safieh, Palestinien. Signal de danger aussi en raison du rôle des religions dans lesquelles on peut puiser l'affirmation de soi jusqu'au mépris de l'autre. Danger encore des intérêts extérieurs à la région qui ont parasité son développement et s'emploieront après à éteindre les feux... qu'ils avaient allumés.

Et les signes d'espérance ? Ils apparaissent lorsque, tourné vers le futur (le passé ne peut que diviser), on accepte les contraintes d'une réalité pluraliste et l'incessante négociation qu'elle demande; lorsque chaque partie en présence se mobilise pour affronter dans la concertation les défis auxquels doit répondre toute

"Malgré tout..."

... extrait d'une interview de Roy Preiswerk, réalisée il y a quelques mois par la télévision suisse-allemande :

(...) *Nous bavardons ensemble depuis une heure. Eh! bien, pendant cette heure quatre-vingts millions de francs suisses vont être dépensés en armements, autrement dit pour une auto-destruction de l'humanité... et pendant cette heure, deux mille enfants vont mourir de faim. Et mettant ces faits côte à côte, il faudrait tout accepter... Moi, je ne peux pas. Je prétends qu'il faut dénoncer jour après jour.*

— *Avez-vous cette force de continuer cela quotidiennement Ou pensez-vous que, vous aussi, vous décrocherez un jour ?*

— *Je ne crois pas... (...) La lecture d'Albert Camus m'a apporté quelque chose d'essentiel : c'est dans son roman "La Peste". Il décrit l'histoire d'une ville (je crois qu'il s'agit d'Oran) où un médecin lutte contre l'invasion de la peste. Alors que les rats sont partout, il voit que la situation s'aggrave constamment, il y a de plus en plus de morts et il dit ce mot fameux, qui m'est resté toute ma vie : "Malgré tout, il n'a jamais abandonné" ... Et j'estime que de baisser les bras n'a aucun sens. Il faut toujours essayer. (...)*

Permettez-moi d'ajouter encore un mot. Ce mot "malgré tout" n'est pas tellement utilisable tel quel par tous ceux qui nous ont écouté, dans leurs situations concrètes. Il serait important, si l'on veut savoir se situer, de se demander : "Où suis-je dans cet immense appareil ? A quelle manette, à quel levier ? A quoi est-ce que je participe, qu'est-ce que je défends, qu'est-ce que je refuse de défendre ?

Je pense à quelque chose, qui me dérange au plus haut point dans notre société industrielle où chacun vit compartimenté, dans son petit espace, en ne percevant qu'une toute petite partie de l'ensemble. J'aimerais raconter une histoire qui n'est peut-être pas tout à fait vraie; elle me vient de l'imagination d'un comédien :

Werner von Braun qui, du temps de Hitler, avait développé les premières fusées lâchées aimablement sur Londres, s'est vu un jour demander par quelqu'un s'il n'était pas gêné de faire ce genre de travail. A quoi il répondit : "Oh! vous savez, moi je travaille au département qui fait monter les missiles; je n'ai rien à voir avec le département qui les fait descendre!".

Et j'ai souvent l'impression de rencontrer nombre de gens qui, chez nous, travaillent avec application mais sans se poser la question : "Quelle sera la destination, la conséquence finale de ce que j'accomplis dans ma vie quotidienne?"

nation dans cette fin du XXe siècle; en dépassant les peurs et les mentalités d'assiégés qui ne voient dans l'autre qu'un adversaire.

Le dialogue islamo-chrétien avance. Le dialogue judéo-chrétien également. Peut-être que la jeune génération sera moins prête aux anathèmes et réussira là où les pères avaient échoué.

Le Liban, ce refuge de tant de minorités pris entre les blocs totalitaires, est un véritable défi à relever contre les forces de division. Un défi condamné à réussir, les derniers mois l'ont montré.

■ AMNESTY INTERNATIONAL Nouvelle stratégie

Une nouvelle campagne Amnesty a été lancée le 11 octobre. Elle se donne pour tâche d'améliorer la protection des paysans du Tiers-Monde. Et, pour réaliser cela, elle compte sur la solidarité des paysans suisses.

En tant que président de l'Union des producteurs suisses, M. Chatagny a répondu à l'appel exprimant le souhait de créer un groupe d'action en faveur des paysans du Tiers-Monde et de participer à des envois de lettres.

Pour illustrer l'urgence de la tâche, Amnesty a fait état de 2.600 paysans et Indiens massacrés au Guatemala au cours de la vague de répression lancée en mars dernier après l'arrivée au pouvoir du président Rios Montt. Cette estimation, ajoutons-le, nous paraît plus que prudente et une lettre aux chrétiens d'Europe qui a récemment été envoyée à notre secrétariat par "le Comité Justice et Paix" décrit des sévices et des atrocités atteignant un degré que nous ne pouvions soupçonner.

Cette campagne, qui cherche à améliorer le sort de toute une couche de la population, nous paraît extrêmement intéressante. Gageons pourtant qu'elle ne sera pas du goût de tous. Certains souhaitent en effet qu'Amnesty se limite à être "la main tendue" internationale qui ne répond qu'à des cas individuels. Et pourtant n'est-ce pas en situant les atteintes aux droits de l'homme dans un contexte plus large qu'on découvre les causes et peut-être les remèdes ?

■ BOLIVIE A n'y pas croire !

Dans un pays où depuis des décennies les militaires sont habitués à réprimer dans la violence les revendications les plus légitimes des mineurs et des paysans; un pays où l'appareil de l'Etat était mis au service du trafic de la cocaïne, un changement de régime, même attendu, surprend toujours.

Certes, il s'agit de rester réalistes, comme le note le journal "Le Monde"; ne voyons pas trop vite dans ce changement une conversion à la démocratie :

"Comme ailleurs dans le continent, hier au Pérou, peut-être demain en Argentine, les généraux ne passent la main que parce qu'ils ne parviennent pas à maîtriser la situation économique et sociale de leur pays.

Depuis neuf mois, le peso bolivien a perdu 900% de sa valeur par rapport au dollar, et l'inflation a atteint le rythme de 200% par an. Les principales denrées alimentaires manquent dans plusieurs villes de province. Les dirigeants n'ont pas pu, en septembre, faire face aux échéances de la dette extérieure."

Et quel est l'homme-providence chargé de cette mission impossible? M. Siles Suazo, un homme d'expérience, dans la septantaine, qui ne compte pas moins de dix-huit déportations et vingt-deux ans d'exil. A trois reprises, il a gagné les élections générales mais, à chaque fois, il avait été écarté de la présidence par la fraude ou le putsch militaire.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que tous ceux qui désirent ou consentent à son arrivée au pouvoir lui laissent suffisamment de marge de manœuvre pour mener à bien son entreprise. Car en Amérique latine comme partout ailleurs, il est plus facile de parler de changement que de laisser transformer une réalité en profondeur.

Ajoutons encore que ce changement signifie une

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



*"S'interroger ne suffit pas.
Seul le changement de comportements individuels et collectifs peut entraîner un plus haut degré de solidarité sociale, nationale et internationale."*

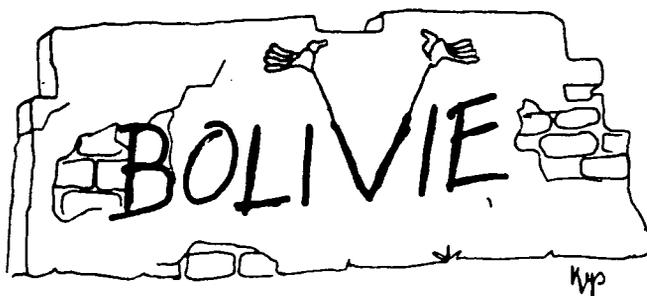
Document des
évêques de France

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

■ APARTHEID Un diocèse réagit aux Etats-Unis

Pour la première fois, un diocèse catholique américain figure parmi les signataires d'une déclaration d'actionnaires invitant la société IBM à mettre un terme à ses activités en Afrique du Sud. Il s'agit de l'archevêque de Milwaukee, qui estime que "les ventes et les services d'équipement sophistiqués pour ordinateurs vendus par IBM à des agences gouvernementales et militaires sud-africaines contribuent à soutenir l'apartheid et la domination de la minorité blanche".

victoire pour de nombreuses personnes qui dans l'ombre l'ont ardemment préparé en se battant durant des mois et des années sans se résigner, même aux heures les plus sombres. Tous ils méritent notre estime.





SE RECONCILIER AVEC L'APOCALYPSE *

Les mots sont à tout le monde. N'empêche que, lorsque les mots du patrimoine chrétien sont abîmés parce qu'utilisés pour leur faire dire n'importe quoi, il est légitime de réagir.

Ainsi du beau mot d'"apocalypse", lui que l'on charge souvent des sinistres nouvelles et que l'on met sur les manchettes lorsque l'orage se fait menaçant.

S'il y a catastrophe, dans l'Apocalypse, elle ne vise que les systèmes totalitaires qui prétendent asservir l'homme : A Antiochus, à Néron, comme plus tard à Hitler ou à Staline, elle redit sans cesse "tu n'es pas éternel, tu vas t'effriter; regarde ton bel édifice comme déjà il se lézarde".

Mais aux croyants — et plus largement à tout homme — l'Apocalypse tient un tout autre langage : elle leur demande, parfois avec tendresse, de tenir debout, de garder la sérénité, de veiller. Et pourquoi? Sans cette attention de tous les instants, ils vont passer à côté des signes de renouveau. Inattentifs au premier vol de l'hirondelle, au premier bourgeon, ils risqueraient de passer à côté du printemps qui vient.

Une image — belle entre toutes — et souvent reprise dans l'Apocalypse, est celle de la femme en train d'accoucher. Quel réalisme! Ce royaume dont il s'agit de hâter la venue, il ne viendra pas sans sueur, sans larmes. Mais aussi quelle puissance de vie et d'espérance! C'est bien parce que cette image est à ce point porteuse de vie qu'elle est constamment combattue.

"Ah! pour de la souffrance, vous pouvez dire qu'il y a de la souffrance!", diront certains sans voir qu'il s'agit souvent de douleurs d'enfantement. Et ils n'en finiront pas de maudire ce siècle où rien ne va plus, où plus rien n'a de sens.

"Certes il y a naissance", diront les autres, "mais naissance de la subversion. Elle va troubler l'ordre qu'on avait édifié." Il s'agit de "normaliser" tout cela — à coups de Mig, de napalm, de grenades lacrymogènes. Cela finira bien par passer.

Etre les témoins actifs de ce monde autre, en train de naître. Rappeler — à temps et à contre-temps — que, parmi toutes les souffrances qui accablent le monde, certaines sont douleurs d'enfantement. La voilà la tâche des chrétiens.

Et, de temps en temps, s'arrêter pour la fête car déjà ce qui advient et l'Esprit qui le fait advenir méritent d'être célébrés.

Désespérant, le message de l'Apocalypse? Bien au contraire...

* Par ce mot, nous désignons non seulement le dernier livre du Nouveau Testament mais une façon de s'exprimer qui enrichit de nombreux passages de la Bible.

AIDE AU DEVELOPPEMENT Le piège

"L'aide publique au développement, c'est une affaire de la Confédération", nous ont dit et redit les opposants à l'initiative 0,7 durant la campagne qui a précédé la votation.

Et voilà que l'on apprend que le Conseil fédéral propose une limitation draconienne de cette aide. Comment les citoyens de notre canton ne se sentiraient-ils pas piégés?

A eux de réagir! Ci-dessous, la lettre envoyée par les commissions Tiers-Monde aux parlementaires :

A l'intention des parlementaires genevois

MM.

Vous aurez bientôt à vous prononcer sur les restrictions budgétaires affectant l'aide publique au développement.

Alors qu'au mois de juillet 1980, le Conseil fédéral affirmait officiellement dans un message son intention d'augmenter l'aide publique au développement pour lui permettre d'atteindre, au milieu de la décennie, le 0,35 % du Produit national brut, il revient sur sa décision et vous propose d'accepter une diminution de cette aide en la stabilisant au niveau de 26 % de ce même PNB. Habitant à Genève, vous avez assisté aux débats qui ont précédé le vote de l'initiative 0,7. Vous avez remarqué combien souvent il a été rappelé, par les adversaires de l'initiative, que l'aide publique était l'affaire de la Confédération. Cela vous permet de comprendre l'impression ressentie par de nombreux électeurs genevois à l'annonce de ces restrictions de crédits : ils se sentent victimes d'une certaine tromperie.

Il n'est pas dans l'intention de nos commissions de rappeler l'inopportunité d'une telle mesure sur le plan strictement économique tant au niveau de nos exportations que de notre collaboration avec les Organisations internationales d'aide au développement.

Les commissions Tiers-Monde des Eglises tiennent par contre à souligner à quel point est préoccupante pour elles la situation de millions d'hommes et de femmes chez qui la crise économique actuelle a des effets dramatiques et à qui est refusé ce qui pourrait être une modeste compensation.

En vous invitant à faire tout votre possible pour que les Chambres fédérales prennent, sur un tel sujet, une décision conforme au meilleur de la tradition humanitaire de notre pays et en vous assurant que de nombreux électeurs vous appuyeront dans cette voie, nous vous présentons, M.M., l'assurance de notre parfaite considération.

■ **GUATEMALA**
Une opération "porte ouverte"
qui tourne court

Toutes les dernières informations concernant le Guatemala sont de pures calomnies. Voilà comment ont été reçues par les autorités guatémaltèques les dernières nouvelles — accablantes, il faut le dire — sur les massacres de paysans. Et les autorités d'inviter, à grand renfort de publicité, des observateurs à se rendre sur place.

Des Eglises, avec pertinence, ont saisi la balle au bond. Mais là les choses se sont compliquées. Des experts désignés par ces Eglises ont été empêchés de participer à la mission.

Ainsi le président suisse de Pax Christi qui avait collaboré, en son temps, à un excellent rapport et qui, décidément, risquait d'être trop curieux.

Avant de laisser la parole à Adrien-Claude Zoller, il convient de tirer la conclusion qui s'impose. L'invitation à l'opération "porte ouverte" ne pouvait être, pour le Guatemala, qu'une proposition publicitaire, intenable dès lors qu'elle était prise au sérieux.

Ce qui est ennuyeux pour le général Rios Montt — qui a fait de la foi une bannière, c'est bien que ce soient les Eglises qui l'aient ainsi mis dans l'embarras.

"Les difficultés que nous avons eues à préparer cette mission d'enquête sur les massacres dans les zones rurales portent aussi un germe d'espoir : si notre action en faveur des droits fondamentaux du peuple guatémaltèque n'avait pas eu d'effets et n'avait pas constitué un obstacle à la politique d'ethnocide du gouvernement guatémaltèque, celui-ci n'aurait jamais pris le risque de se discréditer en empêchant ma participation et celle de l'expert américain à la délégation des Eglises."

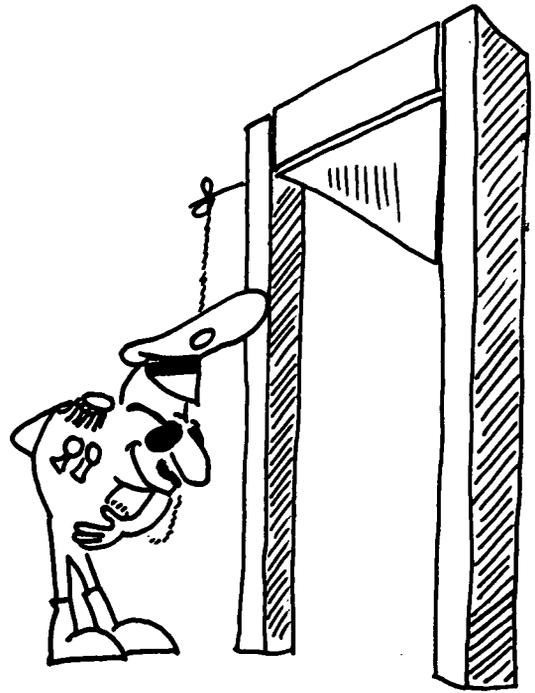
La Fédération des Eglises Protestantes de Suisse (FEPS), qui m'a demandé le 1er novembre de participer à cette délégation, a pris une position qui l'honore et illustre son engagement pour les Droits de l'Homme, puisqu'elle a refusé de nommer un autre expert et s'est retirée de la délégation."

■ **SCOD**
Un bilan réjouissant

Le rapport d'activité de la Société Coopérative Œcuménique de Développement (SCOD) pour l'année 1981 est sorti, plein de bonnes nouvelles. Pour ceux qui l'ignorent, rappelons que cette société a pour mandat d'utiliser "les capitaux d'investissements des Eglises et des organisations en relation avec les Eglises pour des projets dans des communautés pauvres et dans le besoin, dans quelque partie du monde que ce soit".

Première bonne nouvelle, le capital-actions a franchi le seuil des cinq millions de dollars US, ce chiffre souhaité par les fondateurs; autre bonne nouvelle, il faut constater la part réjouissante, dans les nouveaux apports, constituée par des associations de soutien. Entendez ces parts, même restreintes, investies par des particuliers. A n'en pas douter, cela signifie une popularisation du mouvement. Ce qui ne doit pas nous empêcher de souhaiter que des organismes importants répondent plus largement à l'appel. (Réjouissons-nous de ce qu'à Genève des Eglises et mouvements d'Eglises aient pris un certain nombre de parts.)

Parmi les projets à l'étude, relevons une usine de fourrage à Madagascar, une installation de réfrigération pour les produits de la pêche au Ghana, un projet d'ostréiculture à Hong-Kong.



Rap

■ **Le président qui exile son frère évêque**

Un deuxième évêque guatémaltèque, Mgr Mario Rios Montt, est en exil. Il s'agit du frère de l'actuel chef de l'Etat, le général Efraim Rios Montt, arrivé au pouvoir au printemps passé par un coup d'Etat. Le général a quitté l'Eglise catholique, il y a quelques années, et a rejoint une secte fondamentaliste d'origine américaine. Sous la domination du général Rios Montt, la répression de la population rurale, sous le prétexte d'une guerre antiguérilla, atteint de nouveaux sommets.

Mgr Rios Montt, l'évêque, en revanche, a protesté énergiquement contre l'oppression du peuple depuis sa nomination à la prélature d'Escutla en 1974; l'évêque aurait reçu des menaces de mort. On indique également que sa santé est chancelante. La vraie raison de son départ du Guatemala semble bien être les agissements de son frère président qui, d'une part, parle sans cesse de Dieu et, d'autre part, ordonne des bains de sang.

(ECHO VAUDOIS)

Un week-end à retenir

Le 28, dès 19 heures, et le 29 janvier, au Louverain (NE), un séminaire Tiers-Monde sera organisé. Important par le sujet traité : "des technologies appropriées pour un développement approprié". Important aussi par la qualité des organisateurs et des intervenants : Jacques Forster, de l'Institut universitaire d'Etudes du Développement (IUED) (Genève), Jean-Pierre Gern (Université de Neuchâtel), Jean-Denis Renaud (Le Louverain) et Rolf Steppacher (IUED - Genève).

Dans le Tiers-Monde, les Eglises d'Occident se sont souvent montrées, dans un premier temps, sous leur visage le plus détestable. Celui de leur division. Quelle joie de les savoir présentes efficacement — même si c'est encore modeste — dans des réalisations œcuméniques. Au moment où cet œcuménisme fait l'objet d'évaluations pessimistes, il s'agit de ne pas oublier de mettre la SCOD dans la balance.

■ **GATT**
Importante réunion à Genève

Du 24 au 26 novembre a lieu à Genève une importante réunion, celle des ministres des pays membres du GATT (Accords sur le commerce et les tarifs douaniers). Pour une rencontre à un si haut niveau, il faut remonter à 1973, lorsque cet organisme avait tenu sa session ministérielle à Tokio.

Au programme, l'assainissement des relations commerciales, ce qui est une tâche redoutable. Plus les difficultés se font jour sur le plan économique, plus les pays ont tendance à protéger leurs secteurs les plus vulnérables. Même si on les appelle des clauses de "sauvegarde" et non pas mesures de "protection", la réalité est bien proche et contrevient au dogme de libre échange que le GATT a pour tâche de faire respecter. C'est ainsi que, pour l'année 1980 seulement, cette organisation chiffre à dix-neuf milliards de dollars les transactions faites sans respecter les accords internationaux.

■ **Et les pays du Tiers-Monde?**

Leur situation sera des plus précaire. Pour les plus pauvres, ils ont à faire face à des difficultés insurmontables, notamment du fait de leur facture pétrolière. Pour d'autres — qui étaient parvenus à se doter d'un certain équipement industriel — ils comptaient sur l'atout d'une main-d'œuvre à bon marché. Mais alors ils deviennent trop concurrentiels et voient se fermer les débouchés pour leurs produits.

Position précaire, celle des pays du Tiers-Monde le sera d'autant plus qu'ils ne se présenteront pas en rangs serrés. Certains, en effet, ont entre eux des intérêts divergents : par exemple ceux qui sont au bénéfice des accords de Lomé pour l'exportation de leurs fruits tropicaux ne voient pas d'un bon œil d'autres pays du Tiers-Monde accéder à de telles conditions.

■ **Et dans tout cela, la Suisse?**

Elle est très concernée, non seulement parce que la réunion a lieu sur son sol, mais aussi parce que, traditionnellement, son économie est fortement tournée vers l'extérieur : le 35% de notre Produit national brut provient de nos exportations.

C'est donc le libre-échange que notre pays va continuer à affirmer, tout en continuant à protéger les secteurs qui le sont habituellement (l'agriculture notamment).

Avec l'auteur de l'article d'"Actualité 13M" — dont nous nous sommes largement inspirés —, on peut conclure : "Les intérêts nationaux à court terme s'affrontant, la morale de l'histoire risque bien d'être 'que le plus fort gagne...'. Dès lors, les pays en développement ont tout à perdre."

▶ **MERCI**

▶ Comme les années précédentes, le bulletin vert agrafé à ce bulletin jaune a été bien accueilli.

▶ Merci à tous ceux qui se sont déjà acquittés de leur abonnement, et souvent au-delà du montant indiqué. Merci aussi à tous ceux qui ont utilisé le verso pour nous adresser un mot d'encouragement.

Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9

Secrétariat:

André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50

CCP 12 - 21 551



DANS LE SILENCE, UN SIGNE

N'oubliez pas de participer au rassemblement silencieux qui a lieu le dernier jeudi de chaque mois de 12h. à 13h. à Chantepoulet en communion avec les Mères de la Place de Mai (Argentine). Au mois de décembre, c'est le 23 que le rassemblement aura lieu, centré particulièrement cette fois sur le thème des enfants disparus.

■ **DESARMEMENT**
Des pistes concrètes

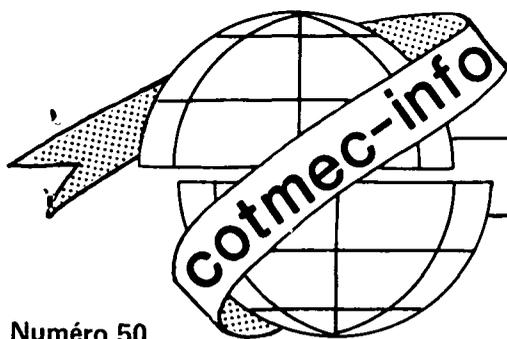
Qui dit "paix" dit "désarmement". Qui dit "désarmement" dit "perte de postes de travail". A une période où la plupart des pays comptent leurs chômeurs par milliers, cet obstacle a souvent été jugé infranchissable.

C'est donc avec intérêt que nous avons lu, dans le dernier numéro de "Domaine public", les efforts réalisés en Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis, Suède et Italie, où des syndicats regroupant des travailleurs dans le secteur de l'armement ont manifesté leur intérêt pour des reconversions industrielles à grande échelle. L'article rappelle également la campagne menée, il y a deux ans, par les ouvriers de Lukas Aerospace et de Vickers, en Grande-Bretagne. Après consultation des organisations de consommateurs, d'écologistes et d'anti-nucléaires, des plans précis de production de générateurs à énergie éolienne, d'appareils à radar pour aveugles et de véhicules d'un type nouveau ont été dressés. Les ouvriers de Vickers avaient, eux, proposé de fabriquer des générateurs à énergie marémotrice et des équipements de conservation d'énergie.

Va-t-elle enfin voir le jour, cette Agence internationale dont l'idée avait été lancée dans le cadre de la campagne pour le désarmement et qui permettrait d'intensifier et de répercuter de tels efforts de reconversion? Il faut le souhaiter de tous nos vœux. Pour l'avenir de l'humanité. Pour la satisfaction de tant d'hommes et de femmes à qui on ne peut pas demander de consacrer le meilleur de leur temps à créer des instruments destinés, au pire, à tuer leurs frères, au mieux, à les appauvrir.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



■ NOEL AUTREMENT DIT

"Où est ton Dieu ?"

Une fois de plus, dans ce psaume (42.4) c'est aux adversaires qu'il revient de poser la bonne question. Une question pertinente aujourd'hui comme elle l'était vingt-trois siècles auparavant.

Que de réponses diverses recueillerait le journaliste qui, enregistreur en bandoulière, se mettrait à demander autour de lui : "Où donc est ton Dieu ?"

— Il est hors des limites de l'homme, dans la mesure ... quand il y a des catastrophes...

— Il n'existe pas, voyons ! (ce qui n'empêche pas de sacraliser le Parti, la Révolution, le Progrès, la Consommation...)

— Dieu ? Il est au sommet de la pyramide sociale, c'est lui qui garantit l'ordre du monde...

— Je ne peux pas répondre à votre question. Pour moi, ce qui compte, c'est l'instant dont j'essaie de profiter le plus possible.

— Dieu est auprès des sages et des vertueux. Chez les gens "bien" qui font un "sans faute" au parcours de la vie.

— Il est avec ceux qui travaillent, prêt à bénir leurs entreprises.

— ...

Et c'est sur cette toile de fond que jaillit, comme un éclair, le message de Noël : "Je viens vous annoncer une Bonne Nouvelle"... Un sauveur est né à Béthléem, auprès des bergers.

Vous avez bien entendu. Chez des bergers, ces exclus de la communauté religieuse pratiquante, ces exclus du développement économique. Un groupe marginal d'un pays occupé : la périphérie de la périphérie.

En ajoutant "c'est une grande joie pour *tout* le peuple", Luc exagère un peu. Joie pour les bergers, certes, et pour tous les pauvres, mais pas pour tout le monde. C'est au contraire le début des affrontements des puissants avec un Dieu indocile qui ne veut plus se tenir au sommet du trône pour le consolider; Dieu impossible à utiliser pour légitimer nos idéologies, ce Dieu de l'Évangile qui met tout à l'envers.

L'évangéliste Matthieu est probablement plus réaliste en décrivant la colère d'Hérode et un massacre d'enfants quelques versets après le récit de la Nativité. Poétique, cette annonce aux bergers ? Peut-être. Mais surtout prophétique sinon polémique.

En 1982, comme au début de notre ère, "annoncer Noël", c'est faire retentir une Bonne Nouvelle à la périphérie.

A ceux qui sont au chômage ou qui tremblent de recevoir leur lettre de congé. A ceux qui cherchent désespérément un logement. A ceux que fascine l'envoûtement de la seringue...

A ceux qui s'apprêtent à brûler leur café car, par la magie des cours, il ne vaut plus rien. A ceux qui voient l'aide reçue dévorée par le paiement des intérêts de leur dette. A ceux qui sont expropriés de leur terre...

A tous s'adresse en priorité le message : "Je vous annonce une Bonne Nouvelle. Un Sauveur vous est né". Il est avec vous, il est de votre côté et du côté de tous ceux qui partagent votre lutte. Il est avec vous dans vos cris de révolte, il est avec vous dans vos efforts pour vous mettre debout. Il est avec vous dans la joie de vos recommencements.

Il est avec vous. Fragile comme un enfant, invincible comme le Souffle qui l'habite. ■

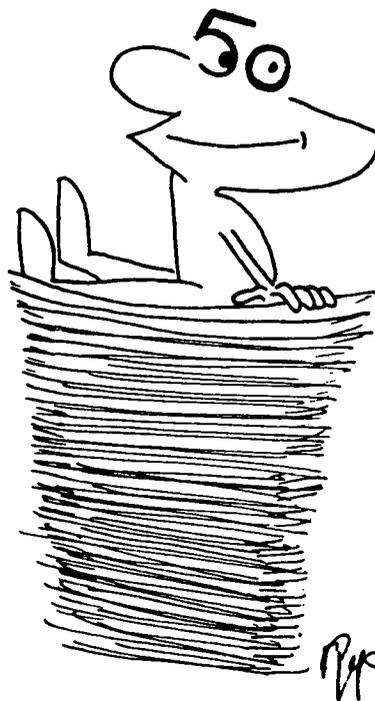
■ LE 50ème...

A petit bulletin, petit jubilé... Saluons en passant, d'un sourire, ce numéro 50.

Non comme un record mais comme un prétexte. Un prétexte pour nous réjouir du fait que, depuis novembre 1977, mois après mois, COTMEC-Info ait élargi le cercle de ses lecteurs, ait vu grandir sa complicité avec bon nombre d'entre eux.

Un prétexte pour remercier tous ceux qui, en dehors de la COTMEC, permettent sa parution. Ceux qui le tapent, l'impriment, l'illustrent et l'expédient. Sans oublier nos amis handicapés qui l'agrafent.

N.B. Vous vous demandez comment, d'un geste, marquer ce 50ème ? Voilà une suggestion : écrivez-nous tout de suite (après les fêtes vous risquez d'oublier !) sur une carte postale le nom d'une personne de votre connaissance qui pourrait être intéressée à le recevoir. Quand il y en a pour 1850, il y en a pour 3700... il suffit de laisser tourner la machine !



■ MOBUTU, PRESIDENT DU ZAIRE Un mal nécessaire ?

Peut-être, mais nécessaire à qui ? Là est la question que pose un bon article du dernier numéro de "Croissance des Jeunes Nations".

Il y a déjà longtemps que le Zaïre connaît des difficultés de trésorerie. Mais elles semblent actuellement atteindre un paroxysme : Des 75,5 millions de dollars dus cette année à ses créanciers privés, seulement 12,8 millions ont pu être versés.

Est-ce parce que le pays vit au-dessus de ses moyens ? Le salaire d'un fonctionnaire ou d'un ouvrier ne permet pas de dépasser la première semaine du mois et, sur une ville comme Kinshasa, les trois quarts des trois millions d'habitants n'ont pas de revenus réguliers. En décembre passé, 20 000 fonctionnaires étaient licenciés et 15 000 autres mis à la retraite en mars.

Est-ce parce que le pays est pauvre ? Le sous-sol est d'une exceptionnelle richesse : sixième producteur mondial de cuivre en 1975, premier producteur de cobalt et de diamant industriel, le pays dispose encore de bien d'autres ressources.

Il faut chercher ailleurs. Auprès du président et de son proche entourage, qui sont en train d'accumuler des fortunes colossales. Mais, bien sûr, cela n'est explicable que par de prévenants appuis extérieurs qui ont intérêt au statu quo. Intéressante à ce propos l'analyse d'un docteur en linguistique de l'université de Paris III parue dans la revue "Genève-Afrique". En étudiant les articles parus dans l'Aurore et le Figaro lors de la seconde guerre du Shaba (mai 1978), l'auteur nous montre comment on a su faire de ce soulèvement une provocation communiste s'inscrivant dans le conflit Est-Ouest, en occultant totalement les questions de justice intérieure...

Face à de tels soutiens internationaux, que peuvent les opposants qui tentent, en restant sur le terrain, d'amener quelques modifications au régime ? Tels ces treize députés parmi lesquels un ancien ministre qui écrivaient dans une lettre ouverte : "le chaos est total, citoyen Président-Fondateur, du fait que vos proches collaborateurs, amis et membres de famille, se retrouvent parmi les plus grands commerçants, spéculateurs, corrupteurs, etc... que le pays ait jamais connus. Que même l'aide étrangère, fruit de l'endettement que paieront les générations futures, est accaparée par ces protégés, qui l'écoulent sur le marché noir à des prix hors du budget d'un simple fonctionnaire de l'Etat, d'un simple travailleur, d'un simple paysan zaïrois ! Le chaos est total parce que, d'après la presse étrangère, vous êtes coté comme un des plus riches du monde".

En juillet dernier, ces treize députés étaient condamnés à quinze ans de prison.

Au dire de certains, l'après-Mobutu a déjà commencé, le "guide suprême" ne présidant le Conseil des Ministres qu'une fois par mois et passant le plus clair de son temps dans son village natal. Comment se passera la succession ? Lorsque les dettes extérieures atteignent 5 milliards de dollars, un tel changement ne peut se faire à l'insu des créanciers.

Et la Suisse dans tout cela ?

Ses échanges avec le Zaïre sont en baisse. Vingt-huit millions d'exportations et six millions de francs suisses d'importations en 1981. Dérisoire. Mais là ne s'arrête pas son influence : on a parlé en son temps dans ce bulletin du grand complexe dans lequel Alu-

suisse a une place prépondérante. Des négociations dans lesquelles Nello Celio pèse de tout son poids de financier et d'ancien président de la Confédération. Les déclarations qu'il faisait le 4 décembre de l'année passée ne nous le confirment-elles pas comme un homme d'affaires pragmatique, pour ne pas employer un autre terme : "Voici ce que je dis toujours (à l'intention des pays du Tiers-Monde) : faites en sorte d'avoir une certaine stabilité politique." Il ajoutait encore : "Quand vous envisagez un projet avec le Tiers-Monde, vous devez toujours être attentifs au fait que celui-ci doit aussi avoir certains avantages, n'est-ce pas ? (Qui, dans le Tiers-Monde ? Ndlr.) Sinon vous courez le risque que le projet ne puisse pas se réaliser ou bien vous constaterez ensuite que, quelques années plus tard, celui-ci aura été nationalisé. Vous aurez certaines difficultés."

Ceci pour ne rien dire du rôle joué par les banques et de l'accueil qu'elles réservent à l'abondante fortune du président.

La Suisse de Nello Celio et de ce monde des banques, veut-elle un successeur à Mobutu ? Et de quel genre ?

■ HUAMPANI (Pérou) Evénement œcuménique

Le Conseil des Eglises latino-américain a été officiellement constitué le 16 novembre dernier à Huampani, près de Lima. Les trois cents personnes présentes — représentant les quatre-vingt-cinq Eglises membres, les dix-sept Eglises observatrices et plusieurs autres organismes — ont affirmé le désir de promouvoir "un œcuménisme basé sur les valeurs évangéliques de service, amour, solidarité et justice".

Le secrétaire général de la CLAI est M. Gerson Meyer, dont nos commissions Tiers-Monde avaient pu apprécier la chaleur et la compétence lors de son séjour en Suisse.

Un regret : l'absence des catholiques. La CELAM (Conférence épiscopale latino-américaine), bien qu'invitée et après avoir formellement accepté l'invitation, n'envoya aucun représentant à l'Assemblée.

Ci-dessous, quelques extraits de la communication du théologien argentin Miguez Bonino, travaillant dans la banlieue de New York.

"Les Eglises ont prêché la croix du Christ en l'isolement de sa vie, de l'annonce de la bonne nouvelle aux pauvres, de son appel à la justice du Royaume, de sa dénonciation de la corruption, de l'avarice, de l'oppression, de sa préoccupation pour le pain et la santé des êtres humains. De cette séparation artificielle, il est souvent résulté que les Eglises mènent une vie appauvrie, éloignée de la réalité, sans engagement pour le prochain, ce qui contredit le commandement d'amour de Jésus."

Dans le dialogue sur l'unité, fit observer le pasteur Bonino, nous devons nous adresser réciproquement des questions telles que : "Ne courez-vous pas le risque de rabaisser l'Evangile à un programme de rénovation de la société, d'effacer la transcendance, de privilégier l'action au détriment de la foi ? Inversement, ne prêchez-vous pas un Evangile bon marché, une grâce sans engagement, un Royaume sans justice, un amour subjectif sans solidarité ?"

■ BLÉ Les ficelles se tirent depuis la Suisse

Une fois de plus, la revue "Vers un développement solidaire" (Déclaration de Berne) a braqué le projecteur sur une réalité aussi décisive, pour l'humanité entière, que discrète : le commerce du blé.

Ainsi apprend-on "qu'un bon tiers" du commerce des céréales passe par des Maisons qui ont leur siège en Suisse. Que notre stabilité, notre équipement bancaire et notre "non-alignement" offrent toutes les bases nécessaires à une plate-forme commerciale, tel "Bison. futé", permettant même un "itinéraire de contournement" lorsque les boycotts se dressent en travers des lois du marché (Rhodésie, URSS). Un marché en pleine expansion, qu'on pressent comme tellement menaçant pour les indépendances fragiles du Tiers-Monde.

Ce dossier nous révèle, en effet, que si les pays du Tiers-Monde arrivent à couvrir le 92% de leurs besoins en alimentation, dans une quinzaine d'années, ils n'assureront plus que 80% de leurs besoins et auront ainsi toujours plus recours à ces six sociétés qui ont en mains les cordons du sac.

■ Une question aussi pour l'Eglise des Etats-Unis

Le Conseil presbytéral de l'archidiocèse de St-Paul-Minneapolis vient de publier, sur ce même sujet, une étude qui a demandé dix-huit mois de travail. On constate également que le commerce du grain est entre les mains d'un nombre très restreint de firmes. On montre comment la politique de ces firmes intervient "pour soutenir des gouvernements non-démocratiques dans beaucoup de pays du Tiers-Monde". Le rapport recommande de poursuivre la recherche sur l'influence de ces sociétés sur la politique étrangère américaine et sur d'autres questions touchant le problème du blé. Cette étude "presse les consommateurs de prendre à nouveau le contrôle pour réintroduire la démocratie dans une part critique du système économique mondial". (...) "Il y a un danger potentiel de permettre à quelques compagnies de contrôler quelque chose d'aussi fondamental pour la vie que le blé".

(Espérance des Pauvres)

■ Et les chrétiens de Suisse ?

L'invitation lancée par un Conseil presbytéral à Minneapolis ne devrait-elle pas être entendue par les chrétiens de notre pays ? Des commissions comme Justice et Paix ne pourraient-elles pas se mettre au travail sur un tel sujet et fournir aux communautés des éléments d'information et de réflexion ?

Le "partage du pain" au centre de la liturgie des chrétiens leur fait un devoir de veiller à ce qu'il soit accessible à tous. Maintenant que nous savons que les décisions de ce marché se prennent à notre porte, notre responsabilité redouble.

"Les bontés du Seigneur ! C'est qu'elles ne sont pas finies ! C'est que ses tendresses ne sont pas achevées ! Elles sont neuves tous les matins !"

(Lam. 3)

A tous nos lecteurs nous souhaitons une bonne fête de Noël où puisse s'alimenter leur joie et leur espérance.



● A LIRE A offrir

Chrétiens et socialistes avant Marx

André Biéler

Lorsque l'on veut repousser une question gênante en matière de justice sociale, on traite son auteur de "marxiste", de "communiste" et, dans de larges milieux, cela suffit pour le discréditer. Au pays de don Helder Camara, mais est-il besoin d'aller si loin ?

Le mérite du livre d'André Biéler est bien de nous montrer — au travers d'abondants témoignages — que des chrétiens n'ont pas attendu Marx pour combattre l'injustice, ni même pour écrire "*nous nous sommes servis de la Bible, comme si c'était un simple manuel de police auxiliaire, la dose d'opium pour faire tenir tranquilles les bêtes de somme sous leur charge écrasante*" (Maurice).

La lecture de ce livre est à la fois réconfortante et éprouvante. Réconfortante car des frères dans la foi ont su très tôt repérer les méfaits de cette industrialisation naissante et trouver la liberté de les dire contre vents et marées, fût-ce au prix de leur marginalisation.

Mais éprouvante aussi, en découvrant à quels murs de méconnaissance des réalités et de passivité leur parole s'est heurtée. Particulièrement de la part des gens en place dans la société civile et dans l'Eglise.

Comment, aujourd'hui, repérer les défis de notre temps pour éviter de se rendre coupables, même inconsciemment, des mêmes complicités avec un ordre écrasant que la majorité des chrétiens du siècle précédent ?

Ou, pour parler comme le Nouveau Testament qui en fait un leitmotiv (l'expression revient trente fois), comment "rester vigilant" ? Voilà la question qui nous poursuit en refermant ce livre. Soyons reconnaissants à Monsieur Biéler d'être par son ouvrage, mais aussi par toute son action, témoin de cette interpellation.

Chrétiens et socialistes avant Marx, 350 pages. Collection "Le Champ éthique". Editions Labor et Fides.

■ **AFGHANISTAN**
Nous faisons appel à vous

Il n'est pas dans la vocation des commissions Tiers-Monde de se mêler d'aide matérielle. Pour que nous consentions à le faire, il y faut des raisons impérieuses.

Cela avait été le cas pour le Nicaragua lorsque, peu avant l'indépendance, on apprenait que, dans un silence quasi général, la jeunesse du pays était en voie d'être liquidée par la sinistre "garde nationale".

Si cette fois nous lançons un appel, c'est parce que, à nouveau, nous nous trouvons devant un problème atroce, urgent et qui n'a pour l'heure pas reçu un appui suffisant des organismes d'aide.

Nous voulons parler de la situation critique de la vallée du Panjir (à une centaine de kilomètres au nord de Kaboul) sur laquelle s'acharnent les Soviétiques. Un acharnement qui s'explique à la fois pour des raisons stratégiques et pour la qualité de l'organisation de la résistance.

Les moyens mis en œuvre sont considérables et, lors des précédentes offensives, on a compté plusieurs massacres collectifs pour terroriser les villageois et les obliger à fuir la vallée.

Au seuil du terrible hiver afghan, une vallée dont la population est évaluée à 80 000 personnes se trouve sans ressources alimentaires : troupeaux et récoltes y ont été détruits.

■ **Des questions nombreuses**

Les dates pour lancer cette action sont mauvaises ? Moins pourtant que l'hiver afghan. Les mouvements de libération ne présentent pas l'unité souhaitée ? N'est-ce pas une raison supplémenaire de leur apporter un appui ? Avec la mort de Brejnev, la situation risque de changer bientôt ? Tout le monde sait que les fins de conflits sont généralement les périodes où se passent les pires atrocités et où la solidarité internationale est la plus nécessaire.

■ **Des suggestions**

— Vous utilisez le bulletin de versement ci-joint. Si vous en employez un autre, n'oubliez pas d'indiquer au dos la mention "Afghanistan". La somme recueillie sera intégralement versée à un projet précis offrant toutes les garanties (à l'heure où ce bulletin est imprimé toutes les démarches ne sont pas terminées).

— Il arrive qu'au moment des fêtes de Noël, des gestes de générosité collectifs se fassent. Pourquoi ne pas proposer aux responsables d'attribuer une partie de cette somme à une action pour l'Afghanistan ?

— Nous envisageons d'utiliser encore d'autres canaux de sensibilisation. Mais dès maintenant, toutes vos suggestions seront les bienvenues.

■ **L'aide matérielle ne suffit pas**

Un pays qui expulse les journalistes et refuse le CICR souhaite s'entourer d'un mur de silence. Et cela fonctionne assez bien puisqu'il faut attendre le 7 décembre pour apprendre que cent cinq civils — comptant parmi eux des personnes âgées — ont été incendiés dans le trou où ils s'étaient réfugiés le 13 septembre.

A cause de cela, il est important de faire une place plus grande dans l'opinion publique aux problèmes afghans, d'apporter son soutien aux réfugiés qui ont dû fuir leur pays.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



INVITATION

Le **jeudi 23 décembre** sera consacré aux enfants disparus (en Argentine, Chili, El Salvador et Uruguay).

- de 12 à 13 h.
Manifestation silencieuse à Chantepoulet
- de 14 à 19 h.
Stand à la Fusterie
- à 20 h.
Veillée de clôture à l'Auditoire Calvin.

J. A. 1200 Genève 11
Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

■ **CHALEUREUSE INVITATION**

Dans le précédent bulletin, nous avons annoncé le Colloque de l'Association œcuménique des théologiens du Tiers-Monde et nous en avons expliqué le projet et le thème.

Certainement nombreux sont les lecteurs de ce bulletin préoccupés de vivre leur espérance chrétienne dans le concret du monde d'aujourd'hui avec son poids d'injustice et d'inégalité. Ils ressentiront donc comme un événement à ne pas manquer la présence, dans nos murs, de ce colloque regroupant quelque nonante théologiens travaillant parfois dans des conditions très exposées.

Si les réunions de travail ne sont pas publiques, chacun est invité en revanche à la cérémonie d'ouverture qui aura lieu

**le 5 janvier à 17 heures
au Conseil œcuménique des Eglises**

Nicole Fischer, présidente du Conseil exécutif de l'Eglise nationale protestante de Genève, et l'abbé Fernand Emonet, vicaire épiscopal, interviendront dans la liturgie que terminera une conférence de Philippe Potter, secrétaire général du COE, en rapport avec le thème du colloque : "Faire de la théologie dans un monde divisé".

On pourra témoigner de cette solidarité en participant massivement à la **manifestation qui aura lieu à Genève le 27 décembre**, date anniversaire de l'invasion par les troupes de l'URSS. On trouvera dans la presse toutes les indications à ce sujet.